courant alternatif

Mensuel édité par
l'Organisation Communiste Libertaire

N°45 AVRIL 1985 12 Frs.

SNCF
NUCLEAIRE
LUTTES OUVRIÈRES EN U.R.S.S.
PAYS-BAS : L'O.V.B.
ALGERIE / KANAKY
L'APRES CONVERGENCE

VIVRE !?

CONTACTS

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST

* OCL/Egregore
B.P. 1213
51058 REIMS cédex

NORMANDIE

* Courant Alternatif
B.P. 543 B
76 370 Neuville les Dieppes

* ASTEVMU
B.P. 170
CAEN cédex 14008

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE

* OCL/L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 LE MANS

POITOU - CHARENTES

* CRIC
B.P. 227
86006 POITIERS cédex

SUD - EST

* OCL c/o CNT
B.P. 160
13634 ARLES cédex

BANLIEUE EST - PARIS

* RUPTURES
B.P.1
94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

SUD-OUEST

* Acratie
B.P. 23
64130 MAULÉON

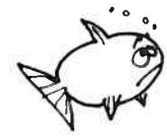
CENTRE

* La Commune
B.P. 1228
45002 Orléans cédex

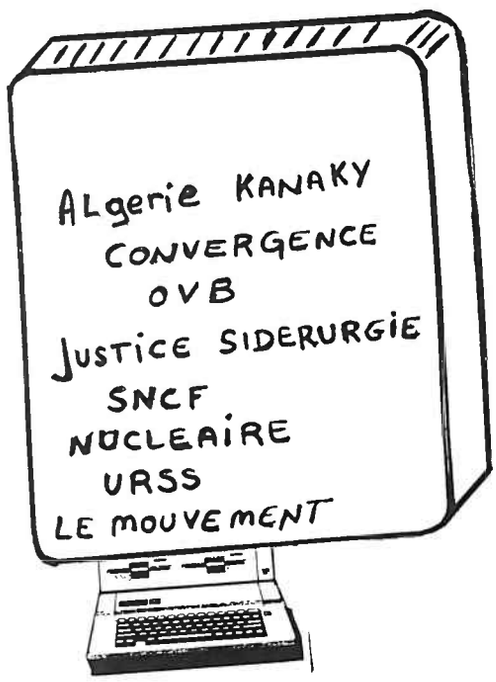
BOURGOGNE

* M.D.P.L.
BP 2616,
21056. DIJON cedex

COURANT ALTERNATIF
n°45 Avril 85
Mensuel Communiste Libertaire
Réalisé par l'OCL
Edité par l'association 1901 La Galère
Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex
Dir. Pub. C. Maynard
Imprimerie : Atelier graphique Reims
Photocompo : Hitzak. Ossas
Dépot légal : 47693
Com. Par. : 63627
ISSN : 0249-3195



SOMMAIRE



COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal **(C.J.)** est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que des militants OCL de la ville en question et que des représentants d'autres groupes OCL.

Chaque C.J. a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter des articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres suivant les événements et les souhaits émis par différents groupes ou individus. Le collectif local organisateur **doit immédiatement après la CJ rédiger un compte-rendu politique et technique le plus précis possible**, puis, pendant les deux semaines qui suivent assurer le suivi de ce qui a été décidé lors de la C.J (liaisons, contacts etc.), écrire l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent dans le mois puis de **réaliser la maquette.**

Depuis trois années que nous fonctionnons ainsi, 18 villes ont *accueilli* **Courant Alternatif**: Caen, Angers, Orléans, Poitiers, Bordeaux, Albi, Toulouse, Peyrehorade, Aix-en-Provence, lyon, Paris, Boulogne/mer, Reims, Dijon, Auxerre, Dieppe, Etampes, Forcalquier. Cette année Longwy et Champigny-sur-Marne vont s'ajouter à cette liste.

Ce numéro a été préparé à Longwy. Le suivant, le numéro 46 l'aura été à Albi lorsque vous lirez celui-ci. Fin Avril, la commission journal se tiendra à Aix-en-Provence, et fin mai à Champigny-sur-Marne. Si vous voulez participer à l'une d'entre elles, écrivez au journal qui vous en dira plus.

ABONNEMENT

1 an (10 numéros) . . . . . 120 Francs

Chèques à l'ordre de Denis Jean
OCL / EGREGORE
B.P. 1213. 51058 REIMS cedex

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires . . . . . 200 Francs
3 exemplaires . . . . . 280 francs
5 exemplaires . . . . . 450 francs

EDITO

Les mineurs anglais viennent de reprendre le travail après un an de grève et d'actions dans la rue. Une analyse fine de ce conflit reste à faire (par exemple le rôle des chômeurs), mais ce qui frappe d'emblée, c'est que malgré la longueur de la lutte, la violence des actions et l'homogénéité sociale de régions entières autour des mineurs, le gouvernement « Europe» a mené à terme la restructuration qu'il voulait, le gouvernement Thatcher a mené à terme la répression qu'il voulait.

Les enseignements de la lutte des sidérurgistes anglais (1979-80) ont sûrement contribué au durcissement des luttes dans les usines, mais le discours des syndicats est resté, au fond, corporatiste, limitant la question à la fermeture des puits de mine (comme si, derrière, il n'y avait pas aussi l'exigence d'une dignité et d'un contrôle des gens sur leur vie), tenant à l'écart de la lutte une partie des gens, contribuant à l'isolement relatif (voir actions de soutien des dockers) des mineurs.

Cette lutte a montré encore une fois les limites d'arrêter la production, surtout dans des secteurs condamnés par le système à fermer où à diminuer d'activité. Et, au-delà de la critique des stratégies syndicales, ne doit-on pas se poser la question que dans les secteurs en restructuration on ne peut pas gagner sur le plan industriel? Parce que les fermetures d'installations sont nécessaires à la marche su système, et que celui-ci est prêt à les assurer à n'importe quel prix. Dire: non aux fermetures, cela voudrait dire disposer d'un rapport de force qui, à terme déstabilise le système dans sa totalité. N'est-ce pas à cette réalité du système, dont elle s'est faite gestionnaire, que la gauche «socialiste» au pouvoir en France s'est pliée, en poursuivant les restructurations que la droite avait entreprise?

LONGWY, le 15.03.85

Les luttes des sidérurgistes en 79 et en 84 ont abouti, il faut le dire, à un échec au plan industriel: les emplois ont été supprimés, les installations ont fermé et ferment encore, au rythme des plans successifs.

L'exemple de « chose à gagner », par contre, c'est la couverture sociale des gars de Vireux, qu'ils ont imposée par leur lutte opiniâtre. Victoire fragile et toujours remise en cause (ne serait-ce que parce que la désertification du Bassin se poursuit) mais victoire quand même, parce que les gens sont restés solidaires jusqu'au bout. C'est peut-être un des rares coins en France où les gens qui ont lutté ne sombrent pas dans l'amertume et l'égoïsme (en tous cas moins massivement qu'à Longwy, semble-t-il).

Amertume, égoïsme, repli sur soi, baisse du sentiment d'appartenance à une classe, c'est ce que traduisent, en même temps que la baisse des luttes ouvrières, les résultats des dernières élections cantonales: contrairement à ce qu'on pouvait espérer, les « déçus du socialisme » se sont largement tournés vers le vote de droite ou de l'extrême droite (voir aussi le taux de participation relativement important pour des cantonales). La perte de crédibilité des organisations syndicales et des partis de gauche s'est accompagnée d'une mobilisation à peu près générale.

Plus que jamais, il faut construire une alternative où les gens se reconnaissent dans leur vie et leurs combats de tous les jours. La question n'est pas de mettre en avant de grands discours sur la révolution ou le « Grand Soir » (dans combien de temps ?), mais de se donner des structures où l'on puisse élaborer ensemble des réponses concrètes aux problèmes de tous les jours. (C'est à cette tâche que le groupe 79-84 a échoué à Longwy, malgré d'importantes avancées au plan de l'analyse).

Et il s'agit que ça débouche dans le court terme sur des victoires: on ne construit pas une alternative sur une succession d'échecs. La première des victoires est, certes, de regarder la réalité en face et de réapprendre à vivre et à lutter ensemble, de retrouver un sentiment d'appartenance. Mais au-delà, il faut gagner en termes matériels, même sur des points partiels: **CETTE CRISE N'EST PAS LA NOTRE, ON VEUT VIVRE MIEUX ICI ET MAINTENANT.**

Pour nous, se battre contre les suppressions d'emplois, c'est se battre pour le droit de vivre au pays, pas pour crever au pays dans des installations qui tuent, dans des installations que les patrons laissent crever, et où on est obligé d'accepter d'aller au casse-pipe au nom de la productivité. La fatalité qui est prise à témoin lors des « catastrophes » ne fait pas cacher le danger quotidien, les accidents de tous les jours, la fatigue, les maladies que l'on va jusqu'à appeler « professionnelles » !

Dans le contexte des restructurations, la question se pose immédiatement de qu'est-ce qu'on produit, pourquoi et pour qui ?

Peut-être qu'il est temps d'y répondre très concrètement, en se regroupant et en mettant en place collectivement une économie parallèle... au lieu d'attendre les conditions d'une reconversion dont on sait qu'elle est bidon (à Pittsburgh aux USA, dont la reconversion est tant vantée par le gouvernement français, une dizaine de sidérurgistes seulement on retrouvé un emploi, les quelques créations d'emplois se limitent à des postes de bureaucrates, des « fast-food »... et des milices privées !)

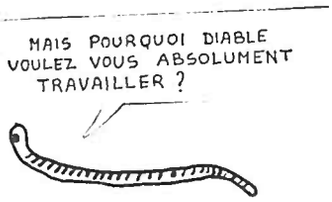
Avoir d'autres relations, un autre rapport au travail (fin de la hiérarchie, rotation des tâches, etc.), jusqu'où est-ce que c'est possible ? Pour des coopératives de bouffe ou de productions d'objets facilement (et directement) écoulables, on voit bien les possibilités. Pour l'industrie lourde, c'est pas évident... !

Dans quelle mesure, au-delà d'une façon de vivre mieux, cela peut il être aussi un moyen de lutte contre le système ? Dans quelle mesure cela peut-il, au contraire, être intégré, digéré par le système et participer à sa reproduction ? On n'a pas de réponses toutes faites, pas de garanties absolues, mais il nous semble que l'important c'est de ne pas rester enfermé dans son ghetto, et qu'une des conditions pour que ces expériences ne soient pas « digérées » c'est qu'elles aillent toujours en s'élargissant (et la clé de cet élargissement c'est la solidarité active) et qu'elles s'inscrivent, à terme, dans un contexte plus global de lutte politique (pas politicienne, pas spécialisée). Il est clair, par exemple, que les Kanaks ne peuvent en rester au boycott des circuits traditionnels et à la création de coopératives alimentaires et agricoles, mais devront relativement rapidement poser le problème de la réappropriation des mines de Nickel (et ça dépend d'un combat politique).

Peut-être aussi que dans pleins de secteurs on n'a pas les moyens de se préoccuper de la production (on est « bouffé » par l'environnement). Que signifie se mettre en SCOP si c'est pour faire 50 ou 60 heures avec des salaires de misère ?

Peut-être qu'on doit axer le combat sur le droit pour tous les travailleurs ou chômeurs, à avoir une vie décente, **QUELQUE SOIT L'ETAT DE « CRISE » DU SYSTÈME** Droit au logement, à l'électricité, aux transports en commun, droit à des conditions de travail moins dégueulasses, aux loisirs, au plaisir. Il nous semble important de prendre l'offensive contre l'intériorisation de la logique de crise (accepter des sacrifices, etc...) en même temps que d'affirmer la nécessité d'une réponse solidaire, **D'UNE SOLIDARITÉ DE CLASSE** qui dépasse le corporatisme, le repli sur soi. A-t-on plus de possibilités de concrétiser cette démarche sur le terrain de cette revendication au « revenu social » que sur le terrain de « produire autrement » ? Là encore on n'a pas de réponses toutes faites et surtout pas de garanties ! D'une part, la revendication de type « revenu social » peut déboucher sur une attitude passive d'attendre des subventions, et d'autre part la question se pose toujours de la capacité du système à intégrer momentanément ce genre de revendication, par exemple à accorder des subventions et assistances et à les récupérer par ailleurs (voir les 1% Sécurité sociale), même si la tendance actuelle du système (retour du libéralisme ?) va plutôt à l'encontre d'un fonctionnement de ce type.

Ce qui nous semble important, dans les 2 types de démarche (qui peuvent être complémentaires) c'est que ça implique que l'on commence à vivre autrement (plus solidairement, plus collectivement) et que l'on commence à contrôler un peu plus les conditions de notre vie. D'autres démarches, ailleurs, à d'autres moments, vont sans doute dans le même sens et sont à explorer... Après « viendront d'autres horribles travailleurs ;
ils commenceront par les horizons où (on) s'est affaissé » ●



« Une Guerre d'Algérie » en Kanaky ?

La force des choses oblige le peuple Kanak à ne pas utiliser les mêmes stratégies que celles généralement mises en œuvre dans les luttes de Libération. En comparant avec la guerre d'Algérie, nous dirions qu'au départ le peuple Kanak a moins de chance que le peuple Algérien de pouvoir se débarrasser du pouvoir colonial, mais qu'à l'arrivée il sera peut-être gagnant.

PAS DE LUTTE ARMÉE

Il est clair maintenant pour tout le monde que le rapport de force que le colonialisme a établi sur l'île, interdit aux kanaks toute stratégie de lutte armée ou même de guérilla. Minoritaires numériquement, et surtout technologiquement sous-équipés, ils seraient écrasés en moins de temps qu'il en faut pour le dire.

L'armée française compte maintenant plus de 6000 hommes, soit 1 soldat pour 10 kanaks tous âges confondus. On sait maintenant depuis l'épisode du pique-nique de Thio et la mort de Machoro, que les gendarmes fraternisent ouvertement avec l'extrême droite calédonienne, les membres du Front national et les nervis venus de la métropole. Embrassades, petites phrases du genre « on est avec vous » se multiplient aux dires d'observateurs même modérés. On sait également qu'au moment de l'assassinat de Machoro, des milices armées de civils d'extrême droite se promenaient en toute liberté au milieu des gendarmes.

Outre cette armée française donc, une extrême droite calédonienne, proche de la droite soyons-en certains, aidée de quelques cadres venus de la métropole, ex OAS venus rejoindre leurs copains inslallés depuis la fin de la guerre d'Algérie, armée et bien armée depuis plusieurs années. Un potentiel militaire qui s'enrichit de nouvelles armes, modernes, Kalachnikov et autres, et qui transitent viâ l'Australie ou par les bateaux qui accostent sur l'île en provenance de différents points du Continent américain.

Il faut donc le dire et le redire. Malgré la propagande officielle qui braquait ses projecteurs sur quelques fusils et quelques explosifs entre les mains de certaines tribus, c'est bien la Communauté Caldoche qui est armée, surarmée.

Dans ces conditions, la lutte armée aboutirait donc à un massacre des Kanaks. Et là, nous touchons à la première différence fondamentale avec la situation algérienne : à l'époque il y avait 1 million de Pieds-noirs et 9 millions d'Algériens.

GUÉRILLA ÉCONOMIQUE

C'est à une guérilla d'un autre type que devra se livrer la population Kanak : la guérilla économique. C'est ce qu'à décidé le FLNKS lors de son dernier congrès. Il s'agira de perturber autant que possible le fonctionnement économique de l'île, celui du moins mis en place par les colonisateurs. Et par la même occasion s'atteler à la mise en place progressive d'autres circuits économiques, contrôlés eux, par les kanaks et leurs alliés exploités.

Quelques exemples :

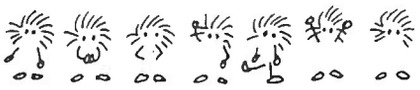
— D'abord, le plus simple : le boycott des commerçants Caldoches, aussi bien dans les petites villes qu'à Nouméa. Cela représentera pour eux un manque à gagner notable et qui sera préjudiciable à certains.

— Le boycott de l'alcool. C'est une denrée assez consommée par les Kanaks et donc d'un rapport important pour les commerçants européens. De plus, la valeur de ce boycott est plus que symbolique : l'alcool fut et est encore une arme non négligeable entre les mains des européens, plus meurtrière encore que le fusil à lunette.

— Le boycott des loyers, déjà commencé. Bon nombre de propriétaires auront là encore un manque à gagner. L'Office de HLM enregistrant une baisse des rentrées aura plus de mal à payer ses fonctionnaires dont certains devront partir. De plus, si les Kanaks ne payent plus, d'autres suivront : « Si les Kanaks ne payent pas pourquoi paierions nous ? ».

— La situation générale en Nouvelle Calédonie amène une diminution condidérable des nuitées dans l'hôtellerie. Encore là des licenciements, des départs prévisibles.

— Le boycott des camions qui ravitaillent en partie Nouméa en viande, et qui viennent de la côte ouest. Chômage dans la société de transport...



Toutes ces mesures cumulées peuvent commencer de désorienter l'économie coloniale, outre les effets psychologiques qu'elles auront sur les européens plus motivés par le fric et la tranquillité que par l'amour de la terre.

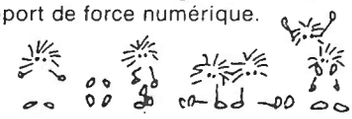
Mais il est d'autres possibilités encore plus déterminantes. Si l'usine de Dionambo, productrice de nickel, cessait, ou du moins diminuait notablement son activité, la ville de Nouméa subirait une faillite totale. Or cette usine, pour fonctionner a besoin de minerai, d'électricité et d'eau, trois sources d'énergie disséminées dans la brousse. Boycotter le travail dans ces centres d'approvisionnement, en empêcher ou du moins en gêner l'acheminement, aurait des effets « désastreux ».

« Nouméa a besoin de la brousse pour vivre. Il suffirait d'empêcher la reprise de l'extraction à Thio et à Kouaoua, de saboter quelques lignes et quelques conduits pour semer la panique à Nouméa »

Un membre du Palika au *Monde*.

Si déjà les premiers aspects de ce boycott économique (commerçants, petites entreprises) ont eu quelques effets, nous l'avons vu, entraînant des licenciements de personnels qui ont dû revenir en métropole, les seconds auraient, n'en doutons pas, des effets beaucoup plus radicaux. En effet la motivation essentielle de la plupart de ceux qui ont débarqué sur l'île depuis 30 ans, c'est de faire du fric, beaucoup de fric (sur-profit dû au boum du Nickel, salaires doubles ou triples pour les fonctionnaires, les ingénieurs et certains ouvriers spécialisés). Ces possibilités de gagner vite fait du fric diminuant du fait de la crise engendrée par le boycott, les motivations s'évanouiront d'elles-mêmes peu à peu. Et même si l'accumulation des richesses permet de les faire « tenir » un certain temps en achetant encore plus à l'extérieur, un bon nombre choisiront le billet de retour pour la métropole avec sous le bras le magot pour une gérance de bistrot (où ils pourront le nez dans leur Ricard pérorer sur le bon temps des colonies) ou une résidence secondaire avec piscine (où ils pourront avec quelques autres cadres libéraux de leurs amis disserter sur les difficultés économiques mondiales).

C'est bien là la stratégie du Front : modifier le rapport de force numérique.



On pourrait s'apitoyer sur le sort de ces pauvres chômeurs que le boycott économique s'évertue à produire. Encore une fois rappelons-le, la majorité est venu pour faire du fric en se voilant la face sur la situation du peuple Kanak. Mais pour être juste, il faut quand même parler des réels travailleurs Caldoches. Ils existent et certains d'entre eux sont favorables aux thèses indépendantistes et ont même rejoint le FLNKS. Ce sont mêmes, aux dires des militants Kanak, les plus menacés par le fascisme local. ils doivent soit se cacher soit quitter Nouméa !

Outre renverser le rapport numérique, l'enjeu des mois qui suivent, peut-être des années, est de faire basculer en partie les autres ethnies, en particulier les Wallisiens, qui surexploitées elles aussi, sont pour l'instant sous la domination idéologique des colons. Les Kanaks devront s'employer à leur prouver, malgré ce qu'on leur assène, que l'indépendance ne signifie pas pour eux la valise.

TRANSFORMER LA FAIBLESSE EN FORCE

Certes une bonne part des européens peuvent tenir tête quelque temps à ce boycott. Mais les kanaks encore plus longtemps car eux, ils ont la possibilité de vivre en quasi autarcie.

De plus, cette situation va leur permettre de dynamiser un processus de « rekanakisation » commencé par les boycotts de la rentrée scolaire et des compétitions sportives.

Sur le premier point, tout un travail reste à faire pour mettre sur pied un enseignement différent et parallèle. Quelle pédagogie, quel enseignement, comment résoudre les problèmes de la langue, de l'écriture, de la refonte des programmes, des moyens techniques et financiers ? Signalons que des contatcs existent déjà avec les *Diwan* Bretonnes. Pourquoi pas bientôt avec les *Ikastolak* (Pays-basque), les *Calendreta* (0ccitanie), et *Scola Corsa* (Corse) ?

Et puis, c'est aussi la mise en place de coopératives de distribution et de production (voir CA n° 43) qui peuvent permettre, si elles ne restent pas isolées de mettre sur le tapis bon nombres de problèmes politiques, comme ceux, de première importance, du rapport entre le pouvoir et la société civile.

On peut dire en somme, que l'autogestion se pose d'une manière beaucoup plus concrète qu'en Algérie où elle fut en quelque sorte décrétée au moment de l'indépendance afin de remplir un vide créé par le départ des colons et en attendant que des cadres Algériens soient formés et puissent remettre la production sur les rails de la gestion étatique.... ce qu'ils ne manquèrent pas de faire.

En effet, en Kanaky, coopératives, circuits parallèles, sont autant un moyen de mettre une économie sur pied qu'un moyen de lutte contre le colonisateur. C'est même l'arme principale de ce peuple à l'heure actuelle, alors que souvent, dans les luttes de libération, ce ne fut au mieux qu'un moyen secondaire, et en tout cas subordonné au politique et surtout au militaire.

Cette subordination d'un mouvement social au militaire, n'est pas possible en Nlle Calédonie. Pour les raisons que justement nous avons dites que la lutte armée n'est pas envisageable. Une énorme faiblesse que le peuple Kanak peut transformer en un atout non négligeable.

Dans la plupart des luttes de Libération nationale qui ont abouti à une victoire sur l'occupant, une bureaucratie s'est substituée à lui pour établir un régime totalitaire, pour asseoir le pouvoir d'une nouvelle classe dominante. Cette bureaucratie, cette nouvelle classe dominante s'est forgée dans le creuset coulé par l'armée de libération nationale, qui s'est alliée (quand elle n'en faisait pas partie) avec une bourgeoisie nationale (en général mercantile) en expansion mais muselée par le colonisateur ou l'occupant.

Ceci ne doit pas bien sûr être considéré comme une fatalité, mais comme un « haut risque » dont l'anti-corps reste encore à perfectionner ! Le problème est d'ailleurs identique pour ce qui concerne le mouvement ouvrier traditionnel qui par ses luttes a plus permis l'accession au pouvoir de nouvelles couches que provoqué son émancipation définitive !

S'il parvient donc à compenser le handicap d'un rapport de force défavorable (et ce n'est pas certain), le peuple Kanak aura fait l'économie du risque souvent présent de l'émergence d'une bureaucratie musclée issue d'une armée de libération nationale.

Certes, une bureaucratie, une nouvelle classe dominante, ne se constitue pas seulement dans ces cas là sur la base d'une organisation militaire (1). Il y a la bureaucratie qui s'installe sur le politique, et surtout sur ce qui traverse le militaire et le politique, les conflits de classes, toujours présents.

Nous essayerons prochainement de dresser une analyse de classe de la société Kanak. Disons simplement que pour l'instant plusieurs éléments militent en faveur d'un certain optimisme (et non d'une confiance béate). En particulier le poids de la *coutume*, l'absence de bourgeoisie nationale réelle, et la petitesse de la communauté concernée. Mais nous y reviendrons. (2) Prochainement, nous poursuivront également l'étude de la lutte de libération Kanak en comparant le FLNKS avec ce que fut le FLN algérien, et de l'extrême droite calédonienne avec ce que fut l'OAS.

(1) Nous ne considérons nullement que la lutte armée ne doit pas être utilisée. Souvent la situation l'exige. Tout au plus, disons-nous qu'elle est un mal... nécessaire, une contradiction à dépasser. Simplement, les efforts à faire pour établir une société démocratique après l'indépendance sont d'autant plus grands que les structures qui l'auront permis auront été rigides et militarisées.

(2) Nous ne disons pas une société Kanak sans classes ni sans Etat. Même si cela est l'objectif final (pourquoi final ?) il est illusoire et même dangereux de poser cela comme perspective politique actuellement, car c'est tout simplement impossible à tous points de vue. Que ceux qui se permettent de ne dire que cela ou presque sur le problème calédonien quittent tout syndicat réformiste en France ! qu'ils ne participent plus à aucun mouvement qui ne se fixe pas l'abolition des classes et de l'Etat comme perspective ! à aucune grève sur les conditions de travail, sur le salaire, ou surtout pour acquérir un minimum de dignité humaine, sinon avec ce même mot d'ordre toujours bien devant eux ! Ce minimum de dignité humaine, pour les Kanaks, c'est l'indépendance, la reconquête de leurs terres. Quant au reste, nous verrons bien s'ils font mieux ou plus mal que les communards français, les anarchistes espagnols où les grévistes anglais.

DÉBATS SUR L'APRÈS CONVERGENCE

Dans notre dossier "Convergence 84" du n° 42 de C.A., nous pensions qu'il manquait "un bilan-débat des initiateurs de cette démarche mais surtout les perspectives, les suites de cette initiative". Une partie des organisateurs de "Convergence 84" ont rédigé cette "contribution au débat sur l'après-convergence", que nous publions ici.

Matrat/Collectif

Nous sommes quelques-uns qui avons été parmi les organisateurs de "Convergence 84" à vouloir tirer enseignements de l'initiative qui nous a rassemblés pendant plusieurs mois.

Non seulement pour faire une bilan politique, mais aussi pour ouvrir la discussion sur les perspectives et les propositions pour l'avenir. Nous voulons poursuivre le débat ouvert par "Convergence 84", mettre sur la table les problèmes posés pour trouver, à partir des acquis et des difficultés rencontrées, une nouvelle base d'unité et de volonté politique commune qui puisse déboucher sur des actes concrets.

D'autres contributions et d'autres propositions enrichiront le débat et les formes que prendra "l'après-Convergence", et seront sans doute diverses et multiples.

"Convergence 84" n'a pas été une initiative comme les autres. Elle a tenté de mettre à l'épreuve une stratégie adaptée à une conjoncture difficile et qui corresponde à la volonté de faire émerger dans l'opinion un mouvement social et politique pour l'égalité, indépendant, et associant toutes les communautés.

Cette stratégie prenait donc pour interlocuteur privilégié l'opinion publique et tentait d'y relancer un débat d'idées. Partant des inégalités et des exclusions vécues par "les communautés immigrées", elle mettait en avant l'exigence de l'égalité pour tous, y compris pour les français vivant les mêmes situations. Elle a pratiqué cette stratégie à l'intérieur d'elle-même, associant comme partenaires à part entière dans une initiative pour l'égalité, des gens qui vivent l'inégalité et l'exclusion dans leur chair et d'autres qui ont choisi ce combat politique là, toutes communautés confondues. Elle a enfin utilisé positivement le symbolique, comme moyen de "frapper un bon coup l'opinion publique". Les "mobs" et les "rouleurs", les noyaux de différentes origines ont — tant bien que mal — fonctionné comme moyen d'identification et de mobilisation. "C'était du théâtre improvisé" disait un de ses initiateurs. Prendre la France entière comme scène de théâtre est, avouons-le, d'une audace inouïe. (Et nous aimons l'audace...)

Pour tout cela, "Convergence 84" a été un événement national, couvert inégalement par les médias nationaux et régionaux et qui a rassemblé à son arrivée à Paris, le 1er décembre 1984, 50 000 personnes. De ce point de vue là, le pari était réussi.

Cependant, force est de constater que l'initiative a été vécue de manière différente par l'opinion. Certains n'y ont vu qu'une nouvelle édition de la "Marche" (le rassemblement annuel des Beurs...), d'autres n'ont encore aujourd'hui pas compris le sens et le contenu de la démarche.

"Convergence" s'était fixée des objectifs qui se sont parfois révélés contradictoires et inatteignables dans l'immédiat : mobilisation des communautés qui sont habituellement en retrait du débat politique en France, objectif de constitution d'une carte de France des revendications, lien avec la première génération des travailleurs immigrés.

En désignant sur la place publique — principalement, voire uniquement — le rôle négatif du discours et des pratiques de l'antiracisme traditionnel, la fin de "Convergence" a pu apparaître comme une négation des aspirations qu'elle portait. Ceci étant, "Convergence 84" reste une initiative originale jusque et dans la manière dont elle a fait écho au niveau national d'une crise idéologique de la gauche et de ses institutions. Pour ces raisons, "Convergence 84" a fait et fera date, marque une avancée, quoiqu'en disent ses détracteurs, dans la capacité d'initiatives et de débats qu'elle a suscités.

LES QUESTIONS POSÉES PAR "CONVERGENCE 84"

L'affirmation du caractère multi-culturel et multi-national de la société en France :

"Convergence 84" a réaffirmé — après d'autres — un fait de société aujourd'hui incontournable : la société française est constituée d'habitants d'origines et de nationalités diverses. L'élément nouveau et inacceptable pour une partie de l'opinion et pour l'ensemble de la classe politique, est que beaucoup parmi ces habitants qui vivent ici depuis longtemps, ou qui sont nés ici, ne souhaitent pas acquérir la nationalité française.

Autant le slogan "Pour une France plurielle" laissait subsister une ambiguïté (certains ont pensé que "Convergence 84" était un mouvement impulsé par des gens qui voulaient devenir Français et qui demandaient le respect de leur identité culturelle), autant le mot d'ordre "Ni rejet, ni assimilation" allait au fond des choses en affirmant cette exigence du maintien d'un lien avec la nationalité d'origine.

Cette exigence est en grande partie le résultat de la domination coloniale : la moitié de l'immigration est constituée de personnes originaires des anciennes colonies dans lesquelles la France a puisé un matériel humain de forces productives. Pendant très longtemps, le "mythe" du retour subsistant parce qu'encore peu pratiqué, la question ne se posait pas dans ces termes, les immigrés se considérant eux-mêmes comme de passage.

Les jeunes, quant à eux, ne raisonnent pas par rapport à une situation coloniale qu'ils n'ont pas vécue, mais le lien avec le pays d'origine de leurs parents se recrée en réaction au racisme, à la chasse au faciès. Ils ne veulent pas prendre la nationalité française parce qu'ils ne veulent pas "se vendre". C'est un problème d'intégrité physique et morale. Leur présence massive dans la rue le 1er décembre — au-delà de l'adhésion à "Convergence 84 — signifiait : "Les sales gueules descendent dans la rue".

Or, les idées de "société interculturelle", de "société multi-raciale", très largement reprises par le gouvernement et les forces politiques (Chirac ne vient-il pas de reconnaître récemment la richesse de la société multiraciale française... à venir), gomment cette dimension essentielle : les communautés, à travers une mémoire divisée, une identité diffuse, se raccrochent toutes au fait national.

Photo Yves Guélaud

Un fait national lié pour certaines aux luttes d'indépendance des peuples du Tiers Monde dont elles sont issues contre l'Etat impérialiste français.

La Nouvelle-Calédonie est là pour rappeler comment l'histoire française a plongé et plonge encore ses racines dans une domination coloniale et impériale sanglante!

Le slogan de la "Marche des Beurs" de 1983 (Habitants de cultures et d'origines différentes, pour une France solidaire), est le prototype de ce que peut cacher le projet d'une société "interculturelle": tous Français sous la bannière tricolore et l'Etat national, avec le "folklore culturel" en sus! La "fin des immigrés" en quelque sorte... au bout de deux ou trois générations.

"L'interculturel" enfin, renvoie à une situation statique, comme si les identités nationales des différentes communautés existaient une fois pour toutes et qu'il n'y avait plus qu'à les assembler pour en faire un patchwork. Pour les jeunes de la deuxième génération comme pour les Français, l'identité est aujourd'hui en question, elle est à trouver, à faire.

La résistance à prendre la nationalité française se double aujourd'hui d'une crise du modèle assimilateur dominant. Les valeurs universelles de la République française sont en lambeaux et "l'identité française" est en miettes. Le modèle auquel elle se réfèrent est celui d'une situation historique précise et qui a été de courte durée: les années 50-60, années d'expansion et de changement structurel de la société. Les anciennes valeurs détruites par le développement du capitalisme et l'urbanisation, le passage des campagnes aux villes n'ont pas été remplacées d'un point de vue idéologique et social. L'expansion économique à elle seule faisait référence. Aujourd'hui, le capitalisme en crise, à la recherche d'un nouveau souffle appelé "modernité", met en relief cette perte d'identité et de valeurs.

Seule la reconnaissance du caractère multinational de la société française, qui disjoint la nationalité de la citoyenneté, permet une dynamique où Français et immigrés, ensemble, cherchent à construire une nouvelle identité.

L'exigence de l'égalité pour tous:

"Convergence 84", à travers le thème de l'égalité, a cassé la logique du soutien des des Français aux immigrés. Le soutien aux immigrés, c'est le consensus autour du "problème des immigrés" dont les solutions sont l'assimilation ou le rejet, selon que l'on est "pour" ou "contre". Ce sont les batailles sur des plate-formes de revendications "spécifiques" qui renforcent la marginalisation. Ce qui ne veut pas dire que certaines luttes "immigrées", circonstancielles ou locales, ne soient pas légitimes.

Le thème de l'égalité montre le racisme comme le révélateur exacerbé des problèmes d'ensemble de la société. Le problème du logement, le rapport des jeunes avec la police et la justice, les problèmes d'emploi et de restructurations industrielles, l'échec de l'école pour les enfants défavorisés, ne sont pas des "problèmes d'immigrés". Ils concernent la vie collective des quartiers où doivent se développer des pratiques de résistance commune où soient impliqués Français et immigrés comme partie prenante de la même aspiration à la transformation des rapports sociaux.

"A vouloir mettre le racisme à toutes les sauces, disait une initiatrice de "Convergence", on risque de passer à côté des problèmes réels de la société". Pire, il peut être l'arbre qui cache la forêt.

Le racisme vise les immigrés, l'anti-racisme doit viser l'ensemble de la société.

S'il n'est pas lié à l'aspiration d'égalité, l'anti-racisme ne peut être un moyen de connaissance de la réalité et de transformation des rapports sociaux. D'un autre côté, le combat pour l'égalité inclut une dimension anti-xénophobe, voire anti-colonialiste et, n'ayons pas peur des mots, anti-capitaliste. "Convergence 84" n'est pas toujours allée jusqu'au bout de cette logique. Elle s'est parfois présentée — à son corps défendant — comme une initiative d'immigrés. En effet, les manifestations concrètes du racisme civil, quotas dans le logement, meurtres racistes (qui existent indépendamment des crimes sécuritaires), obligent à les combattre comme telles.

On peut, d'autre part, poser la question de savoir si la disparition des inégalités supprimerait à elle seule les manifestations de racisme civil! Cette contradiction était aussi présente dans les débats, à l'intérieur de la coordination nationale de "Convergence 84" et du comité parisien, sur le mot d'ordre d'égalité considéré comme "trop vague" ou "devant être précisé au fur et à mesure des étapes" et auquel était opposé celui d'égalité des droits.

Le maintien jusqu'au bout du mot d'ordre d'égalité était dans le droit fil de la stratégie politique de "Convergence", visant à obliger les Français à prendre position dans un débat qui les concerne et à ne pas les enfermer dans une attitude de soutien.

Il est nécessaire d'expliciter les différences entre cette stratégie d'ensemble et la nécessité pour les comités locaux de poser les choses en termes de droits précis à obtenir.

Il ne s'agit pas de dire que le mot d'ordre d'égalité des droits est faux en soi, mais de comprendre l'évolution de celui-ci jusqu'à celui d'égalité.

L'égalité des droits a été portée par la lutte des immigrés dans les années 70, et ce jusqu'en 1979 avec la fin du mouvement des foyers Sonacotra. Il s'agissait alors, pour une fraction de l'immigration, de revendiquer une amélioration de son statut et d'exiger de l'Etat "les mêmes droits que les Français".

Aujourd'hui où l'Etat joue la carte de l'approfondissement des inégalités sociales, le thème de l'égalité correspond à la manière dont les différentes couches sociales, françaises comme immigrées, posent la question de leur avenir, non plus simplement en termes de droits, mais aussi en termes de rapports sociaux à établir, où la liberté, le respect, la dignité, bref la reconnaissance, sont les éléments prioritaires.

Le thème de l'égalité constitue le passage obligé d'une identité collective à reconstruire, base indispensable à reconstituer, avant de s'engager dans de nouvelles batailles à venir.

Pour une nouvelle citoyenneté :

"Convergence 84" a lancé le débat — même de façon encore limitée à certains milieux — sur la nouvelle citoyenneté. Une partie de la presse a rendu compte de ce débat comme un mouvement d'idées interpellant l'opinion publique, les partis politiques et les intellectuels.

L'articulation entre le refus de l'assimilation et l'exigence de l'égalité pour tous — y compris les droits politiques — amène à poser la question d'une nouvelle citoyenneté qui permettrait d'être citoyen, avec les droits et les devoirs que cela implique du point de vue de la société, et de garder sa nationalité. Disjoindre la citoyenneté de la nationalité ne peut se réfléchir qu'en rupture avec la conception jacobine de l'Etat-nation et amène les Français à se positionner eux-mêmes autrement par rapport à cette conception.

On peut formuler l'hypothèse suivante : les nouveaux critères de la citoyenneté seraient à rechercher non plus en regard de l'Etat national mais dans la société elle-même, dans les engagements sociaux et politiques de chacun vis-à-vis de la collectivité.

Le débat est ouvert.

Ph. Omar Leshaf

Destruction d'une cité de transit.

C'est parce que "Convergence 84" a, dès le point de départ, voulu s'adresser à la société civile, et qu'elle a maintenu contre vents et marées et ce jusqu'au bout, son indépendance politique et financière, que ce débat — même seulement énoncé — a pu être lancé.

Une stratégie d'ouverture :

Contre toutes les tentations du repli qui gangrènent la société dans son ensemble, "Convergence 84" proposait l'ouverture.

"La machine du repli, c'est la montée des corporatismes de tous ordres, c'est quelque part un cercle vicieux... "Convergence 84" veut être le lieu où il est possible d'envisager, de construire, de réaliser une autre réponse que par catégories qu'elles soient professionnelles ou culturelles..." (interview des initiateurs de "Convergence"). Ceci reste, à notre avis, plus que jamais à l'ordre du jour.

Cependant, sur la question du repli, notre discours n'a pas été suffisamment clair. Notre critique du repli au sein des communautés immigrées visait ceux, extrêmement minoritaires, qui prônent l'organisation autonome des jeunes d'origine maghrébine comme seule stratégie politique, se posant ainsi en interlocuteurs représentatifs d'un groupe vis-à-vis du gouvernement et porteurs de revendications particulières à ce groupe.

Etre pour l'ouverture, contre le repli, c'était s'attacher à mobiliser tous ceux pour qui l'égalité est "une valeur et un besoin", ce n'était pas nier la nécessité vitale pour les communautés immigrées de préserver un espace de survie, de socialisation pour ne pas être laminées.

QUE S'EST-IL PASSÉ SUR LES PARCOURS, Y COMPRIS LE PARCOURS DE PARIS ?

"Convergence 84" a rencontré en chemin :

1) des comités d'accueil et de participation constitués d'organisations de solidarité et d'organisations politiques que "Convergence 84" avait elle-même été chercher (faute de réseaux politiques propres encore trop embyronnaires).

Un nombre important de ces comités se sont révélés incapables de sortir de la problématique traditionnelle de l'anti-racisme. Ils ont vécu "Convergence 84" comme une resucée de la "Marche", un appel à la mobilisation contre la montée du racisme et sur des revendications générales ne concernant que les immigrés et les Français solidaires.

Ils ont été incapables de faire le lien avec les jeunes des quartiers parce qu'ils n'ont pas de pratiques communes avec eux et qu'ils les considèrent au fond d'eux-mêmes comme des empêcheurs de cohabiter en rond.

Les rouleurs ont provoqué ou imposé des débats en partant de la vie quotidienne des jeunes, débats qui ont parfois révélé les conflits ouverts ou latents et les intérêts contradictoires entre les habitants des cités et l'environnement local institutionnel : municipalités de gauche, associations de solidarité...

D'autre part, ces comités locaux, obnubilés par cette problématique de l'anti-racisme traditionnel, qui met face à face Français et Maghrébins, n'ont pas non plus pris les moyens (mais la coordination nationale l'a-t-elle fait ?) de mobiliser les communautés autres que la communauté maghrébine et les Français solidaires.

D'autres comités locaux avaient préparé le terrain pour que le passage des rouleurs permette de porter les préoccupations quotidiennes des quartiers devant l'opinion et de faire le lien entre ces préoccupations et les thèmes mis en avant par "Convergence". D'où débats, confrontations sur le terrain où ces comités se sont servis de "Convergence 84" pour alimenter une dynamique locale.

Le discours du 1er décembre, "Lettre ouverte aux gens convaincus", a porté sur la place publique la crise de l'anti-racisme traditionnel. Mais il s'est limité à semer le trouble par une remise en cause généralisée et tous azimuts des comités locaux et des anti-racistes de tout poil, sans faire le bilan, nécessairement contradictoire de ce qui s'était passé sur les parcours. De plus, une crise doit permettre de régler ses comptes avec l'ancien mais doit aussi ouvrir une brèche pour l'avenir. Sur ce deuxième aspect, le discours final a été silencieux (mais de ce silence, ne sommes-nous pas collectivement responsables ?).

Si la crise débouche uniquement sur un constat (celui de l'isolement des jeunes), sur une simple dénonciation (celle de l'anti-racisme et de la gauche), sur une opposition entre territoires des cités et quartiers des centres villes, elle risque de perdre toute sa dynamique, voire même de passer complètement à côté de l'effet qu'elle a cherché à produire. Dans le climat actuel, elle peut renforcer le défaitisme, la tentation du repli, le corporatisme de groupe social chez les jeunes qui revendiquent une identité de "rebelle" et pratiquement une résistance sociale tournée vers eux-mêmes sans aspiration à être une force sociale et politique de transformation.

La marginalité et l'exclusion réelle des jeunes (quartiers des villes et cités de banlieues confondus), si elles sont théorisées en valeurs constitutives de leur identité, risquent d'accentuer l'isolement des jeunes face au reste de la société et de favoriser les tensions civiles à l'intérieur des communautés et entre les différentes couches sociales.

Bref, tout ce à quoi "Convergence 84" s'est opposée farouchement au départ a resurgi à l'arrivée. Drôle de fin !

2) une grande difficulté à mobiliser les communautés africaine, asiatique et, à un moindre degré portugaise, et à faire qu'elles se retrouvent dans "Convergence 84". Cette difficulté est apparue dès le mois de septembre. Elle est liée à l'histoire particulière des relations entretenues par chacune de ces communautés (non homogènes par ailleurs) avec la France et avec leur pays d'origine, à notre méconnaissance de cette histoire et à notre incapacité à faire correspondre notre discours d'ouverture — quelque peu volontariste — avec une stratégie. Nous n'avons pas su dégager avec les associations et les organisations dont les objectifs étaient différents des nôtres, un contenu politique commun qui leur permette de se sentir concernées par l'initiative.

Ceci dit, il était essentiel que, même symboliquement, cette ouverture existe. L'intérêt d'une recherche de l'unité des communautés sur les thèmes de l'égalité et de la nouvelle citoyenneté reste évidemment valable. Cela ne peut se faire en quelques mois.

QUE FAIRE AUJOURD'HUI ?

L'importance de l'opinion publique :

"Convergence 84" a pris acte d'une conjoncture particulièrement difficile.

La montée de l'extrême droite, les désillusions qui ont suivi l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le développement d'une crise sociale et idéologique qui disloque les rapports sociaux, favorise la concurrence acharnée, le "chacun pour soi et après moi le déluge", tous ces éléments convergent pour réaffirmer l'importance du débat dans l'opinion publique. Mais entendons-nous sur les mots : d'abord débat ne signifie pas parlotes en salon fermé ; il ne signifie pas non plus uniquement mouvement d'idées, même si celui-ci est aujourd'hui nécessaire pour reconstituer les bases d'un engagement actif et authentique. Le débat est aussi, comme "Convergence 84" l'a été, des initiatives dans l'opinion publique qui obligent les gens à se situer et à confronter leurs pratiques.

Qu'on le veuille ou non, l'écho rencontré par la "Marche des Beurs" et par "Convergence 84" montre que l'opinion publique, émiettée, atomisée, est à la recherche de nouveaux engagements.

Nous sommes de ceux pour lesquels "Convergence 84" constitue une référence, un point d'appui à partir desquels nous voulons continuer à réfléchir et à agir. Il nous semble essentiel — surtout dans une conjoncture politique dominée par les élections de 1986 — de continuer à porter le débat sur l'égalité et la nouvelle citoyenneté dans l'opinion publique.

Trois axes de travail :

Trois axes de travail peuvent, à notre avis, être développés conjointement :

— poursuivre une réflexion à travers des groupes divers qui se retrouvent autour des questions posées par "Convergence 84" réflexions qui devraient alimenter le débat public par des prises de position dans la presse, des recueils de textes publiés, des tables rondes, forums, etc. et cumuler dans quelques mois dans une initiative plus large où elles pourraient être confrontées et échangées ; dans le même ordre d'idées, travailler à construire un journal indépendant qui soit un point d'appui pour ces réflexions et un lieu d'échanges, de points de vue et de pratiques alternatives dans la société civile.

— articuler cette réflexion avec une pratique dans la réalité quotidienne de quartiers où se posent concrètement les questions du travail, du logement, de la justice et de la police et où l'extrême droite est à l'offensive.

— organiser des initiatives ponctuelles et spectaculaires du type de celles du matin du 1er décembre autour de l'histoire et des commémorations de dates permettant de reconstituer une mémoire collective. Exemples : 8 mai 1945 (massacre de Sétif), 17 octobre 1961 (massacres des Algériens à Paris), 16 juillet 1942 (rafle des Juifs au Vel d'Hiv), date de proclamation de la Commune et d'autres dates à trouver qui permettent l'ouverture à d'autres communautés afin qu'elles participent à ces initiatives.

Février 1985

Signataires : Messaouda Abderhamane - Josée Chapelle - Zineb Fougali - Daniel Guerrier - Olga Nagderborn - José Vieira Martins - Julien Winter, de l'ex-coordination nationale "Convergence 84 pour l'égalité" (et ayant roulé sur Roubaix, Strasbourg, Brest, Marseille et Paris).

Ont participé au débat et aux discussions autour de ce texte : (Parcours Paris et Toulouse)

— Carlos Bravo - Nelson Rodriguez de l'ex-coordination nationale.

— Yves Benot - Christian Dutertre - Nathalie Robatel, membres du groupe dit des "intellectuels" de "Convergence 84".

— Bertrand Charuel - Claude Szatan du comité parisien.

Pour tout contact : Olga Nagdeborn - 44 bd de Picpus - 75012 Paris ou Josée Chapelle - 36 rue St-Denis - 75001 Paris.

Quelques remarques à propos de l'"Après-Convergence".

« Convergence 84 » voulait « faire émerger dans l'opinion un mouvement social et politique pour l'Egalité, indépendant et associant toutes les communautés ».

Il est encore trop tôt pour tirer le bilan à moyen terme de cet objectif (nous essaierons à la rentrée 85, dans la mesure de nos moyens d'en tenter une approche dans certaines villes où les rouleurs ont séjourné) mais nous pouvons déjà remarquer que certains réseaux de soutien et de participation à « Convergence » se sont dispersés dans la nature (comme cela était prévisible dans une certaine mesure). D'autres, sont séduits aujourd'hui par « SOS-RACISME : TOUCHE PAS A MON POTE ». Ce groupe s'est créé pendant et en marge de « Convergence » et est apparu au grand jour, pour la première fois, à l'arrivée des rouleurs le 1er décembre à Paris (Collages d'Affiches le long des parcours, vente de badges). Ce mouvement d'idée qui semble-t-il émane de secteurs du PS ou tout du moins très proches de celui-ci a bénéficié dès son lancement d'appuis logistiques et matériels très importants et semble marcher très fort. Il risque d'y avoir très vite une dissolution du contenu de certains débats révélés par « Convergence » (en particulier ceux concernant l'Egalité) au bénéfice d'une facilité médiatisée, d'un slogan peut-être séduisant mais dont le contenu n'a rien à envier à l'antiracisme traditionnel vaguement humaniste et donnant bonne conscience... sans parler de l'exploitation politicarde sous-jacente qui germe déjà et qui semble être le but central de ce « slogan génial ». En effet, si nos informations sont exactes, après un gala, ce « mouvement » tiendrait des Etats-généraux à la rentrée 85... Le tout devant déboucher sur un grand rassemblement national juste avant les élections de 86. L'opération « touche pas à mon pote » serait donc un moyen pour le pouvoir de reconquérir électoralement une partie de la jeunesse (et de moins jeunes...) en agitant le spectre du Front National, la peur du facisme, du racisme affiché...

D'autres acssociations, collectifs de jeunes issus de l'immigration, constitués d'une majorité de Beurs, axent leurs démarchent dans la perspective des législatives de 86 (avec présentation de candidats dans la banlieue parisienne semble-t-il). Comment analyser cette stratégie dont l'échéance est fixée par les institutions ?

Est-ce l'illusion électoraliste qui reprend du poil de la bête ?

Est-ce une réduction du fameux slogan « l'Egalité pour tous » aux seuls droits politiques des immigrés ?

Est-ce un repli, par manque de perspectives, visant à constituer un lobby électoral ayant pour but de faire pression sur les candidats à la gestion de l'Etat français?

Est-ce plus simplement, une péripétie d'un mouvement qui se cherche? Tout cela semble aujourd'hui un peu confus et il faudra vraisemblablement attendre quelques mois pour y voir un peu plus clair.

Malgré tout, il semble bien aujourd'hui que l'opération « touche pas à mon pote » ainsi que toutes les stratégies liées aux législatives de 86 soient en train d'effacer les perspectives et propositions des initiateurs de « Convergence 84 » relatées dans le texte précédent.

Cela s'explique peut-être aussi par le fait que l'après Convergence ne s'appuie pas sur les associations de jeunes issues de l'immigration dont certaines sont nées dans l'espace créé par les deux initiatives d'ampleur nationale qu'ont été la « marche des Beurs » et « Convergence 84 »?

Peut-on avoir constamment comme stratégie de relancer un débat d'idées dans l'opinion publique... sans risquer de se faire avaler par d'autres « entreprises » qui ont, elles, les moyens de le faire?

Se faire « bouffer » par d'autres n'est pas un problème en soi, mais dans le cas présent, cela signifie une remise en cause d'un certain nombre de débats (avec « Convergence », la revendication « d'Egalité » tendait effectivement à s'élargir jusqu'à englober une remise en cause du système capitaliste. Cf. Interview d'un rouleur, CA n° 42) par des stratégies électoralistes et partidaires... Peut-être sommes-nous trop pessimistes?...

S'il est bon effectivement, à des moments donnés, de prendre des initiatives centrales d'une manière complètement volontariste et ne plus se contenter de vivoter dans son coin en s'épuisant dans une pratique locale sans débouchés ni perspectives, encore faut-il savoir que de telles initiatives érigées en stratégies reviennent bien souvent à « mettre la charrue avant les bœufs » pendant que d'autres ont « un moteur à l'avant »!

Nous pensons que l'engagement actif de jeunes pour l'égalité tel qu'il est recherché par certains initiateurs de « Convergence » ne peut naître qu'en réponse à des besoins concrets.C'est de l'existence de ces pratiques sur les quartiers que pourraient naître ensuite un réel mouvement d'idées dans l'opinion publique. Et non l'inverse.

Les initiatives telles que « Convergence » doivent être conçues pour permettre à des gens de se regrouper, afin d'intervenir sur leurs lieux de vie, mais elles ne peuvent à elles seules faire naître un mouvement social.

Ce débat est loin d'être clos... à suivre donc.

Suite et fin de notre « feuilleton » sur les rencontres internationales de Venise (C.A. n°41, 42,43)

DE LYON
réponse de Mimmo

(et non Nimmo comme cela était écrit par erreur dans CA. (Ano) Nimmo bien entendu...

Après la lecture de la réponse que C.A. a fait à ma lettre, je me sens dans l'obligation de faire quelques précisions. Ma première lettre ne voulait pas entamer un débat sur l'existence du libéral-libertarisme, mais indiquer que Venise 84 ne pouvait pas se résumer, et ni critiquer de la façon que CA l'avait fait.

Voilà donc les quelques remarques. S'il est vrai, comme il est vrai, que dans le mouvement libertaire il y a des théoriciens, et que par ailleurs il existe des libéraux qui se définissent libertaires, ce n'était pas cette tendance qui émergeait de la rencontre. Ainsi que pouvait le faire entrevoir le compte rendu et la note de la rédaction sur CA 41. La rencontre de Venise n'a pas été seulement une rencontre entre intellectuels et d'intellectuels, voir, je me répète, IRL 57 par exemple.

Je ne comprend pas pourquoi alors vouloir s'obstiner à mélanger le problème réel de l'existence dans notre mouvement des intellectuels, de l'émergence de ce courant libéral-libertaire et la rencontre de Venise. De plus, je ne comprends pas comment CA puisse affirmer que je ne vois nul trace de libéral-anarchisme: où l'ont-il lu. (Par ailleurs à IRL nous avons publié dans le 58 un article repris de Contre pouvoir pour l'autogestion intitulé: le libéral-libertarisme, la troisième gauche?...)

Deuxièmement ma première lettre qui ne voulait pas être une réponse exaustive à ce que vous avez publié, naturellement n'a pas fait une liste précise des libertaires venus de France, même si j'ai donné plus de précision sur les participants espagnols. Pour être plus clair je vais ajouter maintenant qu'à cette rencontre il y avait des copains de la Fédération anarchiste, de l'Union anarchiste, des lecteurs de C.A., Lutter, IRL, Agora, des amis d'Avis de Recherche, des militants syndicaux, des intellectuels, etc. En somme, la mouvance libertaire était caractéristiquement représentée.

Or, si CA et l'OCL en tant qu'organisation spécifique, considèrent que les seules chances de réussite d'une rencontre libertaire, sont que se réunissent des personnes engagées directement et personnellement dans des luttes spécifiques, c'est leur opinion et leur intérêt. La mienne c'est qu'il existe une nébuleuse libertaire plus étendue et dont il faut tenir compte pour pouvoir avancer "ensemble", et efficacement.

Bien sûr il y avait et il y a des critiques à faire à ce type de rencontre mais il en va de même pour toutes nos activités. Pour moi et pour la grande majorité des participants à la rencontre vénitienne celle-ci n'a été qu'un moment de notre vie, une activité parmi d'autres, liée aux activités actuelles du mouvement anarchiste.

Et là on arrive, je pense, tout droit au point central de la discussion qui s'est manifestée à propos de Venise: la lutte des classes.

Si pour CA et l'OCL, la lutte de classe c'est le moteur de l'histoire, je le comprend bien.

Mais je sais aussi que les interrogations sur la réalité de son existence, les rapports de classe en général, aujourd'hui, ne sont pas si simples que lorsqu'on croyait pouvoir partager le monde en deux: exploiteurs, exploités.

Mon opinion personnelle c'est que si elle existe elle se situe dans un monde et un mode complexe de rapports hiérarchiques, de pouvoirs et d'exploitations qui ne sont pas si faciles à comprendre, ou, mieux, à détruire. La lutte et les débats continuent.

Or il faut préciser que vous dites ne pas vouloir discuter avec ceux et celles qui nient la lutte de classe. C'est votre droit. Mais pourquoi faire l'amalgame avec la rencontre de Venise où justement il y avait aussi des camarades qui y croient et la pratiquent? d'autres moins et d'autres qui la considèrent dépassées. En somme, à Venise, on pouvait et nous avons discuté en partie de ces problèmes (l'Atelier de création libertaire publiera en Avril des textes présentés à cette rencontre sur le syndicalisme) mais surtout nous avons rencontré des camarades engagés dans des luttes spécifiques. Nous avons acheté entre autres des livres sur la lutte des classes; certes, et cela est dommage il n'y avait pas de CA, pourquoi?

Je sais qu'il n'est pas toujours évident de travailler avec d'autres secteurs du mouvement libertaire, mais Venise 84 a représenté là-aussi quelque chose d'intéressant car les divers milieux ont très bien cohabité (je pense qu'il se passe à peu près la même chose aux campings que vous organisez).

En ce qui concerne l'anonymat de la signature (Mimmo) là aussi vous exagérez car des militants de l'OCL me connaissent très bien ainsi que JPD et peut-être que vous lisez des fois IRL... Ce que je voulais dire en parlant d'articles non signés, c'est que lorsqu'on exprime des opinions précises sur des événements choses, il est souhaitable que les lecteurs sachent si c'est la commission journal ou bien un individu qui écrit. Car contrairement à ce que vous dites : "personnaliser un article est moins important que son contenu", je pense que cela aussi est important.

Je connais par exemple des gens qui ne font que penser en termes de lutte de classe, et prêchent la révolution depuis leurs beaux bureaux feutrés.

Salutations libertaires

Mimmo. Lyon

P.S. Est-ce que tous les militants de l'OCL sont des militants actifs. ? Et les lecteurs de CA?

L'O.V.B.

(Union indépendante des organisations d'entreprise)

PAYS - BAS

La persistance dans un pays d'Europe du Nord — plus connu par son intégration sociale que par son mouvement ouvrier radical — d'une tendance « syndicaliste révolutionnaire » (au sens large du mot) peut surprendre le lecteur français plus habitué à entendre parler des divisions de la CNT espagnole et de la situation quasi groupusculaire des anarchos-syndicalistes dans les autres pays d'Europe. Pourtant, l'O.V.B. existe aux Pays-Bas et, sans exagérer son importance, a joué et joue un rôle non négligeable dans les luttes. Pour couper court à des mythes largements répandus dans la presse libertaire, l'O.V.B. ne se définit pas comme anarcho-syndicaliste (pas plus que la SAC suédoise d'ailleurs). On peut même se demander parfois si elle est syndicaliste, du moins dans le sens qu'on donne généralement à ce terme en France. Il est rare que l'O.V.B. en tant que telle s'exprime, préférant laisser la parole à ses membres à la base et/ou aux diverses sensibilités qui la traversent. Mais, on l'a dit, l'O.V.B. a au moins le mérite d'exister sur le terrain de la lutte des classes aux Pays-Bas. On peut ne pas être d'accord avec telle ou telle ou même l'ensemble de ses positions mais on ne peut l'ignorer dans une période où les organisations ouvrières radicales se font rares. De là le mini dossier qui suit. Pour ne pas trop alourdir le sujet, on s'est volontairement limité à présenter brièvement la filiation de l'O.V.B. par rapport au syndicalisme néerlandais d'entre deux guerres, en laissant de côté l'histoire du N.A.S. depuis ses origines.

De l'article sur la N.S.V., on retiendra surtout les tentatives de déborder le syndicalisme (même révolutionnaire) traditionnel en faveur des Conseils ouvriers. On sait que le conseillisme a eu une influence certaine au sein de ce qu'on a appelé « la gauche germano-hollandaise »

Du texte sur les structures et le fonctionnement de l'O.V.B., la volonté de maintenir une organisation anti-hiérarchique au sein du mouvement ouvrier.

De l'interview de trois camarades de l'O.V.B., un pragmatisme et un sens des réalités sociales qui font effectivement souvent défaut à la fraction « idéologique » du mouvement libertaire (du moins en Hollande).
Bien entendu, les informations qui suivent ne représentent qu'une vision partielle de ce qu'est l'O.V.B. en 1985

La « Nederlandisch syndicalistisch vakverbond» N.S.V. — 1923 - 1940.

En 1923, la N.S.V. fut créée par des membres du *Nationaal arbeids secretariaat* (NAS). Le NAS fut fondé, à la fin du siècle dernier par, entre autres, l'anarchiste Domela Nieuwenhuis. Les fondateurs estimaient que le NAS était tombé sous la coupe du P.C. Hollandais. En 1940, la NSV fut liquidée par nos voisins de l'Est (les Allemands) et ne ressurgit pas après la guerre. Certains de ses ex-militants rejoignirent alors les communistes et socialistes radicaux de l'E.V.C (Centrale Syndicale Unifiée) d'où sortira quelques années plus tard l'O.V.B.

Le débat fondamental, au sein de la NSV, portait sur les relations entre Partis politiques et l'organisation générale syndicale socialiste. Jusqu'en 1923, il n'existait aux Pays-Bas qu'une seule organisation syndicaliste révolutionnaire : le NAS, situé à gauche de la NVV sociale-démocrate. Au sein du NAS, on discutait des buts et des principes du syndicat. Le NAS avait la prétention d'organiser dans un même syndicat toutes les variétés de socialistes, quelles que soient leurs options politiques ou religieuses. Ceci demeure plus ou moins la position de l'OVB de nos jours. On a écrit beaucoup de choses sur le « syndicalisme » en Hollande. Que c'était un concept « non hollandais », que ça ne correspondait pas au développement de l'industrie moderne, que c'était trop « romantico-révolutionnaire ». C'est surtout la sociale-démocratie qui a versé le plus de boue sur les Unions Syndicalistes. A tel point qu'après tant d'années, beaucoup ne savent même plus ce qu'était le syndicalisme.

AFFILIATION INTERNATIONALE : MOSCOU CONTRE BERLIN

Le NAS, fondé en 1893, a connu dans les années 20, des discussions sur l'attitude à adopter par rapport aux Partis politiques et par rapport à l'affiliation à une internationale syndicale : la R.V.I. (initiales hollandaises de l'I.S.R. — Internationale Syndicale Rouge), organisation créée par les Bolcheviks russes.

Le développement rapide du nombre de militants tant au NAS qu'au PC provoqua un rapprochement des deux organisations. Cela signifiait pour le NAS le risque de tomber sous la coupe d'un Parti. Le NAS ne pouvait pas vraiment s'y opposer car il était prisonnier de ses propres statuts qui prônaient une close de « non restriction », c'est-à-dire que chacun pouvait s'y affilier sans limitation politique ou religieuse.

Les Bolcheviks essayèrent, après leur arrivée au pouvoir en Russie, d'entraîner le maximum de syndicats révolutionnaires dans le giron de l'ISR. Pour eux, la lutte syndicale était dépendante de la lutte politique et les syndicats devaient s'y soumettre. Face à l'ISR, on vit alors se créer l'I.A.A. (A.I.T) défendant l'indépendance vis-à-vis de tout Parti. La question de rejoindre l'une des deux Internationales syndicales provoqua alors d'énormes conflits au sein du NAS. Finalement il fut décidé par 800 voix de majorité de s'affilier à l'ISR. La minorité, refusant la ligne de Moscou, créa alors la NSV (Union Syndicaliste Néerlandaise) sur les mêmes principes que l'ancien NAS. On se trouvait alors en présence de deux syndicats socialistes, l'un dirigé par les communistes, l'autre se définissant comme « syndicaliste ».

Le 24 juin 1923, peu après la création de la NSV, on pouvait lire dans leur journal : « Nous souhaitons maintenir les vieux principes, l'histoire et le caractère révolutionnaire, indépendant et autonome du mouvement syndical. Nous appelerons notre nouvelle centrale *Nederlandsch Syndicalistisch Vakverbond* mais elle n'est en fait que la continuation du NAS et de ses principes.

A-POLITIQUE OU ANTI-POLITIQUE ?

Le NAS était donc devenu membre de l'ISR et la NSV de l'AIT. Mais, en 1927, c'est la rupture entre le NAS et Moscou. La NSV propose alors de discuter de la réunification des deux syndicats. Mais la démarche était fort différente des deux côtés : le NAS voulait bien récupérer les membres de la NSV sauf ceux qui étaient anarchistes ; la NSV souhaitait la fusion sans exclusive. Finalement c'est la NSV qui scissiona en deux parties, l'une rejoignant le NAS, l'autre conservant le sigle NSV mais s'orientant dès lors ouvertement vers l'anarcho-syndicalisme.

Il faut remarquer le rôle très important joué par le *Gemengd syndikalistische vereeniging* (GSV : association syndicale mixte), exemple d'intervention de cellules anarchistes au sein d'une structure syndicale dans le but de faire de celle-ci une organisation anarcho-syndicaliste anti-politique.

(...) Ce fut le GSV qui intervint pour que le NSV refuse de collaborer avec un NAS lié à un Parti politique... Néanmoins, cela coûta à la NSV bon nombre de ses militants puisque ses effectifs tombèrent à 2000 membres après 1929 et qu'il en restait à peine 1600 en 1940. Le NAS, lui, termina son existence en 1940 avec 5000 membres (...)

L'anarcho-syndicalisme n'a eu que peu d'impact en Hollande et n'a pu revivre en tant qu'organisation après la guerre. Il représentait un courant qui, de la façon la plus extrême mais non sans raisons, souhaitait l'indépendance politique du syndicat. Ce courant commençait d'ailleurs à développer des idées très valables, par exemple sur les Conseils Ouvriers et le rôle du mouvement syndical par rapport à ces organes.

CONSEILS OUVRIERS

En 1932, une commission spéciale de la NSV présenta un rapport sur les Conseils Ouvriers qui est encore très lisible aujourd'hui. D'après ses auteurs, les Conseils Ouvriers devaient se développer partout où les travailleurs pouvaient œuvrer ensemble. « Les Conseils sont anti-parlementaires ; ce ne sont pas des organes de représentation mais des organes dirigeants ». Ces Conseils devaient s'organiser à partir des entreprises et former les cellules de base de la future société. En 1936 eut lieu un congrès extraordinaire à ce sujet. La NSV décida alors de se transformer en « organisation d'entreprise » (Ndt : c'est ce même terme « d'organisations d'entreprises qui est repris par l'O.V.B.). Mais l'évolution tragique de la situation internationale (guerre d'Espagne, etc.) et l'occupation des Pays-Bas empêcha la mise en application de cette décision.

Tout ce qui touche à la NSV est, de nos jours encore, assez important pour que les membres de l'O.V.B. en prennent connaissance.

(D'après un article de M. Buschman à propos d'un livre de Volkert Bultsma et Evert Van der Tuin, publié dans le numéro de mars 1981 de "Nieuwe Strijd'" mensuel de l'O.V.B.)

L'O.V.B. (Onafhankelijk Verbond van bedrijfsorganisaties).

HISTORIQUE

Après la seconde Guerre Mondiale, le mouvement syndical néerlandais s'est reconstitué avec, entre autre, la création de l'E.V.C (Centrale syndicale unifiée), impulsée par les communistes appliquant une stratégie similaire à celle des autres pays de l'Europe. Cette tentative a échoué et le mouvement syndical s'est à nouveau décomposé en plusieurs centrales dont les trois grandes sont

- la N.V.V. (social-démocrate)
- la N.K.V. (catholique)
- la C.N.V. (protestante).

Depuis trois ans, NVV et NKV sont liées organiquement (certaines fédérations ayant même fusionné) sous le nom de F.N.V (Fédération des syndicats néerlandais, puis plus récemment encore ont totalement fusionné sous le nom de F.N.V. La ligne de la FNV est celle de la vieille NVV c'est-à-dire social-démocrate ultra réformiste (un mélange entre FO et CFDT).

La CNV est restée à part et constitue un véritable syndicat « jaune » (type CFTC).

Le 1er avril 1948, des militants syndicalistes refusant à la fois la main-mise des communistes sur l'EVC et le réformisme social- démocrate ou confessionnel, créent l'OVB (Union Indépendante des Organisations d'Entreprises) qui entend s'affirmer comme la fraction du mouvement syndical refusant toute forme de collaboration de classe ainsi que toute main-mise d'un parti ou d'une idéologie politique ou religieuse. L'O.V.B. se définit néanmoins comme « une organisation ouvrière anticapitaliste de gauche ».

LES BUTS

« La défense matérielle et spirituelle des intérêts de la classe ouvrière en particulier sur le lieu de travail...

... Pour cette raison, l'OVB combat toute forme de direction sur la classe ouvrière, sous quelque forme que ce soit, matérielle ou idéologique

... l'OVB pense que tout(e) travailleur(euse) est parfaitement capable individuellement et collectivement de décider de son avenir...

... De là découle naturellement le fait que chacun doit prendre part à la décision non seulement sur son lieu de travail mais aussi en tant qu'habitant d'un quartier, consommateur, retraité, chômeur etc.

... Mais le droit de décider pleinement de son destin ne peut exister dans une société capitaliste telle que la notre... mais seulement dans une société où toutes les structures de production, d'organisation de la vie etc. sont mises sur pieds et gérées par les travailleurs eux-mêmes. L'OVB se prononce donc pour l'autogestion ouvrière.

...L'OVB pense également que la libération totale des travailleurs ne se limite pas à un problème national... mais nécessite l'avènement d'un nouvel ordre mondial... dans lequel tous les Etats nationaux (NdT : sic !!) devront être représentés...

...Dans le monde tel que nous le désirons, devront être préservés les intérêts de la classe ouvrière internationale et il ne devra plus y avoir entrave à la liberté et à la démocratie la plus totale. »

POUR DES STRUCTURES DEMOCRATIQUES

Suivant l'OVB, toute forme d'organisation, pour être réellement démocratique, doit pouvoir être pleinement décidée et contrôlée par la base. Les délégués doivent être révocables et choisis par rotativité.

FONCTIONNEMENT

Les membres de l'OVB sont organisés à partir de l'entreprise dans laquelle ils/elles travaillent et appartiennent, suivant leur emploi, à une organisation définie.

L'OVB compte 10 organisations professionnelles réparties comme suit:

— Métallurgie
— Habillement et textile
— Industrie graphique (papier-carton et bois)
— Bâtiment
— Usines (général)
— Secteur agraire
— Commerce et banques
— Ports et transports
— Fonctionnaires (tout ce qui est nationalisé, chemins de fer, électricité, enseignement, administration etc.)
— Pêche et marine.

Ces organisations décident elles-mêmes des problèmes qui les concernent et sont autonomes.

Elles élisent leur « bureau » lors de leurs congrès respectifs et envoient des représentants siéger au « Conseil Général de l'OVB ».

Ceci constitue la structure « verticale » de l'OVB. Une structuration horizontale interprofessionnelle (géographique) existe là où il y a plusieurs syndicats dans une même ville. Dans ce cas, l'AG des membres élit un Conseil local qui se dote lui même d'un Bureau local.

LE CONGRES

C'est l'organe de décision suprême de l'OVB. Il doit se réunir au moins une fois tous les deux ans et se compose de délégués mandatés par les AG de chaque organisation professionnelles et des membres du Conseil Général.

LE CONSEIL GENERAL

a) Comprend des représentants de chaque organisation ainsi que le « Bureau national » de l'OVB élu par le congrès.

b) Chaque organisation doit impérativement être représentée au CG par au moins un membre.

Puis la proportion est la suivante:

- plus de 250 affiliés : 2 représentants, plusde 500 : 3, plus de 1500 : 4, plus de 3000 : 5, plus de 5000 : 6, plus de 10.000 : 7.

c) Le Conseil général doit comprendre au moins 15 membres.

d) Dont les 2/3 au moins doivent être des salariés encore actifs.

e) Il doit se réunir au moins tous les 2 mois.

LE BUREAU NATIONAL

Est élu par et pendant le congrès.
Veille au respect des statuts
Est responsable des biens de l'OVB

Peut prendre des décisions à caractère urgent après avoir consulté le Conseil général et/ou le congrès.

Ses membres peuvent être révoqués à tout instant par le Conseil général s'ils agissent en contradiction avec la volonté des membres de l'OVB ou s'opposent aux intérêts de l'OVB et/ou des travailleurs en général. En cas de conflit grave, un Congrès extraordinaire peut être convoqué pour trancher.

Les membres du B.N sont mandatés pour des tâches précises définies par le Congrès (propagande, presse, trésorerie, coordination etc.) Le BN ne peut comprendre plus de 5 personnes.

LA CAISSE CENTRALE DE RESISTANCE

Financée par une partie des cotisations plus des dons, elle a pour but de verser une allocation journalière aux membres de l'OVB engagés dans un conflit (grève, etc.). Dans certains cas, elle peut aider des travailleurs non membres de l'OVB.

LE BUREAU NATIONAL D'AIDE JURIDIQUE DE L'OVB (et ses annexes locales)

Aide et conseille tout ce qui concerne les problèmes juridiques et administratifs (sécurité sociale, médecine, salaires, licenciements, retraites etc.). tout membre affilié depuis au moins 3 mois et a jour de ses cotisations a aussi droit au paiement intégral de ses frais de justice en cas de procès.

POSITION DE L'OVB PAR RAPPORT AUX SYNDICATS « RECONNUS »

(NdT : sont reconnus en Hollande les trois grandes confédérations dont j'ai parlé plus haut : NVV/NKV et CNV. A ce titre elles élaborent les Conventions collectives (CAO) avec le patronat et l'Etat et sont subventionées par l'Etat et même par les patrons qui versent dans bien des cas une somme proportionnelle au nombre de syndiqués dans leur entreprise).

Sur cette question l'OVB déclare :

« Les syndicats officiels veulent prendre leur part de responsabilité dans le fonctionnement de la société capitaliste et pour cela entendent être « reconnus » par l'Etat et les patrons. L'OVB quant à elle, ne cherche à être reconnue que par les travailleurs eux-mêmes et par eux seuls au travers de la lutte des classes. »

Jan

Sources : *"Statuten van het OVB"*
Informatie- Brochure OVB
Brochure "OVB 30 Jaar"

LES PAYS-BAS

14,3 millions d'habitants.

Depuis septembre 82, cet Etat est géré par un gouvernement de centre droit (Chrétiens-démocrates et libéraux). Il a succédé à un gouvernement de centre gauche (socio-démocrates).

Les Pays-Bas traversent depuis plus de quatre ans une récession avec entre autre le plus fort accroissement du chômage de l'Europe (4,5% de la population active en 79, 10,5% en 82...)

Actuellement 17% de la population active est au chômage soit plus de 900.000 personnes dont près de 800.000 ont moins de 25 ans !

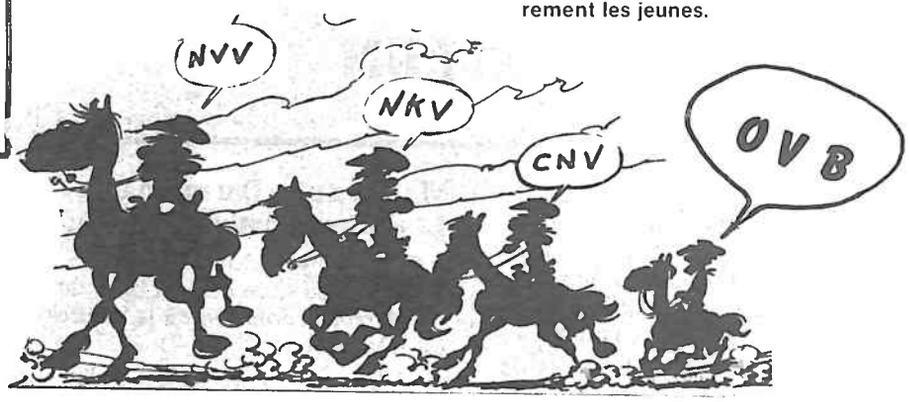
Ce gouvernement de centre droit applique une politique d'austérité afin de réduire le déficit de l'Etat qui représentait 10,5% du produit national brut en 1984.

Deux catégories sociales ont eu à en subir les conséquences : les fonctionnaires dont les revenus ont diminué de 3% en 84 et surtout les bénéficiaires d'allocations sociales qui ont perdu 7% au moins de leur pouvoir d'achat en quelques mois.

Cela s'était traduit à l'automne 83 par une grève générale de plusieurs semaines des fonctionnaires contre la baisse de leurs revenus. Ce mouvement important s'est pourtant soldé par un échec s'expliquant entre autre par le fait que les syndicats traditionnels ont refusé de déployer des actions d'envergure contre la politique d'austérité. En effet, ces syndicats traditionnels liés aux institutions politiques amenées à gérer par alternance cet Etat se sont satisfait du résultat des négociations sur la durée hebdomadaire du temps de travail qui devrait atteindre 36h avant la fin de la décennie... Pour ces syndicats, cette réduction du temps de travail serait le seul remède effectif contre le chômage...

Pendant ce temps la principale organisation patronale de cet Etat (V.N.O.I.) annonçait pour 1984 une augmentation de 6% de la production et tenait pour acquis une amélioration considérable des profits.

Pour aider le capital à se restructurer, l'Etat, de par sa nature, prend toujours les mêmes types de mesures. Là, comme ailleurs, les laissés pour compte sont les chômeurs et plus particulièrement les jeunes.



Interview avec des militants de l'OVB

LES PARTICIPANTS

Maarten et Fred sont membres de la branche "Secteur collectif" de l'OVB à la Haye. Bob travaille actuellement pour l'Union locale de cette même ville. Les idées exprimées dans ce débat sont les leurs et non "le" point de vue de l'OVB.

POURQUOI L'OVB ?

Maarten bosse à la SWEM, une entreprise autogérée organisée démocratiquement. L'OVB est le seul syndicat aux Pays-Bas qui se préoccupe réellement de l'autogestion. L'ensemble de la SWEM est collectivement affiliée à l'OVB. Depuis la création de la B.C.S. (Bedrijfsorganisatie collectieve sektor : organisation d'entreprise "Secteur collectif"), Maarten en est également le "propagandiste national". Le choix de l'OVB découle de son expérience passée.

Maarten : Nous étions actifs à La Haye au sein d'un collectif anarchiste et allions aux réunions de la fédération nationale. Cela nous semblait pas mal sectaire. L'organisation est le talon d'Achille de l'anarchisme (...). Le fait que de nombreux anars refusent de s'organiser fait qu'ils demeurent très souvent marginaux. L'inconvénient de l'organisation, c'est que l'on est parfois obligé d'y transiger sur certains principes. Mais le danger de l'inorganisation — selon moi prouvé par l'Histoire — est que l'anarchisme se retrouve à part et ne parvient pas à devenir une force. C'est pour cela que je trouve important de s'organiser dans son lieu de travail et que je suis rentré dans ce syndicat. L'OVB n'est pas une organisation anarcho-syndicaliste mais l'essentiel de sa théorie et de sa pratique fait qu'un anarchiste peut s'y retrouver. Surtout s'il veut mettre ses idées en pratique.

Bob est entré à l'OVB à la fin des années 70. Il était à l'époque étudiant en sociologie/relations du travail et eut ainsi l'occasion de faire un stage à l'OVB. Depuis, il est resté à l'OVB et intervient dans plusieurs secteurs. Par exemple, par rapport aux problèmes d'allocations (chômage, etc.) que rencontrent les travailleurs.

Bob: Je suis rentré à l'OVB parce que je pense que les gens doivent décider eux-mêmes de ce qui les concerne sans être dépendants d'un quelconque dirigeant ou plan économique. Pour moi, l'intérêt des gens est supérieur aux grands idéaux.

Fred travaille, tout comme Maarten, à la SWEM. Il est venu à l'OVB "parce qu'on ne peut s'organiser qu'avec ce que l'on a: le travail. Et il faut le faire dans un syndicat où l'on prône la décentralisation et l'autogestion. Je n'avais donc pas d'autre choix que l'OVB.

LES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

Maarten: L'OVB fut créée en 1948. Après la guerre existait l'idéal de reconstruire quelque chose sur des bases unitaires. C'est alors que se créa l'EVC (Centrale syndicale unie). Il y avait de grands projets mais très vite les communistes mirent la main sur ce syndicat et c'est alors qu'un groupe scissionna et fonda l'OVB.

Bob: Il faut ajouter qu'à cette époque existait un projet de fusion entre l'EVC et la NVV (centrale syndicale social-démocrate). Ce qu'ont refusé beaucoup qui ont alors construit le syndicat indépendant.

Maarten: C'est en réaction à la domination d'un groupe quelconque sur le syndicat et aussi à partir de la tradition des anarcho-syndicalistes et d'autres syndicats plus

démocratiques qu'est venue l'idée de construire un syndicat dans lequel le pouvoir de décision à tous les niveaux resterait entre les mains des membres à la base. Ceci demeure l'idée centrale de l'OVB d'où le slogan: "L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", et pas d'un groupe d'intellectuels ou de cadres qui utilisent les travailleurs pour leurs propres intérêts.

Rob: On décida de ne pas communiquer le nombre d'adhérents à l'OVB. L'une des raisons à cela est d'éviter que les patrons, entre autres, ne sachent exactement l'importance de nos caisses de grève et par là combien de temps on peut tenir. Je pense aussi que notre nombre n'est pas le plus important...

Fred: Tout le monde spécule sur le nombre d'affiliés à l'OVB. La dernière grève des ports de Rotterdam a été menée par l'OVB. Il apparaît que, là-bas, l'influence de l'OVB sur les inorganisés et même sur les militants actifs de la FNV (NDT: le plus grand syndicat actuel aux Pays-Bas résultant de la fusion de la NVV sociale-démocrate et de la NKV catholique) est importante. Bien sûr, c'est intéressant de savoir combien on a de membres dans ces moments-là, mais le plus important c'est que nos positions touchent vraiment les gars sur les ports.

Maarten: Ça dépend aussi du secteur dans lequel on intervient. Organiser une grève sur les ports, c'est autre chose qu'une grève de fonctionnaires. Le milieu fonctionnaire est organisé de façon beaucoup plus bureaucratique et une grève s'y déroule aussi de façon plus bureaucratique. Il est alors difficile d'y intervenir lorsqu'on est pas très fort numériquement; et avec ces grèves sélectives, la FNV choisit bien sûr les endroits qu'elle tient bien en mains. Ce qui ne veut pas dire que l'on ne puisse rien y faire seul ou avec quelques collègues. Surtout s'il s'agit de ceux qui jouent un rôle actif.

LES "FRUSTRÉS" DE LA FNV

La branche "Secteur collectif" de l'OVB (BCS) n'existe pas depuis très longtemps. Avant, il y avait une branche "fonctionnaire" où pouvait s'affilier toute personne travaillant pour l'Etat, mais aussi les étudiants et les chômeurs. Et les gens qui avaient bossé une fois et ne savaient plus très bien à quoi se rattacher.

Fred: Ils avaient par exemple bossé une fois dans un bureau mais ça n'était pas leur choix. C'est pourquoi ils n'avaient pas ou peu de contact avec les organisations de ce secteur. Il y a deux ans, on a eu un congrès de gens qui étaient à l'OVB par solidarité ou par affinité idéologique ainsi que de camarades qui avaient quitté la FNV et ne souhaitaient pourtant pas rester inorganisés. De là est née la BCS. Il y a maintenant quatre endroits où on peut dire qu'on existe vraiment, surtout dans la Randstad (NDT: en Hollade, "Randstad" est le nom que l'on donne à la région fortement urbanisée de l'Ouest, qui comprend les plus grandes villes).

Maarten: On trouve aussi à la BCS pas mal de "frustrés" de la FNV. Des gens qui ne recevaient aucune info de la FNV sinon des rappels pour non-paiement de cotisations depuis deux mois. A l'OVB, c'est pas ça le problème essentiel.

Fred: A l'OVB, le principe est qu'il faut que ça vienne de soi-même. Si tu penses que la BCS doit faire telle ou telle chose, alors t'en prends l'initiative sans attendre que ça tombre du ciel. Si on veut rester le cul sur sa chaise, alors mieux vaut aller à la FNV.

Des chômeurs peuvent également rentrer à la BCS bien que tout le monde à l'OVB ne soit pas d'accord sur ce point.

Fred: Ça discute encore pas mal là-dessus parce que d'autres organisations de l'OVB pensent que, par exemple, un chômeur qui était avant dans le bâtiment devrait rester affilié au secteur bâtiment. C'est peut-être ce que la majorité des gens dans ce cas pensent eux-mêmes. Mais il y a aussi des ex-travailleurs du bâtiment qui ne se sentent plus intéressés par ce métier et se disent: "Je me sens plus concerné par le problème du chômage, des allocations, etc., que par mon ancien métier où je ne retrouverai plus jamais de travail". Nous pensons que ces gens-là peuvent alors venir à la BCS.

LES LUTTES DES CHOMEURS

Il y a des divergences sur ce point au sein de l'OVB.

Maarten: A Amsterdam, les activités et luttes des chômeurs marchent très bien. A La Haye, beaucoup moins. Bien sûr, les chômeurs de l'OVB participent aux réunions locales et régionales, y prennent des décisions et y sont traités comme les autres et non pas comme la cinquième roue du char parce qu'ils sont chômeurs. C'est notre idée à la BCS que les chômeurs puissent être membres du syndicat pour ne pas recréer la division artificielle travailleurs/non travailleurs, (...) c'est comme ça qu'ils peuvent se retrouver ensemble.

Fred: Lorsqu'on dit qu'ils peuvent avoir des intérêts différents, on admet qu'il existe autre chose que la vente de sa force de travail mais en fait c'est pas vrai parce qu'on perd alors tout pouvoir. Le fait que moi je bosse et que je puisse faire grève, ça a des conséquences sur les gens qui souhaitent que je continue à bosser parce qu'ils en profitent. Je crois que mes intérêts sont aussi les intérêts des chômeurs parce qu'il suffit qu'il manque une pièce pour qu'un ensemble s'écroule. Et j'aimerais bien qu'on m'explique comment il peut en être autrement.

Rob: Tu as raison de faire cette remarque. Pourtant, quand quelqu'un se retrouve chômeur à la FNV, il est coupé de toute activité, se replie sur lui-même et se dit: "Il faudrait aussi prendre en compte mes intérêts". C'est à ce moment-là qu'on peut dire que les intérêts ne sont plus les mêmes. De plus, peu nombreux sont ceux qui ont encore un boulot qui s'intéressent aux problèmes du chômage tels que, par exemple, l'obligation de solliciter.

Fred: Moi je trouve que si on sabote l'obligation de solliciter (NDT: ce que cherchent à faire des comités d'action de chômeurs), on casse d'une certaine manière la force des chômeurs. A savoir le fait que cette société DOIT assurer la subsistance de l'individu. Et cela se fait actuellement par le travail! Il faut donc maintenir la pression et bien faire sentir qu'on est entouré de chômeurs qui ne subsistent plus qu'avec des revenus inhumains. Sinon on va se retrouver avec des groupes de gens totalement rayés des listes. Ça existe déjà à Amsterdam où il y a des gens classés irrécupérables par le GAB (ANPE). Qu'ils se débrouillent, on ne s'en occupera plus jamais...

Maarten: Actuellement, travailler veut dire pouvoir bouffer et aussi longtemps qu'il en sera ainsi, la discussion sur l'éthique du travail restera un peu en l'air parce qu'à partir du moment où on a vraiment besoin de fric, la discussion n'apporte plus rien. Je ne vais pas aller dire à quelqu'un: "Débrouille-toi et ne travaille plus jamais de ta vie" parce qu'en fait ça revient à lui dire: "Reste donc dans la merde et ne fais rien pour améliorer ta situation". C'est ça le vrai débat car celui sur l'éthique du travail est souvent mené par des gens qui ont les moyens de continuer à vivre plus ou moins bien...

Fred: ... et qui ont peut-être encore le choix entre travailler ou pas. Moi je peux soit bosser 40 heures pour quelques florins de plus ou ne rien faire du tout, même pas discuter de l'éthique du travail. Eux, ils ont souvent le choix...

Maarten: Ici, dans le quartier de Molenwijk, on a un très fort pourcentage de chômage, surtout chez les jeunes dont beaucoup sont même rayés des listes de l'ANPE. Le BCS a créé un fond de solidarité pour ceux qui ont des difficultés parce qu'ils refusent maintenant de solliciter pour des raisons de principe.

Fred: Oui, mais le but n'est pas que les gens qui ne veulent pas quitter leur lit se disent: "Je ne sollicite plus parce que l'OVB est là pour me payer". C'est destiné aux groupes actifs qui posent le problème de façon fondamentale.

AUTOGESTION OUVRIÈRE

Un point important à l'OVB, c'est l'autogestion. Surtout à La Haye, on soutient concrètement les boîtes autogérées. Ceci a été approuvé au dernier congrès de l'OVB.

Fred: Mais dans la pratique, c'est pas toujours une résolution appliquée avec beaucoup d'énergie. A La Haye, les membres l'appliquent. On a un débat permanent parce qu'on a des exemples concrets. Nous on donne notre point de vue à partir de la pratique et on parle *d'autogestion ouvrière* car il ne manque pas de petites entreprises qui se prétendent autogérées mais s'en foutent complètement, se contentant de bosser pépère sans aucun lien avec les autres qui luttent. Ça fait six ans que je bosse à la SWEM et que j'essaye de mettre en pratique les formes les plus proches de ce que je pense être l'autogestion. Cela implique la prise de décision démocratique à tous les niveaux mais aussi le fait que les gens ne soient pas contraints de faire des trucs déments pour n'avoir le droit que d'en discuter une fois de temps en temps. Il ne s'agit pas non plus de s'épuiser au travail. Le boulot doit rester humain. Ni de favoriser le profit individuel mais de faire en sorte que le travail soit accompli et qu'on puisse même prendre plus de gens chez nous.

Rob: Il est important que le statut et les règlements de l'entreprise soient démocratiques. On a trop souvent des Conseils de gestion dont les responsables prennent eux-mêmes les décisions. Il faut trouver des structures pour éviter cela. Bien sûr, aux Pays-Bas, il est actuellement impossible que les employés d'une entreprise décident véritablement de tout, mais on se bat pour ça.

Maarten: Pour en revenir au syndicat, on a aux Pays-Bas des tas de petites boîtes autogérées dans divers secteurs. Du côté écolo, on a des exploitations agricoles, des charpentiers "alternatifs", des fabriques de bougies, etc. Mais il existe aussi des boîtes plus grosses qui ferment et sont reprises par le personnel. Tout ce monde peut s'intégrer à l'OVB, échanger les expériences et discuter de l'autogestion comme but et comme moyen de changer la société.

Il y a des entreprises autogérées qui découvrent au bout d'un certain temps que leur organisation n'est pas bonne. Y compris des boîtes affiliées à l'OVB.

Maarten: L'OVB peut, de par son expérience, donner des avis sur la façon de procéder y compris sur le plan juridique. Bon, il y a autogestion et autogestion. Il y a des entreprises où ça se fait au niveau des Conseils d'entreprises, où les salariés ont quelques mots à dire mais où tous les rapports de pouvoir et de possession demeurent en fait inchangés. Et c'est ça qui est tragique: les gens s'offrent totalement, bossent comme des dingues et acceptent moins de salaire pour que l'entreprise qu'ils croient être la leur puisse tenir le coup. Même dans les toutes petites boîtes autogérées, on voit très souvent les gens s'identifier avec l'entreprise. C'est bien beau mais ils se volent dans leur propre bourse et ceux qui s'en tirent sont toujours les mêmes, ceux qui ont le capital, qui ont investi et qui en fin de compte peuvent virer les autres.

Rob: Des enquêtes ont prouvé que les conditions de travail dans le secteur autogéré ne sont pas meilleures que dans le secteur traditionnel.

Fred: J'ai moi-même travaillé un temps dans une entreprise de fruits et légumes qui s'était prononcée pour l'autogestion. Très bien, mais j'étais là à voir défiler des pots qu'on devait remplir de confiture, etc., puis je devais fermer ces pots. Les petits pots étaient brûlants, alors à la fin de la journée c'était tout juste si on n'avait pas des brûlures au 3e degré. Mais on acceptait ça parce que c'était une bonne boîte. J'ai accepté des conditions de travail que je n'aurais jamais accepté ailleurs où j'aurais dit: "de la merde! trouvez une machine pour faire ça". Tandis que là je pensais: "On n'a pas le fric pour acheter une machine".

Que pensent les interviewés des activités collectives non salariés où l'on parle aussi de l'organisation du travail? (NDT: il s'agit souvent de structures mises en place avec l'aide des municipalités pour "occuper" les chômeurs).

Rob: En soi, ce n'est pas un mal que des gens s'occupent à quelque chose au lieu de rester dans leur coin, mais sans plus. Je pense que les gens doivent faire des trucs qui les rend autonomes.

Maarten: Il faut toutefois éviter — et c'est, hélas, la tendance principale — que l'Etat et les municipalités poussent les gens à bosser sur n'importe quel projet. Faire attention, par exemple, que des projets mis en œuvre par les gens eux-mêmes dans un squatt sans qu'ils n'en disent rien au Service social ne soient pas récupérés par la municipalité. Mais cela n'a rien à voir avec le changement des conditions de travail. Si l'on considère que le problème du travail est central — ce que je maintiens — on en revient au début de cette discussion où je disais pourquoi je suis syndiqué en tant qu'anarchiste et travaille dans une entreprise où je milite pour l'autogestion. Quand on veut être actif dans une société que l'on veut transformer, il faut faire face et ne pas rester dans son coin à tricoter tout en demandant du fric à cette même société. On peut toujours se tricoter un pull avec un A cerclé dessus mais ça ne changera pas la société. C'est pourquoi je suis toujours dans ce syndicat même si c'est pas marrant toutes ces réunions, etc. Mais c'est pour moi la seule chance de changer quelque chose. C'est un choix à faire et quand on l'a fait, il faut être conséquent et s'y tenir.

Fred: Les changements dans la vie des gens sont survenus par la lutte sur les lieux de travail et pas parce qu'ils avaient seulement l'idée que ça devait changer. Il peut y avoir des dizaines de milliers de gens qui défilent derrière une banderolle avec "Non aux armes nucléaires" mais c'est lorsque les travailleurs des usines qui fabriquent ces trucs diront "ça suffit, on ne les fait plus" que ça s'arrêtera.

Maarten: Au moment de la grande manif contre les missiles, l'OVB a bien sûr participé et distribué son tract mais — et ça c'est typique de l'OVB — on a aussi créé une caisse de soutien à ceux qui sont directement touchés dans leur travail par ces missiles. S'ils refusent ce boulot, ils seront payés par l'OVB.

Rob: Et de ça, on n'en a pas beaucoup parlé. Certains devaient se dire: "Comment une organisation ouvrière peut-elle agir de la sorte. C'est pas possible!". Pourtant, c'est bien là le fond du problème car si les gens refusent de travailler là-dedans, ça ne se fera pas. C'est aussi simple que ça. Je ne sous estime pas ceux et celles qui dans des tas de domaines autres que leur travail luttent contre cette société. Je pense même qu'ils peuvent avoir une influence certaine sur la mentalité et sur les choix qui sont faits. Seulement, je crois que ça ne suffit pas pour menacer véritablement la société actuelle et que l'on s'y épuise vite. Mais je ne sous estime ni leurs idées ni les débats qu'elles provoquent (...).

POURQUOI LUTTONS-NOUS ?

Maarten : Il se peut que nous apparaissions dans cette interview comme trop ouvriéristes. Ce n'est pas du tout notre intention. Ce qu'on veut, c'est bien insister sur nos idées de changement social. A long terme, on veut une société libre dans laquelle l'autogestion sera réalisée. Mais à court terme, on se retrouve souvent occupés — comme le fait Rob — à essayer d'assurer une allocation à un gars qui s'est fait virer ou à aider quelqu'un qui a des problèmes avec le Service social. C'est à ça qu'on est de plus en plus confrontés. Et à moyen terme, c'est un peu des deux. On essaye de s'organiser dans des entreprises pour que l'autogestion ouvrière, qui pour moi reste le moyen de changer cette société, se rapproche un peu.

Rob : Ce que je veux bien faire remarquer, c'est que cette tâche est une chose très sérieuse. C'est pas seulement se pencher sur tout un tas de nouvelles formes d'organisation du travail, c'est aussi aider directement les gens là où l'on est. Tous les jours on constate qu'ils sont confrontés avec le bâton qui va les battre : le Service social, l'ANPE, etc. Beaucoup veulent une forme de société parfaitement organisée (du moins dans le cadre du parlementarisme) et pourtant, à chaque fois, des tas de gens "tombent du navire". On dit alors que c'est la faute à des erreurs techniques mais c'est faux. C'est inhérent à cette société tout entière. Tous les jours on compte les victimes et on peut toujours discutailler toute la soirée des causes de tel ou tel problème. En ce moment, il y a deux choses très importantes pour les gens : le revenu et le logement. Et que ce revenu provienne directement du patron ou de l'Etat ne change en fait rien au problème. La tendance actuelle et de faire reculer les gens jusqu'à la limite de la pauvreté. C'est quelque chose de très grave que je ne ressens pas dans le soi-disant mouvement anarchiste qui se caractérise par son non-engagement. Que les gens puissent s'en sortir demain et trouver un boulot pas trop moche. Ce sont des choses qu'on ne peut oublier et qui nous brisent. On est face à un monde vachement dur et c'est aussi contre ça qu'on se bat.

Pour contacter la BCS et son journal "Buiten de Orde" :

B.C.S.
Vissershavenstraat 41
SCHEVENINGEN - Pays-Bas

Pour contacter l'O.V.B. :
O.V.B.
Mathenesserlaan 385
ROTTERDAM - Pays-Bas

Sources : "De Vrije" (Mensuel libertaire) n° 11-12 - 1984. Traduction : janvier 1985

ANNEXE DOSSIER OVB

"Nieuwe Strijd" (Nouvelle lutte) est le mensuel de l'OVB. Les membres de l'organisation le reçoivent gratuitement. Sa présentation est très simple (non composé, noir et blanc, quelques dessins et peu de photos). Le prix de vente par numéro est volontairement maintenu très bas (en 1984, 75 centimes hollandais, soit 1,95 FF). L'abonnement coûte 10 florins pour 11 numéros (soit 26 FF) pour un an.

CCP n° 42 98 17 à l'ordre de :
"Penningmeester OVB Rotterdam",
avec mention "Abonnement".

CONTACTS INTERNATIONAUX

On peut lire dans le numéro de novembre 1984 de "Nieuwe Strijd" : "Nous avons des contacts avec le "Libertarian Workers Group" de New-York qui nous a invité à son Congrès du 25 novembre et avec le "Workers Solidarity Movement" (AIT de Tokyo). Nous avons fait savoir à nos amis américains que nous ne pourrions assister à leur Congrès pour des raisons financières et leur avons adressé un message de solidarité.

Nous avons de plus en plus de contacts émanant d'organisations étrangères et nous en sommes très heureux (...).

Donc, n'hésitez pas à prendre contact avec l'OVB. Ecrire en anglais si possible (ou en allemand !).

Lettre des U.S.A

La situation aux USA est critique, mais pas désespérée. La « société du spectacle » existe toujours : Reagan essayant d'hypnotiser les foules avec ses « USA ! USA ! USA ! ». Si vous regardez la télévision ou lisez le *Time* ou *Newsweek* ou encore le *New York Times*, vous pourriez avoir l'impression que les U.S soutiennent Reagan, qu'il n'y a guère ou pas de désaccord, que tout le monde accepte les programmes de gouvernement, que les américains ont apprécié l'invasion de la Grenade et attendent avec impatience celle d'Amérique Centrale, qu'ils souhaitent une politique extérieure plus répressive, qu'ils sont contre les droits des travailleurs, contre l'avortement etc. La réalité est moins dure.

Le consensus concocté par les médias n'existe pas. malgré la campagne de Reagan sur le thème « on est plus riche » après quatre ans de « Reagancy », la plupart des gens ne se sentent pas plus riches et ceci est confirmé par les statistiques. Malgré le bien être matériel des jeunes cadres et l'éclat de tout le fric qui entoure Reagan, la plupart des gens deviennent plus pauvres et plus que jamais s'inquiètent de conserver un travail ou même de survivre à un hiver froid. Dans la City de New-York ce sont maintenant des milliers de gens qui vivent dans les rues ; On ne peut pas ne pas les voir et leur nombre ne cesse de croître d'une façon dramatique. ils ne représentent qu'une petite partie de ceux qui sont tombés au travers du filet de sécurité. L'augmentation de la délinquance, à laquelle les médias accordent tant d'attention, provient de la pauvreté. Les gens volent parce qu'ils ont faim, ils n'ont pas de travail, pas de futur, rien à faire. Quand un Goetz assassine quelques malheureux délinquants, il devient un héros dans le Daily News et le tribunal le laisse aller, accusé d'une charge mineure, mais c'est simplement une façon d'encourager la haine raciale et la peur, et en cela de ne pas dévoiler les causes de la situation.

Comme vous le savez probablement, la politique de l'administration Reagan est finalement dirigée directement contre la classe ouvrière. Des problèmes comme l'avortement et l'élévation de la majorité morale sont de la poudre aux yeux, de l'intoxication médiatique (la plupart des Américains, malgré tout le bruit qui en est fait, sont **pour** l'avortement). Le vrai problème est relégué dans les dernières pages des journaux. Mais la « prospérité » dont on parle actuellement est fausse, elle résulte d'estimations tronquées et de la valeur artificiellement gonflée du dollar. Et bien sûr, c'est la classe ouvrère qui la paie. Selon les statistiques peu reluisantes cachées aux pages 20 ou 30 du *Times*, la plupart des renouvellements de contrat, l'an dernier, faisaient état d'une hausse de 2 % des salaires en moyenne, ce qui représente un déclin important des salaires réels (compte tenu du taux d'inflation de 5 ou 6% et des estimations du coût de la vie). De plus, les capitalistes ici, comme en G.B., rêvent tout simplement d'abolir la classe ouvrière. L'industrie lourde disparaît. Maintenant la moyenne et petite entreprise exportent. Les industries de services, mal payées, sont florissantes. Un exemple type : une entreprise comme Mc Donald n'a aucun travailleur à temps complet. Tous sont à temps partiel, ce qui les prive de droits sociaux, de minimas de salaire dans certains cas, de primes, etc. Celui qui travaille à plein temps est appelé « manager » et son salaire dépend du profit soutiré aux travailleurs à temps partiel. Le principe de « non travailleur » est en train d'être appliqué dans les industries, les unes après les autres. La direction ferme une usine aux USA et une unité commerciale à Hong Kong ou Taïwan ou en Chine continentale (le nouveau centre de l'industrie de l'habillement US) et ainsi s'attend à vendre sa production à d'autres travailleurs aux US. En tout cas, les travailleurs de Mc Donald ne peuvent pas acheter beaucoup. Ou bien les patrons obligent les travailleurs à accepter des restitutions (salaires plus bas, ou non augmentation de salaire ; suppression ou baisse des primes, etc.) Ainsi, partout, la vie devient de plus en plus difficile. Une raison importante du déclin est la dépense militaire qui augmente constamment. A la fin, il est dur d'évaluer comment les profits de Mc Donald vont payer le matériel pour les guerres des étoiles.

New-York. fév. 1985

Les retours de bâtons judiciaires des actions des sidérurgistes...

Les lecteurs habituels, abonnés, assidus (Renseignements généraux, autorité administrative, etc.) de la célèbre revue *Courant Alternatif* (en vente de préférence par abonnement) ne sont pas sans ignorer les actions (condamnables ??!!) du printemps 1984 menées par les gars du Feuillard de Rehon, alias la 7eme compagnie. La CGT Usinor Rehon animait les opérations avec un souci de cloisonner cette lutte aux travailleurs directement concernés. La CGT Usinor Longwy faisait la sourde et l'aveugle, l'Union locale CGT jouait « la grande muette », les autres syndicats « les abonnés absents ».

PATATRAS : depuis l'été le feuillard s'achemine tranquillement vers sa fermeture en décembre et dans le même temps la justice intervient.

PROCÉDURES EN RÉFÉRÉ *

Contre des militants qui sont assignés pour avoir « à l'aide d'un camion réquisitionné, participé au déchargement et au déroulement d'un rouleau de feuillard », « rendu la chaussée définitivement impropre à l'usage auquel elle était normalement destinée », « dans l'enceinte de l'usine, immobilisé et occasionné des dommages à un tracteur et à une remorque », des procédures en référé ont été engagées.

Toutes les actions mises en cause s'étant déroulées plusieurs mois avant les procès ont été intentées par une entreprise de transport de la région de Longwy, bien connue pour sa présence régulière devant les prud'hommes, son peu d'intérêt pour le code du travail et son insistance à considérer les salariés comme des esclaves de la fin du XIXeme siècle.

Les jugements rendus laissent rêveurs :

« Il n'y avait pas de motif légitime à porter atteinte au bien transporté par la société ».

Condamnation à 16.000 Frs plus frais de justice.

...« Qu'il tombe dans le sens commun que ce n'est pas parce que deux personnes n'ont pas été vues en train de perpétrer des actes de vandalisme au sein d'un groupe comptant plus de cinquante personnes, qu'elles n'y étaient pas »

...« Mais attendu que si la responsabilité du dommage incombe individuellement à plusieurs, chacun des co-auteurs peut être condamné en totalité à la réparation de l'entier dommage »

Condamnation à payer 18.000 Frs plus les frais de justice.

* Procédure pour les jugements nécessitant une décision rapide après un examen sur la forme du litige : par exemple faire évacuer par les flics une usine occupée par les salariés.

PROCÉDURE EN CORRECTIONNELLE

Procédure en correctionnelle sur plainte du Parquet contre un militant accusé d'avoir frauduleusement soustrait un caterpillar et des rouleaux de Feuillard, d'avoir involontairement causé des blessures à un autre militant et de s'être enfui après l'accident qui s'est produit lors d'un meeting à Rehon avec Sainjon, chef des métallos CGT.

Délibéré et jugement le 21 mars.

En avril 1984, lors d'affrontements avec des flics et gardes mobiles, un chômeur est arrêté pour port d'armes de 1ere catégorie et rebellion. Il est relaxé par les flagrants délits de Briey. Sur appel du parquet, il est condamné quelques mois après à 2 mois de prison avec sursis et une amende.

Depuis un mois, une soixantaine de travailleurs du Feuillard de Rehon sont convoqués, par téléphone, à l'usine, chez eux, pour des auditions au commissariat de Longwy concernant leur participation aux actions du printemps, toujours sur commission rogatoire du juge.

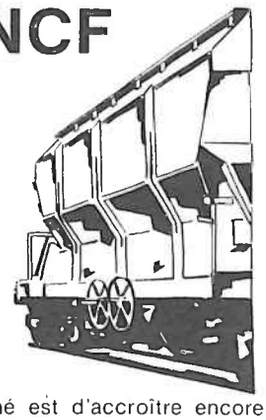
Aujourd'hui, en pleine période d'installation des congés de conversion, de déstabilisation professionnelle par les mutations, la volonté de frapper au portefeuille des militants et d'intimider les travailleurs sans grandes perspectives d'emplois sur place, intervient aussi pour accentuer dans les boîtes le recours à l'individualisme, au repli sur soi et au refus d'entreprendre des choses collectives.

Qui avait tort ou raison de lancer des actions ?

Pourquoi et pour quoi lutter ? Pour quoi faire ?

Comment, avec qui ?

RESTRUCTURATIONS A LA SNCF



Des luttes contre les restructurations dans les transports ferroviaires ont lieu actuellement. On oublie trop souvent de dire que les entreprises nationalisées fonctionnent selon les impératifs de l'économie de marché ; pour résumer, la SNCF vend des kilomètres voyageurs, et des tonnes kilomètres marchandises, comme d'autres vendent des appareils ménagers, par exemple.

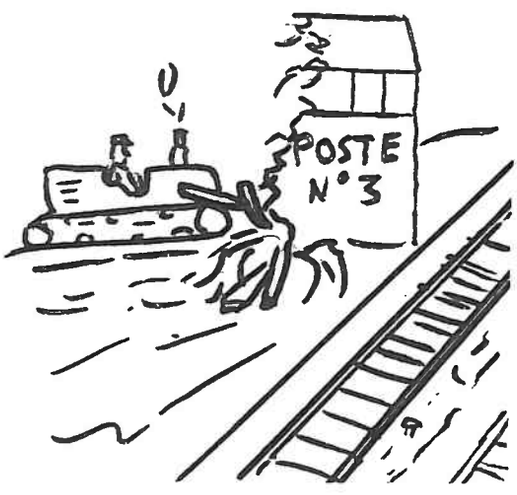
Depuis de nombreuses années, la politique de la SNCF est de pousser partout à la rentabilité immédiate, d'augmenter la productivité par la suppression des transports jugés non rentables, par l'aggravation des conditions de travail, la baisse du pouvoir d'achat (depuis 1982) et le refus d'embauche (depuis 1978, 10.000 emplois supprimés). (1)

Les chemins de fer ont joués aux origines, un rôle moteur dans la révolution industrielle du siècle dernier, même s'ils ont été supplantés depuis par l'automobile et aujourd'hui par ce qu'on appelle les technologies nouvelles (y compris l'armement) ; le transport ferroviaire jour toujours un rôle, celui d'être au service du capitalisme sous tous ses aspects (transports militaires, nucléaires, industrie lourde, cadeaux aux grosses entreprises qui utilisent des trains complets avec des wagons de particuliers et qui vendent à la SNCF du matériel bien au-dessus de leur valeur. Exemple : le coût des wagons et des machines de traction est payé par la SNCF au prix fort).

Aujourd'hui, une vaste restructuration s'opère sous nos yeux :

- Informatisation des bureaux administratifs — Réécriture de l'informatique marchandise privilégiant les grands axes.
- Modernisation de la technique ferroviaire entraînant la suppression de nombreux postes d'aiguillages.
- volonté de ramener à 20 le nombre de triages en France.
- Généralisation des gares multi-fonction (moins de personnel), des gares centres de desserte.

Pour résumer, nous retrouvons la logique du rapport Guillaumat **fait avant 81**, qui prévoyait une rentabilisation à outrance, en laissant un réseau noyau ne permettant que des circulations entre les grands centres de production.



SUPPRESSION D'EMPLOIS

En 1983 le Conseil d'administration, sur l'injonction des ministres des finances et des transports de l'époque décident la suppression de 1500 postes.

En 1984, 3200 emplois ont été supprimés.

En 1985, 5000 emplois seront supprimés : il est prévu le même rythme pour les années suivantes (en 85 il y aura 244.000 cheminots)

Ces réductions d'effectifs sont expliquées par la direction comme étant liées à la modernisation et à la nécessité pour la SNCF de faire des économies budgétaires. On parle souvent du déficit de la SNCF (5,5 milliards en 84), mais on oublie de dire que les chages financières exorbitantes représentent à elles seules 80% du déficit. Une sous-tarification très sensible au niveau marchandises entraîne une perte de recette, donc un déficit d'exploitation couvert par des emprunts (1/3 sur le marché étranger : dollars) d'où des charges financières très lourdes (plus 235% d'augmentation entre 80 et 83).

Dans la région de Reims, cette politique s'est déjà traduite par la fermeture de nombreux postes d'aiguillage, par la fermeture du triage de St-Dizier ; 1985 verra les fermetures des triages de Lumes, Reims, Troyes.

A Chalons sur Marne, depuis novembre 84, le triage est doté d'un bel ordinateur qui a pour but avoué d'améliorer la rapidité des acheminements mais il aura pour conséquence la réduction des effectifs, et énormément de filières sont menacées.

De plus, il n'y aura pas de rentrée d'apprentis au centre de formation des apprentis du matériel.

Au Sernam (service des messageries), 3 centres sont touchés par les suppressions : Sedan, St-Dizier, Sens, face à ces suppressions, le 22 février, jour du Comité d'établissement, les cheminots du Sernam ont débrayé à 90% au centre de messagerie de Reims. Une centaine de cheminots des succursales de Reims et St-Quentin ont occupé le CE empêchant ainsi la direction de faire voter celui-ci sur ses projets de fermeture (affaire à suivre.)

Actuellement à lieu une intoxication dans tous les centres de formation d'agent SNCF, et dans les chantiers au cours de réunions d'informations commerciales (hé oui, cela vient de sortir !), pour faire croire aux cheminots que l'entreprise est au bord du gouffre, qu'il faut récupérer du trafic et que cela dépend de leur travail.

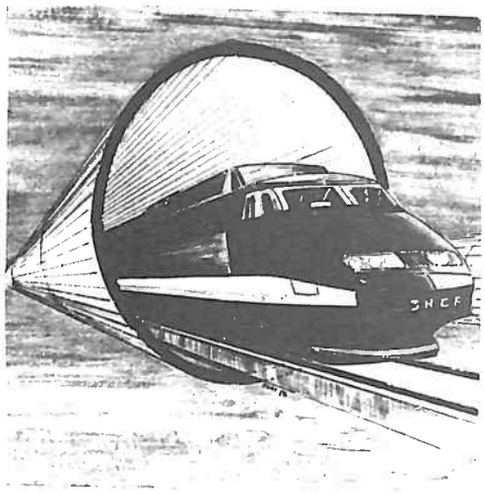
Un leitmotiv revient souvent, « il faut concurencer la route » (voir encart sur les filiales), sans la récupération de trafic de la route vers le rail, point de salut pour la SNCF, voilà le discours de nos dirigeants et des cheffaillons.

Le but recherché est d'accroître encore plus la productivité des agents et que ceux-ci l'acceptent sans rechigner. S'il y a baisse d'effectifs c'est que nous ne sommes pas concurentiels, et si nous ne le sommes pas, c'est que nous ne travaillons pas assez vite.

Tout ceci pour nous culpabiliser et nous faire accepter les dégradations des conditions de travail et de salaire.

En mettant les divers moyens de transport en concurrence et non en complémentarité, la logique de l'opération conduit à un nivellement par le bas, c'est-à-dire que les cheminots se rapprochent des conditions de travail déplorables des routiers. (horaires hebdomadaires de 60h/semaine parfois, travail sous-payé, et où le syndicalisme ouvrier n'est pas toléré).

Pour conclure, ce qui est important de retenir, c'est que les problèmes de chaque chantier sont une conséquence d'une politique nationale des transports, il s'agit de faire en sorte pour les industriels que le transport coûte le moins cher possible et ceci au détriment des salariés. »



(1) Productivité des cheminots

	effectifs moyens	productivité par cheminot
1970	302,99(milliers)	188
1975	281,18	230,90
1980	254,40	277,90
1983	252,20	280,30

(2) Exemple STEF, transport frigorifique, CNC (Compagnie nationale des containers)

LE ROLE DES FILIALES A LA SNCF

Depuis la fin de la guerre, il y a privatisation croissante de certaines activités ferroviaires avec une participation croisplus ou moins grande du capital privé dans les filiales et sous-filiales.

- Une tendance très nette à réduire les garanties sociales des personnels employés (recours souvent à l'intérim pour abaisser les coûts).
- Un processus de transfert de profit lié au bas tarif pratiqué en direction des multinationales.
- Un recours à la sous-traitance pour les risques d'exploitation, la filiale conservant les aspects financiers.

3 TYPES DE FILIALES

Celles aux activités ferroviaires
(STEF, SGW, CNC, CTC, EUS, STVA, France Rail publicité) (2).

Elles jouent le rôle de prestataires de services mais avec des tarifs préférentiels de transport, ristournes, allocations.

Celles qui ont des activités financières

La principale est la SCETA qui joue le rôle de holding financier. la politique de participation financière de la SNCF dans un certain nombre d'entreprises est confié à la SCETA. c'est par son intermédiaire que la SNCF est le premier transporteur routier, par filiales et sous-filiales interposées (Calberson, Bourgey, Montreuil...)

Le processus est le suivant :

La SNCF essaye de plus en plus de contrôler des activités diverses par le biais de ses filiales et sous-filiales. Apparamment, ce n'est pas la SNCF qui est directement actionnaire mais la filiale ; ce qui amène à passer progressivement à l'industrie privée

La SCETA contrôle (de 33 à 99%) 9 filiales de transports routiers marchandises et voyageurs, location de véhicule, camionnage, manutention, entreposage, tourisme.

Elle a des participations de 10 à 50% dans 8 entreprises de transports routiers ou ferroviaires. Mais au-delà, en fait, la SCETA est impliquée directement ou indirectement dans une soixantaine d'entreprises.

Celles qui ont des activités immobilières de gestion ou de prêts et dont les plus connues sont la SICF et la SOCRIF. Le contrôle de la SNCF s'exerce par SICF interposée à près de 100% sur 10 sociétés d'HLM.

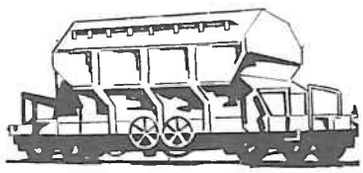
AU DELA DES FILIALES

- De nombreuse sociétés privées gravitent autour de la SNCF et son activité transport. Certains sous-traitent des travaux jadis effectués par des cheminots, notamment d'entretien, de nettoyage et manutention ferroviaire.
- D'autres travaillent pour la SNCF dans les trains, restaurations feroviaires et places couchées.
- D'autres encore dans la gestion des parkings, consignes, librairies, restauration et buffet ; elles traitent par contrat avec la SNCF.

Cette orientation permet une privatisation progressive de la SNCF, la tendance est de rejeter tout ce qui n'est pas rentable sur la SNCF et les juteux profits aux filiales, cela permet d'embaucher du personnel qui n'est pas couvert par les garanties sociales des cheminots.

Dans les entreprises de sous-traitance, les travailleurs sont surexploités (salaires plus bas, temps partiel, intérim...), la SNCF fait des appels d'offre, et c'est la boite qui propose les coûts les plus bas qui remporte le morceau. Tout ceci au détriment des conditions de travail et au salaire des salariés.

En général le patronat y est des plus réactionnaires, des conflits très durs y éclatent comme dernièrement à Reims avec une entreprise de nettoyage.



LA DÉCENTRALISATION A LA SNCF

jusqu'à présent l'Etat participe au financement des lignes omnibus. Certaines régions aussi ; ce sont celles des grandes métropoles où les transports en commun sont particulièrement nécessaires, là où la spéculation immobilière a chassé les salariés vers les banlieues et grandes banlieues (Ile de France, Lille, Lyon, Strasbourg). De plus, ce sont celles qui ont naturellement le plus de ressources industrielles et financières. L'application de la décentralisation en 1986 se traduira par une diminution du financement de l'Etat et une généralisation du financement par les régions.

Les plans régionaux des transports seront fixés par les comités régionaux et départementaux. Les régions auront-elles les moyens financiers correspondant aux charges, quant on sait que le gouvernement vient de décider de leur faire supporter (dans le cadre de la « baisse des impôts sur le revenu ») les 10 milliards payés par les entreprises au titre de la taxe professionnelle ?

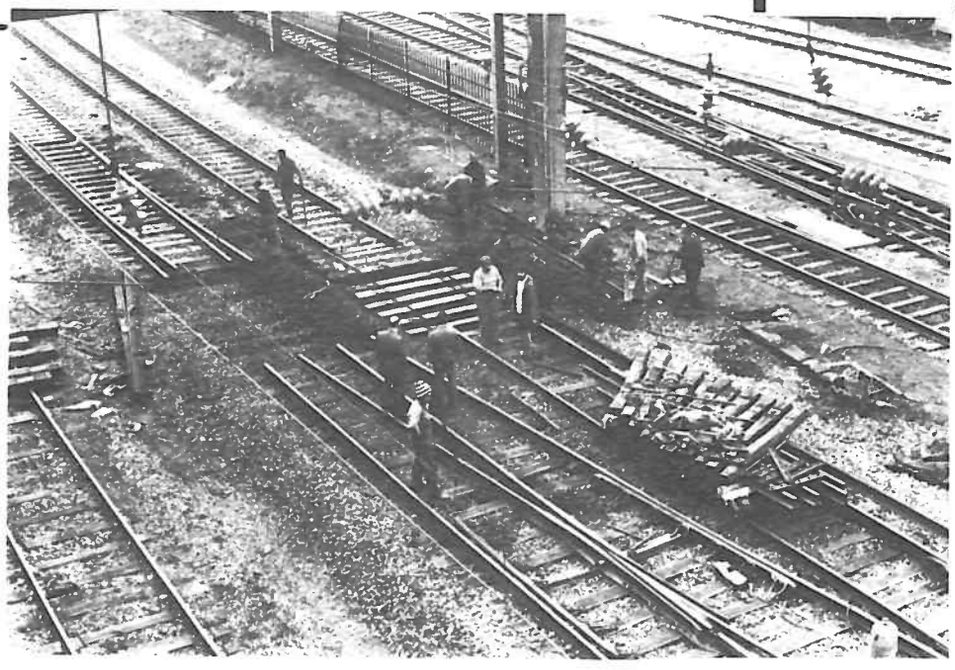
On voit donc les conséquences à terme de l'application de la décentralisation pour les régions qui n'auront pas les ressources financières suffisantes.

La fermeture des lignes omnibus, c'est l'application du plan Guillaumat. (A Reims une ligne secondaire est déjà menacée de fermeture partielle, elle avait été fermée dans les années 70 et réouverte en 81)

La SNCF jour à fond la carte de la régionalisation. Déjà les grandes lignes sont tracées notamment incitation à la création et au conventionnement des dessertes régionales, mais aussi création d'indicateur permettant de situer la SNCF dans la région économique.

Ainsi apparaitra clairement le coût que celle-ci pesera sur les collectivités locales.

La suite est facile à deviner ; tout ce qui ne sera pas rentable sera supprimé ; plus grave encore, les disparités entre régions riches et pauvres riquent de provoquer le démentèlement de la SNCF (réseau noyau prévu encore par le plan Guillaumat).



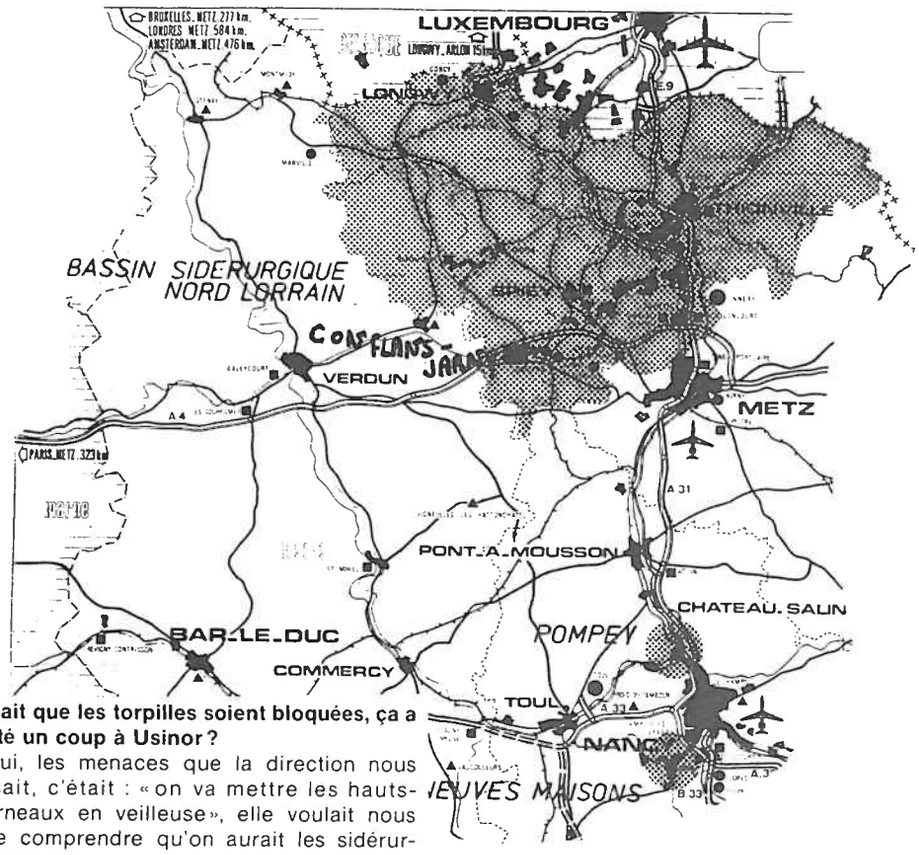
GREVE SNCF DANS LE BASSIN DE LONGWY

Une Grève pour... ?

1987 :

Un peu de tourisme social, venez visiter les bassins sidérurgiques et ferrifères de LONGWY et CONFLANS, leurs mines exhaurées, leurs hauts-fourneaux rasés et leurs aciéries SCHTROUMPFÉES, dans une campagne verdoyante...

Mais revenons à nos wagons...



23 Janvier 1985

« Puisque le trafic de la région de Conflans-Jarny est passé de 12,7 millions de tonnes en 1974 à 1,6 millions de tonnes en 1983, nous supprimons :

Pour Longwy

- suppression d'une partie des bureaux administratifs.
- rattachement de l'atelier matériel roulant à Thionville.
- traction rattachée à Conflans.
- suppression du service Sernam.

Pour Conflans

- transfert sur diverses résidences de la région de Metz des activités de répartition du matériel d'ici au 1er janvier 1986.

Et :

Mutation d'office pour tout le monde à partir de janvier 86.

4 Février 85 :

Les syndicats CFDT et CGT déclenchent la grève. Pour eux les suppressions d'activités ferroviaires et les mutations sont des éléments supplémentaires de désertification des bassins et risquent d'anéantir les maigres possibilités de reconversion.

Ils n'acceptent pas les déclarations de la SNCF du 23.01. : « La direction SNCF omet volontairement les chiffres du trafic marchandise de la gare de Longwy, annoncés lors du CE du 23 janvier, soit arrivage local 4.815.576 tonnes, expéditions locales 4.377.417 tonnes, entrée frontière : 1.022.008 tonnes, sortie frontière 1.429.548 tonnes, ce qui correspond globalement au maintien du trafic par rapport à 83 et par comparaison avec les chiffres de 32 millions de tonnes pour la région de Metz.

De plus les recettes voyageurs sont en augmentation de 1% sur 1983. Ce qui fait de Longwy la 4eme gare du secteur de Metz ».

Progressivement la grève s'installe, d'abord à Conflans-Jarny puis à Longwy avec des actions qui vont en s'amplifiant :

- blocage des trains pendant une demie-heure
- occupation des postes de commande locaux et régionaux
- séquestration des chefs de centre de Conflans et Longwy
- et blocage du trafic inter-usines et des poches-torpilles (wagons qui amènent la fonte des Hauts-Fourneaux de Senelle à l'aciérie de Rehon).

ET ALORS ?

UNIMETAL arrête un de ses deux hauts-fourneaux (le 10 février) et menace d'un lock-out les sidérurgistes.

« Là ça changeait, y'a eu une possibilité de dialogue avec la Direction SNCF à Metz ».

Le fait que les torpilles soient bloquées, ça a porté un coup à Usinor ?

- Oui, les menaces que la direction nous faisait, c'était : « on va mettre les hauts-fourneaux en veilleuse », elle voulait nous faire comprendre qu'on aurait les sidérurgistes sur le dos.

Est-ce que vous avez eu des contacts avec les sidérurgistes ?

Bien sûr avec la CGT et la CFDT Usinor, qui démontraient le système des deux directions.

- Moi je peux préciser parce que je suis sidérurgiste, les gars l'ont pas mal pris. Il n'y a qu'un petit défaut, c'est que les Hauts-fourneaux, c'est vachement fragile, mais nous on a dit dans les syndicats, vous n'avez qu'à couler dans la nature, c'est ce qu'on appelle couler en fosse. Je sais par ailleurs que c'est comme ça qu'Usinor réclame du fric à la SNCF.

Vous avez bloqué le trafic inter-usines pendant combien de temps ?

- Plus de deux jours.

Je ne comprend pas, car à-priori, ça semblait bien se passer au niveau d'Usinor, les sidérurgistes réagissaient relativement bien : les syndicats avaient averti qu'il y aurait des menaces de lock-out, etc. Est-ce que vous, vous n'auriez pas été jusqu'à continuer de bloquer totalement le passage des poches torpilles ?

Finalement c'est peut-être à cause de ça qu'on a repris le travail, le seul moyen qu'il y avait pour obtenir vraiment quelque chose, c'était les poches torpilles. Le trafic ferroviaire voyageurs, la direction en avait rien à foutre, les trains étaient détournés. Et l'embranchement de Mt-St-Martin à l'intérieur d'Usinor, les trains diesels étaient ravitaillés par des camions de gaz-oil et ensuite ils pouvaient regagner Luxembourg par Thionville.

Le trafic était bloqué à partir d'où ?

Longwy, Longuyon, Noveant, Conflans, Woippy, toute la Lorraine du Nord.

Le travail reprend à Longwy le 12 février, à Conflans, la grève se poursuit.

CE QUE CERTAINS CONSIDÈRENT COMME DES ACQUIS

- 13 des 44 agents devant être mutés de Conflans à Metz resteront à Conflans.
- Garantie d'une formation complète pour les agents qui souhaitent apprendre un nouveau métier.
- Examens des horaires des personnels qui travaillent à Metz.

Le 20 février, les flics interviennent et dégagent la quarantaine de cheminots. La SNCF réquisitionne les cheminots au nom du « service public ».

Aujourd'hui, les cheminots sont appelé un par un, pour des sanctions qui se traduisent par au minimum un blâme avec inscription au dossier à Paris, jusqu'à 1 à 5 jours de mise à pied, voire même la révocation, le licenciement.

A Jarny, ils vont passer au Tribunal pour séquestration, sabotage, etc...

1987 : CROYEZ-VOUS RÉELLEMENT QU'ON IRA EN TRAIN VOIR LES SCHTROUMPFS ???

LE NUCLÉAIRE : UNE INDUSTRIE DE POINTE QUI S'ÉMOUSSE

Cet article n'est pas une analyse des enjeux et des problèmes de l'industrie nucléaire** [**ceux-ci ont été exposés dans le n° 29 de Courant Alternatif, octobre 83**]. **Il se contente de faire le rapport d'un certain nombre de faits récents qui ont pu passer plus ou moins inaperçus, vu la disparition d'une dynamique anti-nucléaire.

Il n'est pas inutile de rappeler où en sont les relations des pouvoirs politiques et économiques avec le nucléaire. Ceci permet de révéler la « logique » suivie par le capitalisme dans la production et la vente des nouvelles technologies, celles qui ont en commun d'être qualifiées de « modernes », « de pointe », « d'avenir », voire « de progrès », et d'avoir un support militaire.

L'industrie nucléaire fleuron de la technologie française ! Le nucléaire industrie noble et de pointe ! Voilà quelques temps que cette pointe-là est en train de s'émousser. Et les promesses mirobolantes concernant le nucléaire [« c'est l'avenir; il crée des emplois ; c'est moins cher ; c'est propre et sûr »]. Tout cela bat de l'aile et n'est plus crédible. Et ce sont de nouveaux gadgets (ordinateurs, robots...) qui sont agités à présent comme des hochets prestigieux, et tout aussi illusoires.

EDF cherche à éponger ses déficits en pompant chez les consommateurs.

Le gouvernement maintient un programme minimum de construction de centrales pour ralentir le rythme des licenciements des travailleurs du nucléaire, et permettre aux industriels de se tourner vers d'autres secteurs.

Les entreprises qui se sont enrichies avec le nucléaire préparent leur restructuration et se lancent dans la production d'autres industries de « pointe ».

« LE NUCLÉAIRE, C'EST PAS CHER ! »

Malgré la vague de froid de cet hiver qui lui a permis de s'engraisser sur le dos de ceux qui se les gelaient, EDF n'a pas réussi à équilibrer ses finances. Même la très sérieuse Cour des Comptes s'est inquiétée, dans son rapport de juin 1984, de la situation très préoccupante d'EDF : les coûts du nucléaire ont augmenté, son taux de productivité est négatif ; la croissance des ventes est faible, la progression du nucléaire insuffisante malgré la politique commerciale et tarifaire menée par EDF pour favoriser la pénétration de l'électricité dans l'industrie et pour inciter à la consommation (1). Quant au secteur résidentiel, 67 % des logements neufs ont beau être équipés au tout-électrique, les pointes de consommation restent trop saisonnières pour permettre la rentabilisation d'une centrale nucléaire (2).

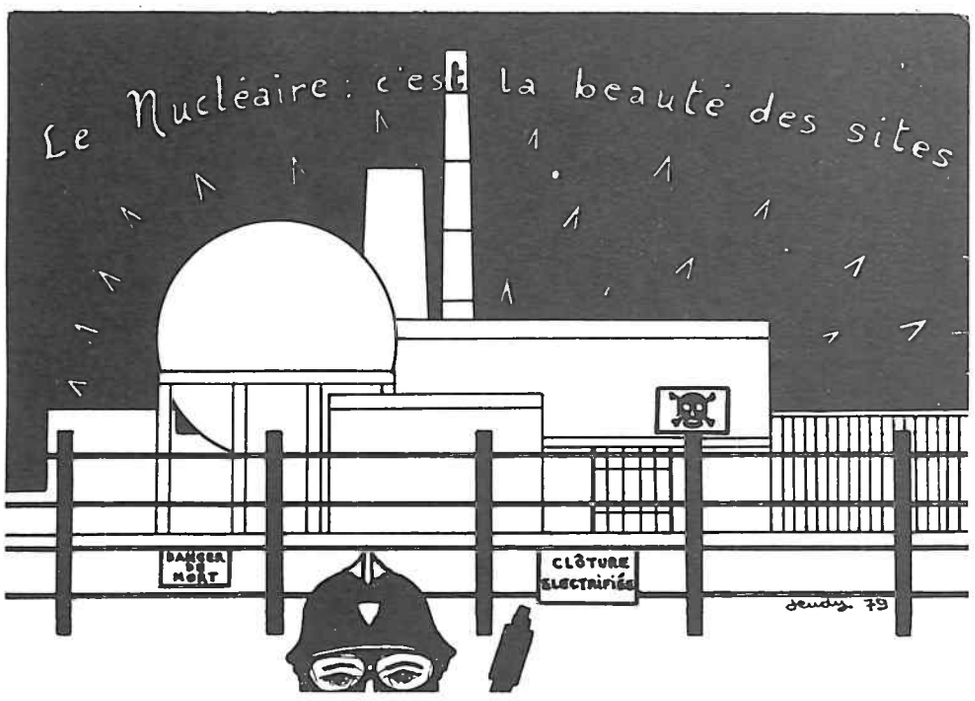
EDF a donc encore perdu 900 millions de francs et son endettement, déjà colossal, n'a fait que s'accentuer — Boiteux, président d'EDF prévoit un déficit de 1,5 milliards en 1985. Aussi EDF se rattrape-t-elle sur les consommateurs. Les usagers paient l'électricité plus cher de 4,2 % depuis février (les industries, elles, ne connaissent pas des hausses aussi importantes).

Pourtant, pour faire mieux passer le programme nucléaire, il avait été promis-juré que son prix augmenterait moins vite que celui des autres énergies. Or le « prix de l'électricité pour l'usager en haute et moyenne tension n'a cessé d'augmenter plus que la hausse moyenne des prix », — c'est la Cour des Comptes qui le constate — les consommateurs sont de plus en plus nombreux à ne pouvoir faire face à la hausse de leurs factures EDF et, par conséquent, non seulement ils tendent à retarder les paiements, mais aussi à ne pas les acquitter. Quoique ne prenant pas encore une dimension collective, ce phénomène s'intensifie ; au point que Badinter prévoit d'adapter le code pénal à ce nouveau délit : le « vol d'électricité » !!

EDF en est aussi arrivé à refuser le « privilège » qu'elle avait accordé à ceux qui vivent près d'une centrale nucléaire. Finie pour eux la faveur d'un tarif préférentiel — dérisoire compensation —... Ils paieront désormais le même prix que les autres. C'est dire si c'est mesquin !

(1) Dans l'industrie, EDF a vendu, 2,7 milliards de kw/h de plus, entre 1983 et 1984 alors qu'elle prévoyait plus de 5 milliards de Kw/h par an.

(2) L'installation d'une chaudière électrique à la charge du propriétaire coûte moins cher que celle d'une chaufferie au gaz ou au fuel ce qui explique le succès rencontré par EDF dans le résidentiel neuf. Mais le locataire qui assure l'entretien a de quoi se poser des questions. Pour un logement neuf de 110 m² l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie a calculé les charges annuelles des différents modes de chauffage. Verdict : 5 200 F pour le gaz, 5 900 F pour le fuel et 7 100 F pour l'électricité. Plutôt dissuasif ! (*Libé 15/2/85*).



"Vous croyez que ça va les rendre pacifiques, Chef ?"

« LE NUCLÉAIRE, C'EST SÛR ! »

Comme le nucléaire coûte cher (un réacteur, c'est 10 milliards de francs), un moyen pour EDF de rattraper ces dépenses exorbitantes c'est de fermer des centrales au fuel et au charbon, de rogner sur les investissements (en conservant, par exemple, des milliers de kilomètres de lignes vétustes), de restreindre les frais de personnel et d'entretien, au détriment des conditions de travail des employés et de la sécurité des installations.

Ce mépris accru pour la sécurité est un phénomène mondial, puisque, lors du sommet pronucléaire « Kerntechnick 84 », les mille présents ont décidé de faire baisser le coût de l'énergie atomique par une réduction des mesures de sécurité. Il a été décidé d'assouplir les normes de pollution radioactive, tant pour les ouvriers des centrales que pour les rejets gazeux et liquides à l'extérieur. D'après ces gens-là, il coûtera moins cher à la collectivité de « soigner de rares cas de cancer d'origine nucléaire » que d'augmenter les frais de protection...

Ce ne sont d'ailleurs pas les incidents qui manquent, même en ne se référant qu'à ceux dont l'information réussit à filtrer.

La centrale de Braud et St Louis (Bordeaux) a déversé 160 m³ d'effluents radio-actifs dans la gironde, le 1er octobre 1984. Selon EDF, une vanne, qui aurait dû être fermée, est restée ouverte pendant une heure. C'est une journaliste de « *Science et Vie* » qui a ébruité cet incident. L'administration, elle, le considérait comme si minime qu'elle n'avait même pas pris la peine de le signaler. Donc rien ne prouve que des incidents similaires ne se sont pas déjà produits.

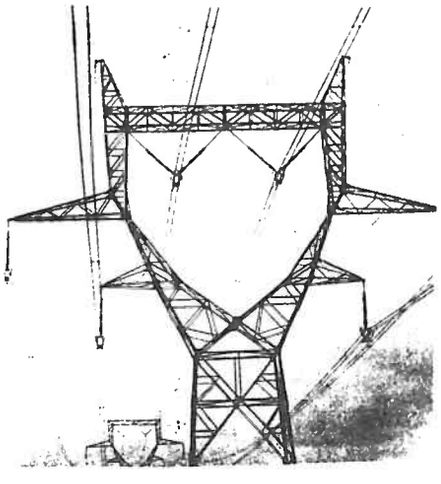
Des incidents à répétition ont eu lieu au centre de retraitement des déchets nucléaires à La Hague. En décembre 84, l'usine a dû subir trois jours d'arrêt et ses activités devaient être ralenties pendant trois mois; deux personnes avaient été contaminées, mais « en deçà du niveau admissible » a-t-il été précisé. Le 21 janvier 1985, nouvel incident; on a eu droit à un minuscule entrefilet dans quelques journaux, se terminant par la formule désormais consacrée: « les différents contrôles pratiqués immédiatement ont conclu à une absence totale de contamination ».

Le surgénérateur Superphénix, — cette centrale dite à neutrons rapides, qui brûle du plutonium et utilise pour le refroidissement d'importantes masses de sodium liquide —, n'est pas exempt, non plus, d'incidents. En effet, ce fleuron de la technologie, connaît quelques ennuis techniques: lors d'essais, des vibrations amples ont été constatées sur certaines pièces de la cuve. « Il n'est pas certain » disent les spécialistes « que ces oscillations soient acceptables ». Il était prévu que le cœur du réacteur serait chargé en juin, que la mise en route se ferait fin août et le couplage sur le réseau EDF en décembre.

En attendant, réflexion et expérimentation sur maquette se poursuivent. La mise en service du réacteur « risque » d'être retardée de quelques années. Voilà qui porte un coup supplémentaire à la « filière surgénérateur » dont l'avenir est déjà très incertain en raison du coût de cette technologie (20 milliards de francs pour Superphénix) et de la baisse de la consommation d'énergie.

Avant cet incident, et pour des raisons économiques et non pas techniques, EDF elle-même jugeait prudent de ne pas s'engager trop rapidemment dans la construction en série industrielle de surgénérateurs. Ainsi, une décision quant à la poursuite du programme ne devait-elle intervenir qu'après un an de fonctionnement de la centrale de Malville. Cependant, comme il s'agit de ne pas perdre la main, il est prévu d'engager un second prototype, plus puissant que Superphénix (1000 mégawatts) d'ici à 1990. La Grande-Bretagne a déclaré son intention de participer pour 16 % à la construction de ce deuxième réacteur européen, aux côtés de la France, de la RFA et de l'Italie. Mais comme la Grande-Bretagne ne souhaite pas la construction sur son sol (on la comprend !), la France a d'ores et déjà proposé deux sites: près de Marcoule et près de Creys-Malville (encore !).

Un autre prototype, solaire celui-ci: la centrale solaire de Thémis (Pyrénées Orientales). EDF veut s'en retirer en décembre 85, cinq ans après l'accord d'expérimentation conclu avec l'AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie). Entre le solaire et le nucléaire, EDF a fait son choix; le solaire attendra.



« LE NUCLÉAIRE, ÇA CRÉE DES EMPLOIS ! »

On nous a seriné: « le nucléaire, c'est une industrie d'avenir ». La COGEMA (3) maintient cette année son chiffre d'affaires, — 10,2 milliards de francs en faisant plus de 41 % des ventes à l'extérieur (3). La compagnie et ses filiales (dont Eurodif) ont encore de beaux jours devant elles tant qu'elles ont pour marché l'entretien du parc nucléaire mondial déjà existant. Mais les groupes industriels du secteur nucléaire, tels Alsthom, Schneider, Framatome, ne sont pas aussi florissants. L'heure des restructurations a sonné dans ce secteur qui avait bénéficié du gigantisme du programme nucléaire à ses débuts. Et ce sont des milliers d'emplois qui sont concernés (4).

En incitant le gouvernement à revoir son programme nucléaire à la hausse, les industriels cherchent à gagner du temps pour réussir la reconversion de leur production. Et si le gouvernement continue de construire des centrales au rythme d'une tranche par an (5), cette décision ne correspond à aucun besoin énergétique. En effet, selon les prévisions du IXe plan, la production d'électricité en 1990 sera supérieure à la demande d'au moins 30 milliards de Kw/h. Au regard de la consommation prévisible de 1990, EDF disposera de 8 réacteurs de trop. « Avec 31 centrales en fonctionnement et 24 en cours de construction, on est pour 3 ou 4 ans en situation de surproduction » dit lui-même le secrétaire d'Etat à l'énergie.

Poursuivre le programme nucléaire n'a donc pour simple visée que de maintenir l'outil de production et laisser aux grosses entreprises le temps de se retourner vers des activités plus prometteuses: le nucléaire, industrie de pointe, s'émousse; d'autres industries « pointent » à l'horizon: l'intelligence artificielle, l'électro-technique avancée...

Quant aux centrales nucléaires, ces bijoux de la modernité, elles sont progressivement vouées à la casse, comme n'importe quelle entreprise vétuste et archaïque. La première à fermer, c'est celle de Brennilis, en Bretagne. D'ici l'an 2000, 200 installations nucléaires vont être déclassées. Il y en a qui se mettent à plancher maintenant sur ce qui pourrait faire de cette « activité d'avenir », — le démantèlement des centrales —, un secteur lui aussi, économiquement rentable. On n'arrête pas le profit !

Le 20 mars 85

(3) La COGEMA, Compagnie générale des matières atomiques, a pour branches d'activités: l'uranium naturel, son enrichissement, la fabrication des combustibles nucléaires et le retraitement des combustibles irradiés ».

Ses ventes à l'étranger concernent pour 25 % le Japon, 11 % les USA et 43 % l'Europe.

(4) 2600 chez Framatome, 4400 chez Alsthom, 45000 dans les entreprises sous-traitantes.

(5) Une nouvelle tranche est prévue en 1985 à Penly; une autre en 1986 à Golfech.

SUITE DU N°43

1953 - 1983
TRENTE ANS DE LUTTES OUVRIÉRES EN U.R.S.S.

2° PARTIE 1965-1983

Le Feu Souterrain

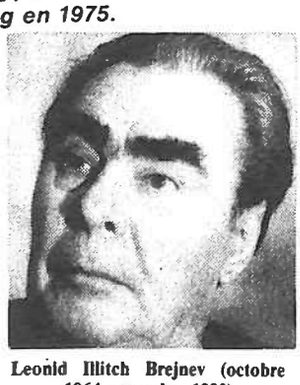
« Les autorités soviétiques craignent énormément les mouvements ouvriers organisés. En général, elles cèdent aussitôt, et, quand il s'agit d'un mouvement d'ampleur, il arrive souvent qu'un membre du bureau politique vienne immédiatement sur place pour satisfaire les revendications — le temps que le mouvement s'arrête (...). Il y a beaucoup de grèves en URSS, mais comme, évidemment, aucun journal n'en parle, seules des rumeurs circulent. Il est très difficile d'aller les vérifier sur place, et c'est pourquoi très peu de mouvements sont connus avec certitude, même s'ils sont véritablement nombreux. »

Vladimir Borissov,
Le Monde, 26 juin 1980.

1965-1975 : « TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS »

La révolution de palais du 14 octobre 1964 entraine la chute de Krouchtchev qui est remplacé à la tête du Parti par Brejnev et au poste de gouvernement par Kossyguine.

En 1965, les successeurs de Krouchtchev décident de favoriser le développement de la consommation de la population (les luttes ouvrières des années 60-62 ont peut-être pesé sur cette décision). De 1965 à 1974, l'économie va connaître une croissance relativement importante: 7,5% en moyenne de 65 à 69 et 6,7% de 70 à 74 selon les données officielles (5% et 4,8% selon les données américaines). Cette croissance bénéficia à la population qui a vu, par exemple, sa consommation de viande passer de 40 kg par an et par personne en 1960 à 57 kg en 1975.



Leonid Illitch Brejnev (octobre 1964-novembre 1982)

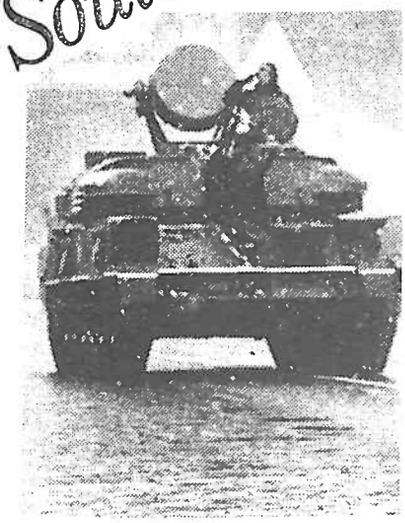
Si cette période de relative prospérité économique fut socialement plus calme que le début des années 60, toutes les causes de mécontentements n'avaient pas disparu et des grèves se déroulèrent dans les entreprises de Khartov (1967), de Sverdlovsk et de Gorki (1969), de Kalinigrad, Lvov et en Bielorussie (fin 1970, en solidarité avec les ouvriers polonais), dans les entreprises de Tcherginov, Kopeyske (1971), Vytebsk, Moscou, Leningrad et Kiev (1973), etc.

Mais c'est à trois reprises en Ukraine, qu'éclatèrent les luttes les plus importantes et les plus radicales.

En 1967 à Prioulouk (100000 habitants), l'enterrement d'un ouvrier (arrêté puis assassiné par la police) se transformera en émeute. La foule attaqua le poste de police et lyncha plusieurs policiers. Une brigade de l'armée envoyée sur place fut repoussée par les ouvriers de plusieurs usines de la ville. Les travailleurs qui réclamaient l'amnistie pour ceux qui avaient tué les policiers, la libération de cinq personnes arrêtées et la révocation de tous les fonctionnaires locaux du Parti et des soviets, menacèrent d'incendier un pipe-line si l'armée intervenait de nouveau. Un général venu de Moscou promit de satisfaire les revendications exceptée l'amnistie pour les meurtriers des policiers.

En 1969 à l'usine hydro-électrique de Kiev se déroula une grève concernant l'insuffisance de logements décents. « Son haut degré d'organisation est remarquable puisqu'elle a regroupé la totalité des ouvriers. Il y eut une manifestation avec des banderoles dont l'une réclamait: « TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS ». Une délégation fut envoyée à Moscou porter une pétition de 600 signatures » (7). La répression fut importante puisque la délégation fut arrêtée et disparut comme beaucoup de pétitionnaires.

En juin 1972, à Dnieproderjinsk un incident avec la milice tourna à l'émeute et la foule saccagea le poste de police (8 manifestants et 2 policiers furent tués). Au mois de septembre à quelques kilomètres, à Dniepropetrososk, des milliers d'ouvriers de plusieurs usines de la ville se mirent en grève pour des augmentations de salaires. La grève fut réprimée au prix de nombreux morts et blessés. Un mois plus tard dans la même ville éclatèrent des émeutes contre le mauvais approvisionnement des magasins.



Instrument de négociation du Pouvoir

1975-1983 : LES GRÊVES SE MULTIPLIENT

A partir de 1975, la croissance économique constatée au cours de la période précédente va sensiblement ralentir: 4,5% en moyenne pour 1975/1979 (3,2% selon les américains) et 2,87% de 1980 à 1982. La consommation de produits alimentaires stagne et parfois régresse. En 1980, le niveau de consommation de produits manufacturés ne dépasse pas celui de 1976. Plusieurs récoltes de céréales sont catastrophiques en 1975, 1980 et 1981 où elle n'atteint pas 150 millions de tonnes (contre 240 prévus).

Une majorité des nombreuses luttes de cette période découleront directement de cette situation économique : baisse du niveau de vie, bas salaires, déficience de l'approvisionnement des magasins.

L'année 1976 est marquée par une recrudescence des luttes ouvrières à travers tout le pays, pour protester contre la pénurie catastrophique de produits alimentaires (comme la grève des dockers de Riga au mois de mai). Début 77, à Iaroslav (ville industrielle sur la Volga), la population assiège les entrepôts frigorifiques où est entreposée de la viande alors que les magasins de la ville sont vides. L'intervention de la police qui tire sur la foule aurait fait 13 morts.

Au cours des années 1979, 80 et 81, les conflits se multiplient :
— **dans la république de Russie:** grèves des ouvriers de l'usine Leninets à Lénin-

grad, de l'usine de porcelaine de Michelevsk-Oussolski, grèves des mineurs de Novokouznetsk et Vorkouta, grève des chauffeurs d'autobus de Montchegorsk (à 5 reprises) et de Togliatti (8), importantes grèves dans les usines de construction automobile de Togliatti, Gorki et Pavlovsk (L'usine de construction d'autobus PAZ de cette ville a connu de nombreuses grèves. Dès décembre 81 il était devenu impossible pour la direction d'identifier les « meneurs ». Le contremaître d'un atelier, indic et gardechiourme, sur les dénonciations duquel des dizaines d'ouvriers avaient été licenciés et torturés par la milice, a été tué un an plutôt par des « inconnus »). A Moscou, en décembre 81, ont lieu des mouvements de protestation contre le mauvais fonctionnement des transports en commun.

— **dans les républiques Baltes** (Lettonie, Estonie, Lituanie) : nombreuses grèves à Vilnius, Tartou, Kaunas, Riga où se déroulent également des sabotages pour protester contre le mauvais approvisionnement.

— **dans la république d'Ukraine**, au printemps 81 dans la région de Kiev : deux grèves en quinze jours à l'atelier de construction Jimack, grève des ouvriers de l'usine Stankozavod ainsi que dans une usine de béton armé. A la fin du mois de mars des troubles se sont produits pour réclamer l'approvisionnement des magasins (30 personnes auraient été arrêtées).

— des grèves se déroulent également dans les mines de la **république des Komis** et dans le **Kouzbass.**

— fin 1980 et début 81, forte agitation ouvrière dans des entreprises de Moscou, Léningrad, Voronej, Minsk, Betrozavodsk, Vilnius ; dans certains cas, les travailleurs manifestent leur solidarité avec les ouvriers polonais de Gdansk.

Entre temps, en janvier 1978, un groupe de deux cents travailleurs annonçait la création d'un Syndicat libre.

LES SYNDICATS LIBRES

L'idée de constituer un syndicat libre a germé et s'est développé au sein d'un groupe qui s'est progressivement constitué à partir de 1975 par des ouvriers venus à Moscou de différentes régions du pays pour soumettre aux plus hautes autorités leurs problèmes individuels : licenciements illégaux, manque de logements... Loin de voir leurs problèmes résolus, certains d'entre-eux furent arrêtés, condamnés pour « hooliganisme » ou internés dans des hôpitaux psychiatriques. Rapidement ces ouvriers, pour la plupart privés d'emploi constatèrent qu'il était impossible d'obtenir satisfaction en restant isolés. Au cours des années suivantes des lettres ouvertes, collectives et signées, furent adressées aux différentes instances de l'Etat et à la presse étrangère. Le 25 novembre 1977, ils tiennent à Moscou une conférence de presse devant des journalistes occidentaux, exposent leur situation et rendent publique une lettre ouverte signée de 72 personnes. Le KGB commence à poursuivre et à emprisonner pour quelques jours les signataires.

Wladimir Klebanov, fondateur du Syndicat libre

Le 10 janvier 1978 a lieu une deuxième conférence de presse et le 26 janvier est annoncée la création d'un Syndicat libre regroupant 200 travailleurs de cent cinquante six villes différentes. Quelques jours après, les statuts sont envoyés à l'étranger ainsi qu'une demande d'aide à l'O.I.T. et aux syndicats occidentaux. Au cours des semaines suivantes le KGB réussit à démanteler le groupe en emprisonnant la plupart des animateurs.

Dans les mois qui suivent des militants « rescapés » du Syndicat libre et de nouveaux venus se regroupent pour fonder en mars 1978 un Syndicat indépendant qui est lui aussi rapidement démantelé.

La constitution du SMOT (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) est annoncée lors d'une conférence de presse à Moscou le 28 octobre 1978. Lors de sa création, le SMOT, organisé sur une base interprofessionnelle, regroupe 200 adhérents répartis en huit groupes autonomes. « Le SMOT est une fédération de groupes autonomes, pour la coordination desquels les groupes délèguent leurs représentants qui forment un Soviet de représentants » (9) Seuls les noms des délégués au S.R. sont rendus publics ce qui a permis à de nombreux militants de conserver leur activité professionnelle (à la différence de ceux du premier Syndicat libre). Malgré la répression qui s'est abattue rapidement sur les représentants du SMOT et malgré le manque de moyens (notamment pour la reproduction de ses textes), celui-ci a pu développer une activité limitée. Il réussit au cours de la première année de son existence à publier un « Bulletin d'Information » tous les deux mois, puis deux ou trois fois par mois diffusé dans plus de trente villes en 1982. A partir de novembre 81, le SMOT lança une campagne contre les « samedis léninistes » (réduction du nombre de jours non-ouvrables pour les travailleurs). Des tracts appelant à boycotter ces jours de travail furent distribués dans des dizaines d'entreprises. D'autres tracts critiquant le programme du PCUS concernant l'alimentation et le ravitaillement ont également été diffusés.

Au début de l'année 1983, le SMOT regroupait environ 300 membres répartis en 21 groupes. A la suite de l'arrestation de trop nombreux de ses représentants, le SMOT a décidé après juin 83 de ne plus rendre public le nom des délégués.

Le syndicat libre est resté à l'état embryonnaire. Privé de moyens et étouffé par la répression, il n'a pu se développer. Certains révolutionnaires occidentaux ont fait des critiques « radicales » de la démarche de ses fondateurs. Mais, malgré ses limites, malgré ses faibles activités et son influence très faible, cette expérience a marqué une étape importante dans les luttes menées par les travailleurs contre le capitalisme d'Etat. Elle a contribué à faire reculer le mur de la peur, à tisser des liens entre travailleurs et chômeurs de plusieurs villes du pays, à faire entrevoir des possibilités de regroupement et d'organisation. A la différence de l'intelligentsia dissidente qui base sa critique humaniste du régime soviétique sur le non respect des droits de l'homme, le SMOT part d'une analyse de classe de l'exploitation du travail salarié et des conditions de travail et de vie. Les militants pour un syndicalisme indépendant ont fait entendre une autre voix contestataire en URSS.

Wladimir Borissov, un des fondateurs du SMOT

Pour Victor Fainberg c'est dans ce pays « la première fois depuis Cronstadt que se constitue un mouvement libre de la classe ouvrière ».

Quand je reviendrai
Ne ris pas
Quand je reviendrai
Les rossignols se mettront à siffler
En plein février
Cette vieille mélodie, tant de fois répétée,
Trop chantée, oubliée
Et je tomberai
Vaincu par ma propre victoire
Et j'enfouirai ma tête
Dans tes genoux, comme dans un hâvre
Quand je reviendrai.

Alexandre Galitch

DE LA RÉSISTANCE INDIVIDUELLE...

Les mouvements de la classe ouvrière en URSS n'ont jamais atteint l'ampleur, l'intensité et la radicalité de certains de ceux qui se sont déroulés dans les « démocraties populaires » (R.D.A., Hongrie, Pologne...). Pourtant, depuis la fin de la terreur stalinienne, la résistance des travailleurs soviétiques à leur exploitation n'a jamais cessé. Malgré leur nombre non négligeable et leur augmentation sensible depuis une dizaine d'années, les luttes collectives restent encore limitées. L'essentiel de la résistance ouvrière prend des formes individuelles :

— La perruque, pratiquée sur une vaste échelle, permet de se procurer des produits absents (ou trop chers) sur le marché officiel, mais aussi de se procurer un revenu supplémentaire en les revendant au marché noir.

— L'absentéisme atteint des proportions inquiétantes pour le pouvoir (selon les Izvestia, les heures de travail perdues en 1982 correspondaient à la stérilisation de la moitié de la population active). A tel point qu'à son arrivée au pouvoir (novembre 82), Andropov a remis à jour la législation du travail pour être en mesure de sanctionner plus efficacement les retards, les abandons de postes et les absences.

— L'importance du tekuchest (ou turnover) est aussi une manifestation de l'insatisfaction. Chaque année un travailleur sur cinq en moyenne change d'entreprise. D'après des enquêtes officielles les principales causes de l'instabilité de la main d'œuvre sont les mauvaises conditions de travail, la faiblesse des rémunérations et l'impossibilité de participer aux décisions.

— Le sabotage de la production, le coulage des cadences, est pratiqué massivement par les travailleurs, malgré l'application du système du salaire aux pièces qui concernait encore 54 % des ouvriers de l'industrie en 1979. Un dissident estime qu'en URSS « se déroule en permanence une grève générale "à l'italienne" qui a une signification non seulement économique mais aussi politique, car elle favorise la fermentation des esprits (...) La dialectique est la suivante : d'un côté, elle est, aussi paradoxal que cela puisse paraître, un facteur de stabilité (les gens se satisfont de ce qu'on les laisse travailler comme bon leur semble et ne se dressent pas contre le système), mais d'un autre côté cela conduit à la stagnation économique, ce qui a son tour engendre la dissidence. Aussi, la stabilité est illusoire, purement apparente » (10).

Youri Vladimirovitch Andropov (novembre 1982-février 1984)

Si la pression et la surveillance constante exercées sur la population, si la peur et la répression brutale de toute révolte expliquent en partie les formes individuelles prises par la résistance ouvrière, elle n'en sont pas les seules causes. Le pouvoir à mis en place un sytème de contrôle social tel qu'il a réussi à détruire dans une large mesure les comportements et la conscience de groupe chez les travailleurs, il a réussi à atomiser, à individualiser la protestation.

L'extension « totalitaire du pouvoir d'Etat alimente et soutien l'entreprise largement réussie de destruction par anticipation des activités de classe : destruction non seulement des conduites collectives (qui réapparaissent cependant de façon irruptive, émeutes, grèves insurrectionnelles) mais aussi de leurs conditions, c'est-à-dire des activités de formation et d'expression de la conscience. Il y a bien une entreprise de désocialisation... elle se remarque d'abord par le fait que l'Etat s'interpose entre les individus dès que leur rencontre pourrait avoir un caractère social, public, en imposant son code comme signe de ralliement réel ou simulé et d'allégeance entrainant une **atomisation** généralisée ; elle se marque aussi par la situation **d'enfermement** qui est celle de la société toute entière (fermeture des frontières, limitation des échanges politiques et culturels), l'Etat s'interposant autant qu'il le peut entre les membres de la société et ceux de toutes les autres ». (11)

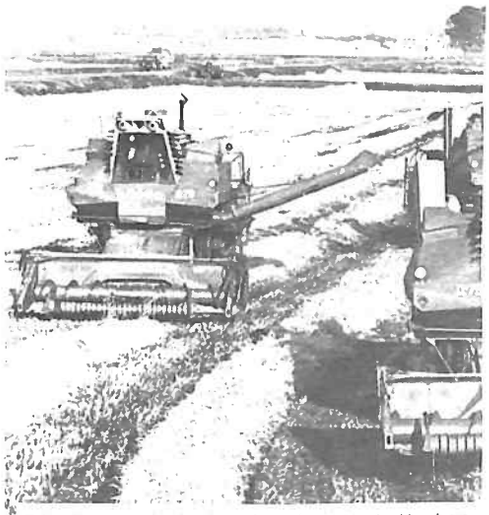
...A LA LUTTE COLLECTIVE

Malgré cette situation, il semble que l'on assiste depuis le milieu des années 70 à une **lente progression** des comportements collectifs au sein de la classe ouvrière qui tend à se regrouper pour discuter, rédiger et diffuser des textes et pour agir. Des travailleurs envoient des pétitions collectives aux autorités, d'autres diffusent des textes critiquant le rôle et le fonctionnement des syndicats où des textes de solidarité avec les ouvriers polonais en butte à la répression. A partir de 1977 plusieurs groupes tentent de jeter les bases de syndicats libres. Et de plus en plus l'arme de la grève est utilisée pour faire aboutir les revendications.

En URSS, le droit de grève ne figure pas dans la constitution et le code pénal prévoit que tout participant à une grève est passible de trois ans de réclusion.

Les grèves éclatent le plus souvent à la suite d'un événement ayant des conséquences directes sur la vie des travailleurs, événements qui peuvent être la disparition de produits alimentaires dans les magasins, un relèvement des normes de production, une augmentation des prix, un excès de zèle de l'encadrement ou de la milice. Cet événement sert de détonateur aux mécontentements accumulés.

La grève ne dure jamais plus de quelques heures (un ou deux jours au maximum). Le pouvoir ne peut se permettre de laisser une grève durer, cette situation pendant laquelle



Récolteuses de riz dans les champs du Kouban.

des rapports nouveaux se créent entre les travailleurs, des liens se tissent. L'issue du conflit doit donc être immédiate : satisfaction des revendications ou répression brutale.

Dans un cas, lorsque la grève est isolée et que les revendications restent limitées, les autorités acceptent de négocier après avoir essayé d'exercer de nombreuses pressions, et immédiatement donnent gain de cause, partiellement ou totalement aux grévistes : la mesure contestée est annulée, les magasins sont réapprovisionnés... Au cours de la semaine qui suit, une répression limitée se fait en « douceur » : interrogatoires par le KGB, déplacement ou licenciement des « meneurs » et parfois arrestation de certains d'entre-eux. (8)

Dans l'autre cas, les autorités refusent de négocier et font intervenir la milice et l'armée. La grève peut s'étendre à d'autres usines, des manifestations sont organisées qui prennent pour objectifs les bâtiments symbole de l'oppression, ou des magasins. Les affrontements avec les forces armées font parfois de nombreuses victimes et de nombreux grévistes sont arrêtés, torturés, emprisonnés ou déportés comme à Alexandrov et Novotcherkask en 1961 et 1962 ou plus récemment à Dniepropetrovsk en 1972 (nombreux morts) et à Iaroslav en 1977 (13 morts).

Les grèves ont quatre causes principales : l'absence de logements décents, les mauvaises conditions de travail, le niveau des salaires et des prix (environ un tiers des conflits) et les pénuries de produits alimentaires. Les mouvements de protestation contre le manque de biens alimentaires (à l'origine de plus de la moitié des grèves) semblent être souvent les plus dangereux pour le pouvoir car ils ne concernent pas seulement les ouvriers d'une seule usine, mais l'ensemble des travailleurs de la population exploitée d'une ville ou d'une région entière.

Une majorité des grèves se déroulent dans les Républiques (Ukraine, Lituanie, Lettonie, Estonie) les plus politisées ou existent un fort sentiment communautaire ancré dans les populations et où vivent de nombreux mouvements politiques et culturels, autonomistes ou indépendantistes. les

revendications nationales déjà exprimées lors des grandes grèves des camps du Goulag qui suivirent la mort de Staline, continuent à se mêler à certaines luttes ouvrières de ces dernières années.

L'organisation économique et politique du système, la centralisation du pouvoir font que toute revendication économique au niveau de l'entreprise est directement dirigée contre l'appareil politique, contre le pouvoir central, et remet en cause celui-ci.

Il ne semble pas que dans les années à venir, l'URSS de Tchernenko puisse apporter une amélioration significative et durable des conditions de vie et de travail de la majorité des travailleurs et faire disparaître les principales causes directes des luttes ouvrières qui se multiplient.

Pendant son bref passage au sommet de l'Etat (novembre 82, février 84), Andropov n'a pris, dans le domaine économique, que quelques timides mesures (circonscrites à quelques secteurs et à de rares républiques) allant dans le sens d'un élargissement de l'autonomie accordée à certaines entreprises en matière de planification, de prix et de salaires, mais aussi dans le sens d'un accroissement de la répression des travailleurs « paresseux ».

Grévée par de colossales dépenses d'armement qui prennent une proportion de plus en plus importante (9,6 % du PNB en 1967, 15 % en 1981), l'économie soviétique est caractérisée par un immobilisme imposé par de larges couches de sa bureaucratie soucieuse de préserver ses privilèges et par une faiblesse chronique de la productivité tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Seule une profonde réforme de ses structures, de son organisation et de son fonctionnement pourrait aboutir à une évolution significative de la situation. Mais, pour deux raisons au moins, cette réforme semble improbable :

— elle devrait remettre en cause les privilèges d'une partie importante de la bureaucratie qui ferait tout pour la saboter ;

— elle devrait nécessairement desserrer l'étau de l'appareil bureaucratique et le contrôle social qui maintient la société « atomisée » et donc donner aux classes exploitées la possibilité de recréer un tissu social indispensable à leur expression et à des luttes collectives capables de mettre en danger le système.

Les territoires de son « Empire » régulièrement ébranlés par les luttes de la classe ouvrière en R.D.A, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne ; empêtré dans des difficultés économiques aggravées par la résistance massive des travailleurs à toute tentative d'accroissement de la productivité ; fissuré par les luttes de l'intelligensia dissidente, les luttes des minorités nationales et religieuses, et de la classe ouvrière ; la stabilité du capitalisme d'Etat de l'URSS n'est qu'apparente.

La propagande officielle qui proclame que la dictature du prolétariat instaurée en 1917 a accompli sa mission historique et transformé l'URSS en un Etat de tous les travailleurs d'où a disparu toute lutte de classe, ne dissimule plus à personne les contradictions d'un système où l'exploitation brutale du travail salarié reste l'un des fondements.

« Une mer de feu. Des cris. Les hurlements de triomphe des insurgés. La nuit se mit à préfigurer cette autre nuit, prochaine, qui tombera comme un enfer sur toute la Russie... »

Mikhail Zotov (8)

NOTES

(1) Devant la guerre. Castoriadis (Fayard).

(2) Le régime social de la Russie. Castoriadis (Fayard).

(3) Histoire de la dissidence. J. Chiama et J.-F Soulet (Seuil).

(4) Ministère des affaires intérieures.

(5) Cf. carte.

(6) Les soulèvements ouvriers des années 60. L'Alternative n° 3.

(7) Syndicalisme et liberté en Union soviétique (Maspero).

(8) Grève décrite par M. Zotov. Le Feu Souterrain (ad hoc)

(9) Principes organisationnels du SMOT. Le Feu Souterrain.

(10) Sans peur et sans haine. L'Alternative n° 1.

(11) De la dissidence. C. Orsoni (Nautilus).

BIBLIOGRAPHIE UTILISÉE

LES LIVRES :

— Histoire de la dissidence. J Chiama et JF Soulet (Seuil).

— Travail et travailleurs en URSS. J. Sapir (La découverte).

— L'Utopie au pouvoir. M. Heller et A. Nekrich (Calman Levy).

— La Nomenklatura. M. Volensky. (Livre de poche).

— Le régime social de la Russie. Castoriadis (Le vent du Ch'min).

— Devant la guerre. Castoriadis (Fayard).

— Chronique des petites gens d'URSS (Seuil).

— Syndicats libres en URSS (Points).

— Syndicalisme et liberté en Union soviétique (Maspero).

— Le Feu souterrain (ad hoc)

— De la dissidence. C. Orsoni (Nautilus).

— L'Archipel du Goulag. Soljenitsyne.

— Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie. A. Skirda (A.S.)

LA PRESSE :

— Cahiers du Samizdat (édités à Bruxelles).

— L'Alternative

— IztoK, revue libertaire sur les pays de l'Est.

— IRL, Le Monde libertaire, Tout le pouvoir aux travailleurs.

— Rouge, Critique communiste, Libération, Le Monde, Le Nouvel économiste, l'expansion, Problèmes économiques, Le Courrier des Pays de l'Est.

Pourquoi ne pas essayer, ne pas passer l'interdit ?

Un loup ne peut pas, ne doit pas, agir autrement.
Voilà, l'heure est venue pour moi.
Celui à qui je suis destiné
Sourit et épaule son fusil.

C'est la chasse aux loups, la chasse
Aux fauves gris, aux mâles et aux chiots.
Les rabatteurs crient, les chiens hurlent à en vomir.
Sur la neige, du sang et les taches rouges des drapeaux.

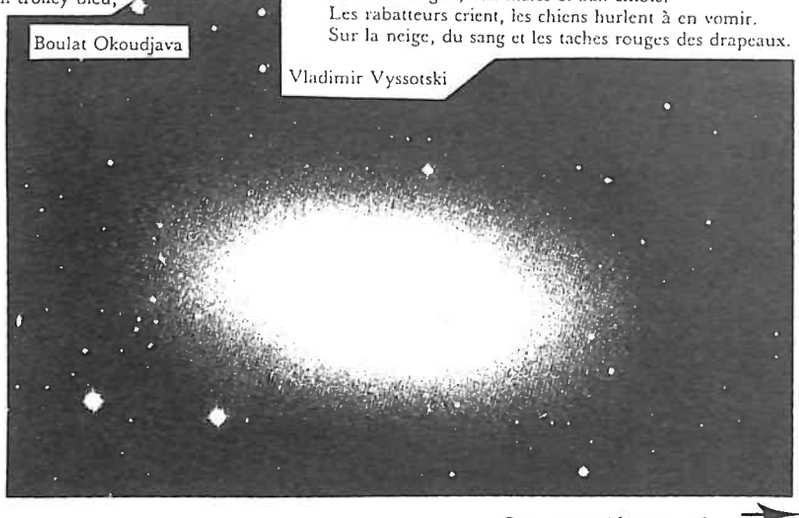
J'ai fait refus d'obéissance, j'ai franchi la ligne
Des drapeaux. La soif de vivre a été la plus forte.
Joyeux, j'ai juste entendu, derrière moi,
Les cris étonnés des hommes.

Je fuis, à me rompre les veines, de toutes mes forces,
Mais aujourd'hui ne sera pas comme hier.
Ils m'ont traqué, traqué,
Mais sont restés les mains vides.

C'est la chasse aux loups, la chasse
Aux fauves gris, aux mâles et aux chiots.
Les rabatteurs crient, les chiens hurlent à en vomir.
Sur la neige, du sang et les taches rouges des drapeaux.

Quand je n'ai pas la force de vaincre le malheur,
Quand en moi monte le désespoir,
Je prends en marche un trolley bleu,
Le dernier trolley,
Pour n'importe où.

Boulat Okoudjava



Vladimir Vyssotski

LES CLASSES SOCIALES EN URSS *

Classes sociales	Population active (en milliers)	%
Bureaucratie agraire	3368	2,30
Paysans travailleurs	30310	20,70
Travailleurs salariés ordinaires non agricoles	81473	55,64
Travailleurs salariés privilégiés	20000	13,66
Bureaucratie non agraire	11275	7,70
Total population active	146426	100,00

* D'après Castoriadis « Devant la guerre »

GRÈVE DES CHAUFFEURS DES TRANSPORTS PUBLICS DE TOGLIATTI 10 août 1979

La grève des chauffeurs des transports publics de Togliatti constitue une illustration concrète du mouvement ouvrier dans les conditions du totalitarisme. Un exemple de lutte dans un pays où les ouvriers sont privés de tout organe de défense, où ils n'ont pas leurs syndicats et où ceux qui existent officiellement ne défendent, c'est bien connu, que les intérêts du parti et du pouvoir.

Ainsi, dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 août, une « garmochka », grand autobus à soufflet, fut placée en travers des portes grandes ouvertes du dépôt de la compagnie, l'accès s'en trouvant de ce fait barré. Cela devait interdire aux éventuels briseurs de grève de pénétrer dans l'enceinte du dépôt. En conséquence, plus de deux cents autobus desservant la ligne Avtograd-VAZ ne purent prendre le départ. A la reprise du travail (vers 5 ou 6 heures du matin), un groupe de quinze à vingt grévistes avait formé un piquet devant l'entrée du dépôt. Ils avaient en main, mises par écrit, leurs revendications en quinze points portant sur la révision des salaires, la destitution d'un chef détesté, accompagnées de l'avertissement qu'en cas d'arrestation d'un seul des grévistes, la grève reprendrait immédiatement.

La direction, le comité du parti et le comité d'usine tentèrent de raisonner les grévistes en consentant à prendre leur cahier de revendications et à l'examiner, à condition que les chauffeurs reprennent immédiatement le travail. Les grévistes rejetèrent cette proposition et déclarèrent qu'ils ne négocieraient qu'avec les représentants du comité régional, ou, tout au moins, du comité urbain. La direction, espérant toujours faire céder les grévistes par ses propres moyens, laissa traîner les choses. On fit intervenir des briseurs de grève qui sommèrent les grévistes de laisser sortir leurs véhicules. « Si vous ne voulez pas le faire, vous pouvez rester et nous les conduirons ! » Mais les grévistes étaient inébranlables dans leur détermination de ne laisser entrer personne, et on en vint aux mains. Deux briseurs de grève, au moins, furent frappés jusqu'au sang.

S'étant convaincue qu'elle ne parviendrait pas à faire céder les chauffeurs, la direction fit appel aux autorités. La milice et les guébistes arrivèrent avec les représentants de la ville et de la région aux portes du dépôt. Ils tentèrent de s'emparer de deux grévistes, sous le prétexte qu'ils troublaient l'ordre public. Mais les autres obtinrent sur-le-champ leur libération.

Entre temps, des milliers d'ouvriers de VAZ (1) s'étaient rassemblés aux arrêts d'autobus et attendaient en vain leur bus. Au lieu de ça, ce sont des rumeurs sur la grève des chauffeurs qui se mirent à circuler. La foule rassemblée aux arrêts se divisa. Les uns se mirent en route à pied vers VAZ, distant de quinze à vingt kilomètres, les autres continuèrent à attendre. Chaque heure d'immobilisation de VAZ représentait des millions de pertes. C'est pourquoi les autorités qui s'étaient présentées pour négocier avec les chauffeurs firent à la hâte des concessions, acceptant de satisfaire toutes les revendications essentielles des chauffeurs...

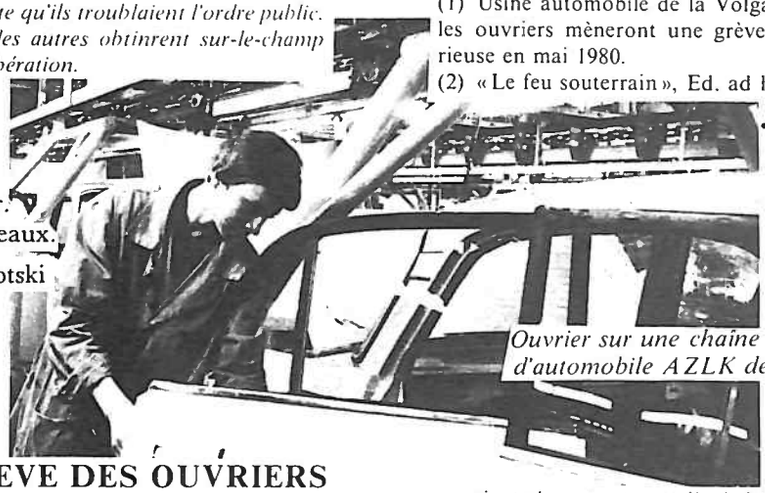
En conclusion, les chauffeurs obtinrent l'argent qu'ils exigeaient, le directeur et le comptable de la compagnie furent démis de leurs fonctions et, pour l'instant, personne parmi les grévistes n'a été inquiété, bien que beaucoup d'entre eux soient convoqués pour des entretiens, par diverses instances, comité du parti, direction, comité d'usine. Il y a eu des cas de convocations au KGB et d'interrogatoires mais, aujourd'hui, nous le répétons, aucun des grévistes n'a été arrêté ou licencié.

Mikhaïl Zotov septembre 79 (2)

(1) Usine automobile de la Volga, dont les ouvriers mèneront une grève victorieuse en mai 1980.
(2) « Le feu souterrain », Ed. ad hoc.

C'est la chasse aux loups, la chasse
Aux fauves gris, aux mâles et aux chiots.
Les rabatteurs crient, les chiens hurlent à en vomir.
Sur la neige, du sang et les taches rouges des drapeaux.

Vladimir Vyssotski



Ouvrier sur une chaîne de l'usine d'automobile AZLK de Moscou

MINEURS EN LUTTE — 1979 - 1980 —

*En juin 1979, les mineurs de Novokouznetsk se sont mis en grève pour protester contre la suppression des rations alimentaires supplémentaires auxquelles les mineurs ont droit. " Un comité de grève a été formé qui a refusé de négocier avec les autorités locales. Alors, des envoyés de Moscou ont promis de rétablir le ravitaillement ; la grève n'a cessé qu'avec le retour du ravitaillement "**

*Au printemps 1980, dans les mines de Vorkouta, " le planning de travail a été modifié, avec pour conséquences pour les mineurs de travailler deux à trois jours de plus par mois pour le même salaire. La première mine a accepté sans réagir, la seconde a fait grève et le nouveau planning y a été retiré. La troisième mine a envoyé des représentants auprès de l'administration. Ils ont menacé de démissionner en masse des syndicats officiels et d'adhérer au SMOT. Le planning a été immédiatement retiré : la seule menace de démission du syndicat avait suffit. "**

* **Non, la classe ouvrière n'est pas passive...** Wladimir Borissov (L'Alternative n°7).

GREVE DES OUVRIERS DE L'USINE AUTOMOBILE V.A.Z DE TOGLIATTI 6 et 7 mai 1980

Depuis 1970, Togliatti ville de 480000 habitants sur la Volga (près de Kouybitchev) possède la plus importante unité de production automobile d'URSS. Entrée en activité en 1970, après 3 années de construction (800 millions de dollars d'investissement) l'usine V.A.Z. emploie plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers et possède une capacité de production de 700000 voitures par an, soit 55 % des automobiles fabriquées en Union soviétique. Elle produit des Zliguli, dérivées des modèles Fiat 124 et 125, vendues sous la marque « Lada » en Europe occidentale. Construite à l'aide de Fiat et la volonté d'en faire une réalisation pilote, l'usine s'est équipée ces dernières années de machines automatisées et de robots, notamment allemands. Un bureau d'étude californien et la firme Porsche auraient récemment contribué à la mise au point d'un nouveau modèle de Lada.

Les 6 et 7 mai 1980 une grève de deux jours a paralysé la production entrainant la mise au chômage technique de 170000 personnes et une perte de fabrication de 4000 véhicules. Ce sont plusieurs milliers d'ouvriers (parmi les mieux payés d'URSS) qui cessent le travail pour protester contre les insuffisances d'approvisionnement des magasins de la ville, en produits laitiers et en viande. Les chauffeurs de bus de la ville (qui avaient déjà mené neuf mois plutôt une grève victorieuse sur les salaires) se seraient joints au mouvement. La grève n'a pris fin que le lendemain avec la livraison dans les magasins d'importantes quantités de lait et de viande prélevées sur les réserves de l'Etat. Aucun des grévistes n'a été inquiété.

Le même jour, les ouvriers de l'usine automobile G.A.Z de Gorki se sont mis en grève, avec les mêmes revendications, pendant 48 heures. Quatre personnes au minimum ont été arrêtées.

GRÈVE DES CHAUFFEURS DES TRANSPORTS PUBLICS DE TOGLIATTI 10 août 1979

La grève des chauffeurs des transports publics de Togliatti constitue une illustration concrète du mouvement ouvrier dans les conditions du totalitarisme. Un exemple de lutte dans un pays où les ouvriers sont privés de tout organe de défense, où ils n'ont pas leurs syndicats et où ceux qui existent officiellement ne défendent, c'est bien connu, que les intérêts du parti et du pouvoir.

Ainsi, dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 août, une «garmochka», grand autobus à soufflet, fut placée en travers des portes grandes ouvertes du dépôt de la compagnie, l'accès s'en trouvant de ce fait barré. Cela devait interdire aux éventuels briseurs de grève de pénétrer dans l'enceinte du dépôt. En conséquence, plus de deux cents autobus desservant la ligne Avtograd-VAZ ne purent prendre le départ. A la reprise du travail (vers 5 ou 6 heures du matin), un groupe de quinze à vingt grévistes avait formé un piquet devant l'entrée du dépôt. Ils avaient en main, mises par écrit, leurs revendications en quinze points portant sur la révision des salaires, la destitution d'un chef détesté, accompagnées de l'avertissement qu'en cas d'arrestation d'un seul des grévistes, la grève reprendrait immédiatement.

La direction, le comité du parti et le comité d'usine tentèrent de raisonner les grévistes en consentant à prendre leur cahier de revendications et à l'examiner, à condition que les chauffeurs reprennent immédiatement le travail. Les grévistes rejetèrent cette proposition et déclarèrent qu'ils ne négocieraient qu'avec les représentants du comité régional, ou, tout au moins, du comité urbain. La direction, espérant toujours faire céder les grévistes par ses propres moyens, laissa traîner les choses. On fit intervenir des briseurs de grève qui sommèrent les grévistes de laisser sortir leurs véhicules. « Si vous ne voulez pas le faire, vous pouvez rester et nous les conduirons ! » Mais les grévistes étaient inébranlables dans leur détermination de ne laisser entrer personne, et on en vint aux mains. Deux briseurs de grève, au moins, furent frappés jusqu'au sang.

S'étant convaincue qu'elle ne parviendrait pas à faire céder les chauffeurs, la direction fit appel aux autorités. La milice et les guébistes arrivèrent avec les représentants de la ville et de la région aux portes du dépôt. Ils tentèrent de s'emparer de deux grévistes, sous le prétexte qu'ils troublaient l'ordre public. Mais les autres obtinrent sur-le-champ leur libération.

Entre temps, des milliers d'ouvriers de VAZ (1) s'étaient rassemblés aux arrêts d'autobus et attendaient en vain leur bus. Au lieu de ça, ce sont des rumeurs sur la grève des chauffeurs qui se mirent à circuler. La foule rassemblée aux arrêts se divisa. Les uns se mirent en route à pied vers VAZ, distant de quinze à vingt kilomètres, les autres continuèrent à attendre. Chaque heure d'immobilisation de VAZ représentait des millions de pertes. C'est pourquoi les autorités qui s'étaient présentées pour négocier avec les chauffeurs firent à la hâte des concessions, acceptant de satisfaire toutes les revendications essentielles des chauffeurs...

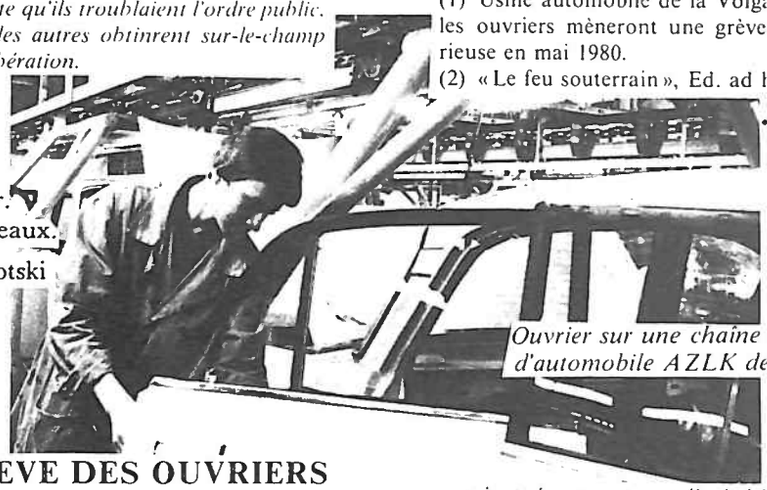
En conclusion, les chauffeurs obtinrent l'argent qu'ils exigeaient, le directeur et le comptable de la compagnie furent démis de leurs fonctions et, pour l'instant, personne parmi les grévistes n'a été inquiété, bien que beaucoup d'entre eux soient convoqués pour des entretiens, par diverses instances, comité du parti, direction, comité d'usine. Il y a eu des cas de convocations au KGB et d'interrogatoires mais, aujourd'hui, nous le répétons, aucun des grévistes n'a été arrêté ou licencié.

Mikhaïl Zotov septembre 79 (2)

(1) Usine automobile de la Volga, dont les ouvriers mèneront une grève victorieuse en mai 1980.
(2) « Le feu souterrain », Ed. ad hoc.

C'est la chasse aux loups, la chasse
Aux fauves gris, aux mâles et aux chiots.
Les rabatteurs crient, les chiens hurlent à en vomir.
Sur la neige, du sang et les taches rouges des drapeaux.

Vladimir Vyssotski



Ouvrier sur une chaîne de l'usine d'automobile AZLK de Moscou

MINEURS EN LUTTE — 1979 - 1980 —

*En juin 1979, les mineurs de Novokouznetsk se sont mis en grève pour protester contre la suppression des rations alimentaires supplémentaires auxquelles les mineurs ont droit. " Un comité de grève a été formé qui a refusé de négocier avec les autorités locales. Alors, des envoyés de Moscou ont promis de rétablir le ravitaillement ; la grève n'a cessé qu'avec le retour du ravitaillement "**

*Au printemps 1980, dans les mines de Vorkouta, " le planning de travail a été modifié, avec pour conséquences pour les mineurs de travailler deux à trois jours de plus par mois pour le même salaire. La première mine a accepté sans réagir, la seconde a fait grève et le nouveau planning y a été retiré. La troisième mine a envoyé des représentants auprès de l'administration. Ils ont menacé de démissionner en masse des syndicats officiels et d'adhérer au SMOT. Le planning a été immédiatement retiré : la seule menace de démission du syndicat avait suffit. "**

* **Non, la classe ouvrière n'est pas passive...** Wladimir Borissov (L'Alternative n°7).

GREVE DES OUVRIERS DE L'USINE AUTOMOBILE V.A.Z DE TOGLIATTI 6 et 7 mai 1980

Depuis 1970, Togliatti ville de 480000 habitants sur la Volga (près de Kouybitchev) possède la plus importante unité de production automobile d'URSS. Entrée en activité en 1970, après 3 années de construction (800 millions de dollars d'investissement) l'usine V.A.Z. emploie plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers et possède une capacité de production de 700000 voitures par an, soit 55% des automobiles fabriquées en Union soviétique. Elle produit des Zliguli, dérivées des modèles Fiat 124 et 125, vendues sous la marque « Lada » en Europe occidentale. Construite à l'aide de Fiat et la volonté d'en faire une réalisation pilote, l'usine s'est équipée ces dernières années de machines automatisées et de robots, notamment allemands. Un bureau d'étude californien et la firme Porsche auraient récemment contribué à la mise au point d'un nouveau modèle de Lada.

Les 6 et 7 mai 1980 une grève de deux jours a paralysé la production entrainant la mise au chômage technique de 170000 personnes et une perte de fabrication de 4000 véhicules. Ce sont plusieurs milliers d'ouvriers (parmi les mieux payés d'URSS) qui cessent le travail pour protester contre les insuffisances d'approvisionnement des magasins de la ville, en produits laitiers et en viande. Les chauffeurs de bus de la ville (qui avaient déjà mené neuf mois plutôt une grève victorieuse sur les salaires) se seraient joints au mouvement. La grève n'a pris fin que le lendemain avec la livraison dans les magasins d'importantes quantités de lait et de viande prélevées sur les réserves de l'Etat. Aucun des grévistes n'a été inquiété.

Le même jour, les ouvriers de l'usine automobile G.A.Z de Gorki se sont mis en grève, avec les mêmes revendications, pendant 48 heures. Quatre personnes au minimum ont été arrêtées.

LUTTE DE CLASSE ET QUESTION NATIONALE (1)

— L'exemple de l'Ukraine —

Depuis 1917, le peuple d'Ukraine a montré que s'il souhaitait abattre le régime tsariste, il ne voulait pas tomber sous le joug d'un autre pouvoir, celui des bocheviques. Devenue une république fédérée de l'URSS en 1922, après la défaire du mouvement insurrectionnel paysan makhnoviste qui se battait pour la construction d'une société communiste-libertaire, l'Ukraine a connu depuis cette époque une importante modification de sa structure de classe. Si au début du siècle, la classe ouvrière était minoritaire au sein d'une société artificiellement paysanne, elle représentait 50 % de la population en 1970 (doublant de 1940 à 1970).

Aujourd'hui, la république d'Ukraine compte 50 millions d'habitants dont 73,5 % d'Ukrainiens et 21 % de Russes.

De nombreux opposants considèrent que l'Ukraine subit une exploitation de type colonial de la part du régime de Moscou. En effet :

— Entre 59 et 70, la moitié du capital produit en Ukraine a été réinvesti hors de la république ;

— une partie importante de la production agricole est exportée hors des frontières de l'Ukraine, créant ainsi une situation de pénurie de produits alimentaires, source de nombreux et violents conflits ;

village en Ukraine.

— il existe une « division culturelle » du travail : les emplois les plus pénibles et les plus mal payés étant occupés par les ukrainiens alors que les postes de direction et les professions de l'intelligentsia sont réservés en grande partie aux Russes.

— toute expression de la culture ukrainienne est étouffée et durement réprimée par le pouvoir central.

Cette situation et la longue tradition de lutte du peuple d'Ukraine a aboutit à ce que la classe ouvrière soit, depuis la mort de Staline, l'une des plus politisée et des plus combatives d'URSS, et que ses luttes contre les mauvaises conditions de vie et de travail, contre le système de gestion des entreprises soient étroitement liées à ses revendications de libération nationale.

En 1953 les Ukrainiens qui représentaient 50 à 70 % de la population pénitenciaire participèrent activement aux soulèvements des camps, posant les problèmes des minorités nationales. Avec la « déstalinisation » en 1956, le nombre de conflits sociaux sur les lieux de travail augmenta sensiblement et comme le reconnaissait la *Pravda*, dans certaines entreprises, les travailleurs voulaient abolir le système de direction unique et introduire le contrôle ouvrier. La majorité des adhérents des deux principaux groupes clandestins formés après 56 (Le Parti unifié de la libération de l'Ukraine et l'Union ouvrière et paysanne ukrainienne), étaient des ouvriers. Ce sont également des ouvriers qui créeront en 1961 un Comité national ukrainien. En 1962, dans le Donbass, le mouvement de grèves et d'émeutes conduisit à une situation semi-insurrectionnelle. Le 1er mai 1964 les ouvriers d'une usine près de Kiev réclamaient « l'Ukraine libre ». Des mouvements de luttes radicales à Prioulouk, à Vychgorod (où les grévistes réclamaient « tout le pouvoir aux soviets ») et dans la région de Dneproderjinsk, marquèrent la décennie 65-75. Plus récemment, au printemps 81, une vague de protestations et de grèves a secoué toute la région de Kiev.

L'une des causes principales de la toute relative passivité des classes exploitées en URSS est l'atomisation poussée de la société « soviétique », l'entreprise de « désocialisation » menée et largement réussie par le pouvoir. LE SENTIMENT D'APPARTENANCE A UN ESPACE GÉOGRAPHIQUE, A UNE COMMUNAUTÉ, A UNE CULTURE, tel qu'il apparaît aujourd'hui avec force en Ukraine, les liens de solidarité que cela implique, constituent un tissu social à partir duquel peuvent se développer des luttes COLLECTIVES mettant en mouvement de larges couches de la population ouvrière et paysanne.

« Nous déclarons que le mouvement insurrectionnel populaire qui se développe actuellement en Ukraine constitue le début de la grande TROISIÈME RÉVOLUTION, qui libèrera définitivement les classes laborieuses de toute oppression de l'Etat et du Capital, privé ou étatique » **(2).**

(1) Dans un prochain article nous essayerons de faire le point sur les luttes de minorités nationales en URSS.

(2) Texte de la Makhnovtchina (1919). Makhno, le cosaque de l'anarchie (A. Skirda).

Quand je reviendrai
Ne ris pas
Quand je reviendrai février
Quand sur la neige de
Courant sans toucher
Sur ce qui fut des
D'un souffle, je
L'abri et la
Et je répondrai, tressaillant de bonheur,
A ton cri d'oiseau qui appelle
Quand je reviendrai
Quand je reviendrai ne ris pas
Ecoute, écoute,
Quand je reviendrai
J'irai dans cette maison, pareille à nulle autre
A la coupole si bleue
Que le ciel même ne peut rivaliser
Et l'odeur de l'encens
Comme l'odeur du pain que l'on donne aux
pauvres
Me frappera au visage
Et emplira mon cœur
Quand je reviendrai

Alexandre Galitch

LES FORCES ARMÉES DE L'APPAREIL RÉPRESSIF

Pour faire face à toutes tentatives de mouvements de masse, le régime de Moscou s'est forgé un appareil répressif armé puissant et efficace.

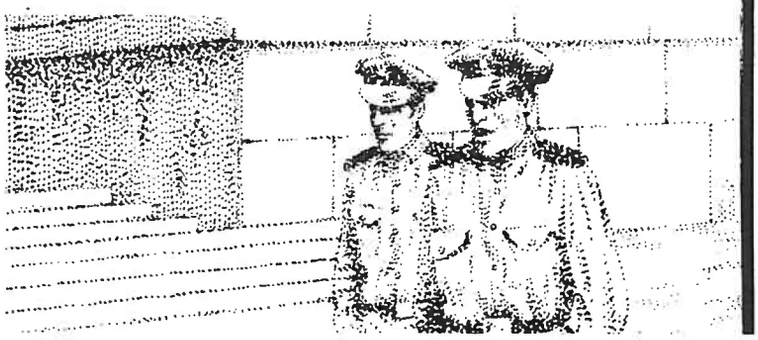
L'armée, dont une partie de ses 4 millions d'hommes est stationnée dans les pays de l'Est, est utilisée contre des mouvements de grande ampleur. Pour diminuer les risques de fraternisation entre soldats et ouvriers (comme à Novotcherkask en 1962), le pouvoir se sert de régiments composés de soldats d'autres nationalités que celle à laquelle appartiennent les insurgés.

La police, qui ne forme pas un corps homogène, est constituée de la milice, des organes du M.V.D. et du K.G.B.

La milice a pour tâche de réprimer les infractions à la loi (délits et crimes). L'excès de zèle de nombreux miliciens entraîne parfois des réactions violentes de la population.

Le M.V.D. (Ministère des affaires intérieures) a mis en place dans les grandes concentrations industrielles, comme la région de Moscou, l'Oural ou le Donbass, des détachements armés entraînés à la répression des luttes ouvrières.

Le K.G.B (Comité de la sécurité de l'Etat) est un organisme chargé du renseignement à l'étranger et du contre-espionnage, mais aussi de la police politique et du maintien de l'ordre. Fort de 700.000 personnes, le K.G.B. possède de puissantes Divisions d'intervention spéciale (D.O.N.), capables de réduire la rébellion de n'importe quelle unité de l'armée ou de suppléer celle-ci lorsqu'elle fait défaut pour réprimer des mouvements populaires.



LES OUVRIÈRES SOVIÉTIQUES

En URSS, les femmes représentent 51 % des salariés (elles ne représentent en France que 33% de la population active).

«Le socialisme a modifié de façon radicale la condition de la femme dans la société, il lui assure l'égalité dans tous les domaines de la vie sociale et politique, de larges possibilités pour s'instruire et révéler ses talents, il a créé les conditions d'une heureuse maternité»

La réalité de la vie des travailleurs en URSS est bien entendu loin de ce genre de discours officiel.

Si en droit, les femmes sont égales aux hommes, elles occupent en fait les emplois les plus défavorisés. Une enquête réalisée en 1971 révélait que 66% des femmes travaillant occupaient des postes non qualifiés (contre 19 % des hommes) et seulement 4% des postes très qualifiés (contre 31 % des hommes). Par ailleurs, la moyenne des salaires féminins est de 25 % à 30 % inférieure à celle des salaires masculins.

En dehors de l'usine, les femmes effectuent 3 à 5 heures par jour de travail ménager (deux fois plus de temps que celui consacré par les hommes à ces tâches). En raison des pénuries, et dans la mesure où les achats restent très souvent une activité qui leur incombe, elles voient le temps qu'il leur reste de libre largement empiété par celui perdu dans les files d'attente.

En ce qui concerne «les conditions d'une heureuse maternité», de nombreux témoignages montrent que les femmes parviennent souvent à la grossesse avec une santé précaire (épuisées par leurs triples journées de travail, minées par de multiples avortements qui viennent pallier la carence de moyens contraceptifs), et décrivent des conditions inhumaines d'accouchement et d'avortement.

Dans les luttes, les femmes prennent une part active et parfois importante. En 1962 à Novotcherkask, les ouvrières des usines textiles ont contribué largement à l'extension du mouvement. On connaît aussi des grèves menées par des femmes à Gorki en 1969, à Sverdlovsk en 1970 ou à Postov-sur-le-Don en 1976 où des femmes saccagèrent des magasins pour protester contre l'absence de produits alimentaires.

Consulter : Quand le féminisme resurgit à Leningrad... L'ALTERNATIVE N° 3.

Voix de femmes en Russie. Tatiana Mamonova. (Gonthier/Denoël).

SELON UN RAPPORT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

LE MONDE

La vodka tue chaque année un million de Soviétiques

Moscou *(AFP)*. – L'URSS comptait en 1980 *« quarante millions d'alcooliques et d'ivrognes »* officiellement fichés, soit un sixième de sa population, révèle un rapport confidentiel de l'Académie des sciences de l'Union soviétique. Destinée aux seuls cadres supérieurs du parti, cette étude a été réalisée par la section sibérienne de l'Académie des sciences d'URSS, basée à Novossibirsk, le principal centre de recherche scientifique du pays. Ses résultats sont, de l'avis d'experts occidentaux, les plus accablants sur les ravages de l'alcoolisme en URSS de tous ceux publiés à ce jour.

Tandis que la vodka tue chaque année un million de Soviétiques, le nombre d'alcooliques cliniquement malades est évalué à dix-sept millions, les autres étant considérés comme de gros buveurs sans avoir encore atteint l'état pathologique.

« Cette folie de la boisson a pour résultat une dégénérescence progressive de la nation, en particulier de la nation russe (...). C'est la plus grande tragédie de notre histoire millénaire », déclarent les savants soviétiques. Pour eux, *« toutes les palabres sur les Pershing et la tension internationale sont dérisoires »* comparées à cet état de choses.

Le doyen d'un institut pédagogique affirme que 16,50 % des enfants nés en 1982 étaient débiles, soit un enfant sur six.

La consommation de vodka augmente constamment en URSS : elle est passée de moins de 5 litres en 1952 à 30 litres en 1983 par individu et par an.

Dans un pays qui ne publie aucune statistique en la matière, le rapport révèle que le taux de mortalité s'est accru de 47 % entre 1960 et 1980, passant de 7,1 à 10,4 pour mille habitants. Alors que l'URSS compte proportionnellement six fois plus de médecins que la Chine, le taux de mortalité y est de 50 % supérieur, note-t-il.

La vente de la vodka rapporte à l'Etat soviétique 45 milliards de roubles par an (56 millions de dollars), alors que les pertes causées à son économie par l'alcoolisme se chiffrent à 180 milliards de roubles (225 milliards de dollars), précise l'étude. L'alcoolisme, poursuit l'étude de Novossibirsk, est à l'origine de 85 % des meurtres, viols, actes de banditisme et vols. Les sociologues soviétiques dressent un tableau bien sombre de la campagne sibérienne, où, disent-ils, il n'y a pratiquement pas de conducteurs de machines agricoles qui atteignent l'âge de la retraite (soixante ans). Rien d'étonnant à cela, *« puisqu'ils travaillent tant bien que mal dans la matinée, avec une seule idée en tête, celle de se saouler l'après-midi »*. Pour eux, *« rencontrer le soir un Sibérien sobre équivaut à rencontrer un Martien »*.

L'MOUV'MENT

Journées libertaires de Lyon

Nous vous informons que la Coordination libertaire de Lyon organisera, le week-end du **18 et 19 mai 1985**, les deuxièmes journées libertaires de Lyon. Cette manifestation aura lieu au centre Pierre Valdo, dans le 5eme arrondissement de Lyon.

Au programme

Une série de débats : Education libertaire, racisme, syndicalisme, sexualité, media(s) et culture(s) libertaires, groupes de quartiers et squatts, l'organisation anarchiste, informations internationales (Kanaks, Chili, etc...)et autres...

Deux expositions : Education libertaire et histoire du mouvement anarchiste français.

Une partie artistique : Musique, animation...

Divers stands de presse : Groupes, associations, bouffe bio ou autres...

Vidéos et films

Les personnes pour qui l'hébergement serait un problème sont priées de nous contacter rapidement en indiquant le nombre de personnes à héberger et le type d'hébergement (hôtel pas cher, copains...)

Pour tout contact
Journées libertaires, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
téléphone (du lundi au samedi après-midi) librairie La Gryffe (7)861.02.25.

Objection mode d'emploi

Pierre Martial, auteur de *Objection mode d'emploi* aux Editions Avis de Recherche, présentera son livre et animera des conférences débats :

- Mercredi 13 mars à Laval (53)
- Vendredi 8 mars à Saintes (17)
- Mercredi 20 mars au Mans (72)
- Samedi 23 mars à Lille (59)
- 22 au 27 mars au Salon du livre à Paris (75).
- 1 au 5 avril à Montpellier (34)
- Vendredi 12 avril à Bourgoin-Jallieu (38)
- Avril à Pau (64)
- Fin avril début mai à Colmar (68)
- Samedi 18 mai à Thionville (57)

Il serait heureux de vous rencontrer lors de ces manifestations. Pour plus de renseignements concernant les dates, adresse et horaires, écrire aux Editions Avis de Recherche. BP 53. 75861. Paris cedex 18.

« Parloir libre »

Fréquence Montmartre accueille l'émission « Parloir libre » diffusée le Dimanche de 22h 30 à minuit en direction de la population carcérale de la région parisienne. pour faire que cette émission soit un réel lieu d'échange, communiquez toutes vos informations, vos messages (de prison à prison en particulier), analyses, témoignages, dossiers etc.

Si vous désirez recevoir des informations afin de les diffuser, prenez contact avec nous pour discuter des modalités de cet échange.

Parloir libre. Fréquence Montmartre, 18 rue de la Vieuville, 75018 Paris. tél. : 223.39.30.

Opération de police à Lille

Communiqué :

Ce matin une opération de police menée conjointement par les PJ de Lille et de Paris accompagnées des renseignements généraux a eu lieu à différents domiciles, suivie de la mise en garde à vue de 10 personnes choisies dans la mouvance anti-autoritaire.

Ceci sous couvert d'une commission rogatoire concernant des faits survenus dans la région parisienne (attentats revendiqués par un groupe s'intitulant Géronimo).

Cette opération n'a évidemment donné aucun résultat. Parmi les nombreux documents et objets saisis, aucun n'avait d'ailleurs trait à cette affaire (dossier sur les squatters parisiens, livres de poésie, masque à gaz défense passive 1940, brochures écologistes). Mais elle a permis aux Renseignements Généraux de mettre au point un fichage systématique de militants lillois (accumulation de renseignements sur les gens qu'ils ont pu connaître ou cotoyer, photocopie de carnets d'adresses, fichage d'enfants de moins de 8 ans).

Pourquoi chercher à Lille des indiens qu'on est sûr de ne pas trouver ?

Est-ce ce type de renseignements que les policiers français veulent échanger pour préparer l'Europe anti-terroriste ?

Les derniers mohicans de la CLES

P.S. : Dans une période de crise est-il normal de dilapider les fonds publics pour collecter des renseignements aussi dérisoires ?

Colo anarchiste

En 1983, à l'initiative du groupe Michel Bakounine de la Fédération anarchiste un projet « colo » voyait le jour et se réalisait au mois de juillet 83 et 84. Ce projet d'un moment de vie commune entre adultes et enfants, pendant une période de temps précise, s'inscrivait dans une démarche générale de prise en charge par nous-mêmes de nos propres affaires. Vivre au quotidien, en dehors des sentiers battus d'un militantisme «traditionnel», des relations libertaires entre adultes et enfants, enfants et enfants, adultes et adultes. Aujourd'hui, la «colo» va continuer, mais sur de nouvelles bases. tout d'abord, le terme «colo» dans la mesure où il prête à ambiguïtés est abandonné. Désormais, on parlera de l'«Echappée belle». Ensuite, compte tenu de l'intérêt suscité par l'expérience, de l'élargissement du collectif organisateur ainsi que du nombre d'enfants «accueillis», nous souhaitons sortir de nos murs, de notre île!

Nous sommes donc à la recherche d'un nouveau lieu d'accueil, susceptible de pourvoir à l'hébergement d'une trentaine de personnes (enfants-adultes). A la mer; la campagne ou la montagne, cette structure devrait comprendre plusieurs chambres, une grande salle commune, une cuisine, des sanitaires (WC, douche), ainsi qu'un bout de terrain pour camper.

Date : juillet 85

Toutes les propositions seront les bienvenues, qu'elles soient sous forme de prêt, de location et même de donation !. pour toutes propositions, demandes de renseignements sur l'Echappée belle 85 sans oublier l'éternel soutien financier, écrivez à : ADIR. BP82. 16001. Angoulème cedex.

Tél. : (Nathalie) (45) 61.64.70.

Radio anar à Lyon

Un projet de radio-anar vient de voir le jour à Lyon! Ils ont besoin de fric. Ecrire à **Radio anarchie Lyon c/o ACLR. 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.**

Chansons anars

Le groupe région toulonnaise (FA) diffuse une cassette (durée 1h) de chansons anarchistes internationales (Italie, France, Argentine, Allemagne, Suisse, Espagne, Etats-Unis, cn Yiddish). Prix : 55 F (port compris) Chèque à l'ordre de Nappi Bruno à adresser à C.E.C.L., immeuble Lamer, rue Montebello. 83000 Toulon.